



Supplément « Livres-Idées » Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14634 - 6 F

VENDREDI 14 FÉVRIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La facture de Maastricht

La présentation par M. Jacques Delors du plan de financement de la CEE résonne comme un discours très connu. Avant, il fallait réaliser l'acte unique pour renforcer la compétitivité de l'économie européenne face à ses concurrentes japonaise et américaine. Aujourd'hui, le retard n'étant toujours pas comblé, il faut réussir Maastricht... pour les mêmes raisons.

Au titre de la « cohésion économique et sociale », il avait été décidé, en février 1988, de doubler les « fonds structurels » afin d'aider les « pays pauvres » de la Communauté à suivre le mouvement vers l'échec européen. Maintenant, il est nécessaire de créer un « fonds d'intervention » pour que Grèce, Espagne, Portugal et Irlande puissent accrocher le train de l'Union économique et monétaire.

La perspective d'une nouvelle augmentation du budget communautaire suscite d'autant plus de réticences de la part des « pays riches » qu'il leur est demandé de payer l'essentiel de la facture. Pour alléger la participation financière de l'Espagne, qui, à l'instar de la France, a joué à fond la carte européenne, Bruxelles propose d'avoir davantage recours à la contribution calculée sur le produit national brut et de réduire celle tirée de la TVA.

Conscient des réactions d'humour qu'un tel projet va susciter à Bonn, le président de l'exécutif communautaire a songé à inscrire les cinq nouveaux Länder orientaux sur la liste des régions les moins développées de la CEE. Pour ne pas compliquer encore la situation, le projet de la Commission ne pose pas la question de la fameuse « compensation britannique », alors que le système actuellement en vigueur sera caduc à la fin de l'année. Reste le cas de la France, qui, après l'Allemagne, est le plus gros « contributeur net » de la Communauté et qui, de surcroît, doit se préparer à de nouvelles réductions des subventions agricoles.

AUTANT dire que les Douze, avant d'entrer dans une phase de pourparlers singulièrement difficiles, qui feront apparaître au grand jour les égoïsmes nationaux. Ce n'est pas pour rien que M. Delors et la présidence portugaise sont accablés à l'idée d'un Conseil européen extraordinaire qui pourrait se tenir avant la réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement prévue pour juin à Lisbonne.

En matière de financement de la construction européenne, les choses n'ont guère évolué, parce qu'il est toujours fait appel à la bonne volonté des gouvernements et de leur trésor public. Face à des perspectives économiques moins favorables, qu'assombrissent encore la réunification allemande, les difficultés de l'Europe centrale et orientale et les sempiternelles difficultés des pays du sud de la Méditerranée, le réflexe est de compter chichement.

Il est pourtant illusoire de croire que l'Europe ne coûtera pas de plus en plus cher. On voit mal comment les Douze pourraient éviter de se poser la question de la création d'un impôt européen, s'ils veulent ne plus entendre tous les cinq ans les mêmes rengaines budgétaires.

Lire page 16

L'article de MARCEL SCOTTO

M0147 - 0214 0 - 6.00 F



Réunion décisive des chefs d'Etat à Minsk

La querelle sur les forces armées compromet l'avenir de la CEI

La querelle sur les forces armées fait peser une menace sur l'avenir de la Communauté des Etats indépendants. Les chefs d'Etat de la CEI devaient se réunir, vendredi 14 février, à Minsk, pour tenter de surmonter leurs divisions. Mais les entretiens préparatoires, qui portent également sur d'autres problèmes urgents comme

les relations économiques et les représentations diplomatiques à l'étranger, se révèlent très difficiles. Un nouvel échec pourrait contraindre les membres de la CEI, et en particulier la Russie, à envisager de manière radicale différente, dans le domaine militaire, l'avenir de la Communauté.

La fin des faux-semblants

MOSCOU

de notre correspondant

Ce n'est peut-être pas la réunion de la dernière chance, mais c'est assurément le moment de regarder la réalité en face. A chacun de leur précédent sommet, les chefs d'Etat de la CEI ont remis à plus tard les décisions essentielles concernant l'avenir de leur défense commune, se bornant à proclamer certains principes qui ont été immédiatement l'objet d'interprétations contradictoires.

Cette fois, les échéances ne peuvent plus être reculées : les

décisions concernant le financement, le commandement et plus fondamentalement la définition, voire l'existence des forces unifiées vont devoir être prises, faute de quoi la preuve serait faite que la Communauté ne peut exister dans sa forme actuelle et que l'ensemble du projet ébauché lors des réunions constitutives de Minsk et d'Alma-Ata en décembre 1991 devra être remis sur le chantier.

En principe, les présidents des Etats membres, qui devaient arriver, jeudi 13 février au soir, dans la capitale de la Biélorussie, doi-

vent s'attaquer à tout un ensemble de problèmes urgents qui concernent aussi bien leurs relations économiques que le partage de ce qui reste des « dépouilles » de l'URSS. En particulier ses représentations diplomatiques et commerciales à l'étranger, un sujet qui continue à beaucoup irriter les partenaires de la Russie. Sur ce point, une discussion au sommet se révèle nécessaire.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 6
et l'article de JACQUES ISNARD
« Des bombardiers nucléaires bien encombrants »

En réprimant des indépendantistes du Cachemire

Le Pakistan tente d'éviter un conflit avec l'Inde

Pour éviter un conflit avec l'Inde, les forces de l'ordre pakistanaises ont ouvert le feu, mercredi 12 février, sur des partisans de l'indépendance du Cachemire. A l'appel du Front de libération du Jammu-Kashmir (JKLF), plusieurs milliers de personnes avaient entrepris une marche qui devait se terminer par le franchissement de la ligne symbolisant la partition de ce territoire entre Islamabad et New-Delhi.

La plaie ouverte de la partition

Le signe des temps est ailleurs que dans la violence, au demeurant attendue, et même explicitement souhaitée par les chefs des manifestants au pied de l'Himalaya : l'événement est que des forces de l'ordre du « Pays des purs » (le Pakistan) ont, pour la première fois, le 13 février, tiré sur des Cachemiris, leurs frères en Islam. L'an dernier déjà, de jeunes sympathisants du JKLF avaient entrepris de franchir, sans armes, la ligne de cessez-le-feu (« ligne de contrôle ») dessinée par les Nations unies pour mettre un terme à la première guerre menée, après la partition de l'Empire des Indes, en 1947,

par l'Inde et le Pakistan en vue de s'approprier l'Etat du maharajah Hari Singh. Cette « frontière », infranchissable à quiconque hormis les observateurs de l'ONU, est le symbole de l'actuelle partition du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan. Le 11 février avait été choisi comme date du franchissement de la « ligne » parce que c'était le septième anniversaire de l'exécution, par la justice indienne, de Maqbool Butt, leader du JKLF, accusé d'avoir tué deux fonctionnaires de « l'occupant ».

JEAN-PIERRE CLERC
Lire la suite page 5

La « conversation » Arafat-Souss

PUTAIN DE TA RACE!
SALOPE!
NON-FUMEUR!!



M. Yasser Arafat a nié, mercredi 12 février, l'« authenticité » de l'enregistrement d'une conversation téléphonique avec son représentant à Paris, M. Souss, enregistré par lui-même dans des propos antisémites.

Lire nos informations et l'article de PATRICE CLAUDE page 3

Cote d'alerte pour le PS

Cible des attaques de l'opposition,

les socialistes sont aussi menacés par leurs propres alliés

par Patrick Jarreau

A cinq semaines des élections régionales et du premier tour des élections cantonales du 22 mars, les socialistes donnent l'impression d'être absents d'une campagne qui, avant même de commencer formellement, est largement déjà menée contre eux. Que l'opposition de droite, le Front national, le Parti communiste et les Verts cherchent à profiter de la situation de faiblesse dans laquelle se trouvent, devant les électeurs, le gouvernement et le parti qui le soutient est dans l'ordre des choses.

Faire face à la convergence de ces attaques serait déjà, pour le PS, une tâche malaisée, mais la difficulté est redoublée par le fait que, dans ce qui devrait être leur propre « camp », les socialistes sont entourés de faux amis.

Lire la suite
et nos informations page 8

LIVRES • IDÉES

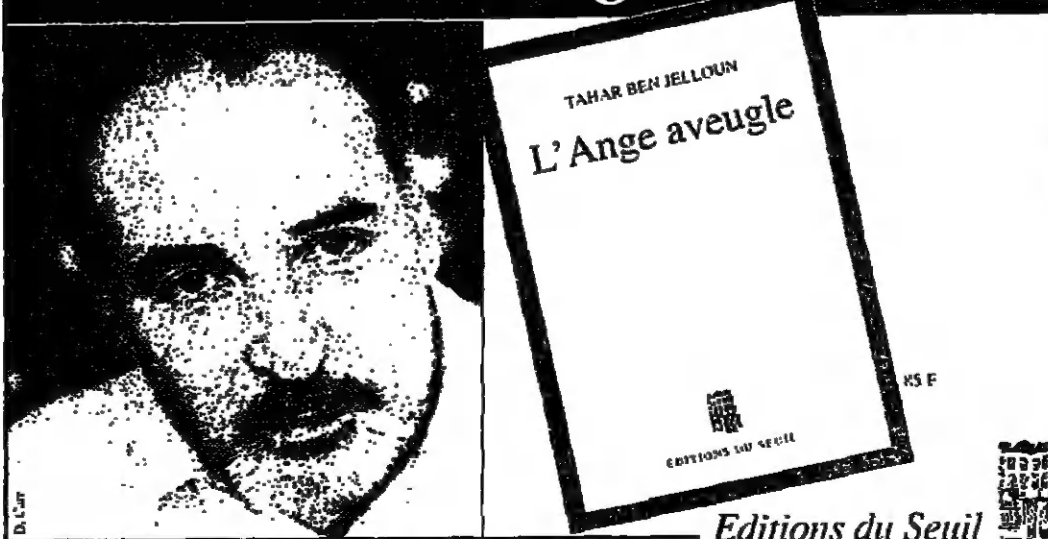
Guillemin de bonne foi

Rencontre avec un écrivain polémiste : passionné, obstiné, batailleur, Henri Guillemin donne par sa gentillesse chaleureuse, par la modestie tranquille de ses jugements.

■ Eco, le sémiticien sceptique ■ René Grousset, l'historien de tout l'Orient ■ Augustin Cochin et la « machine sociale » ■ Ernest Hello et le point de vue de Dieu ■ Philosophie : paradoxes de Chine ■ Le feuilleton de Michel Breudeau : « Sujets de roman » ■ « Histoires littéraires », par François Bost : Valéry Larbaud ■ La chronique de Nicole Zard : « Des nouvelles d'Union soviétique ».

pages 23 à 30

TAHAR BEN JELLOUN



Editions du Seuil

L'ancien directeur du cabinet de M. Gaudin écroué

Le président (UDF) de la région PACA dénonce une « machination politique »

page 8

Médias russes libres mais pauvres

Il - Course à l'audience à la télévision

page 17

51 000 emplois salariés créés en 1991

L'amélioration provient du tertiaire, selon les premières estimations du ministère du travail

page 22

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Espagne, 190 PTA; Grèce, 85 p.; Hongrie, 220 HUF; Italie, 1,20 L.; Japon, 200 Y.; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Médias et politique

Le roi devenu vieux

par Dominique Jamet

GLADIATEURS de la presse, du spectacle ou de la politique, ne mettez jamais le genou en terre !

En effet, nous, les hommes, n'avons pas changé depuis l'âge des cavernes ou l'Antiquité. Tout juste un peu régressé depuis le Moyen Âge ou par rapport au Siècle des Lumières.

Notre époque ne fait donc pas dans la dentelle du sentiment, elle ignore la mesure, la noblesse, la générosité et, bien sûr, la compassion, sans parler du pardon ou de la chevalerie. Rampante devant les forts, les riches, les puissants, les heureux, bavant d'admiration devant les m'as-tu-vu du prime-time, les champions du « Top 50 », les vainqueurs électoraux, notre société est impitoyable à l'infirmité, à la misère, à la défaite. Elle tire sur les ambulances, achève les blessés, crache sur les tombes. Malheur à qui donne un signe de faiblesse, malheur plus grand aux vaincus.

Si une affaire subalterne est devenue en l'espace de quelques heures et pour quelques jours une affaire d'État, ce n'est pas seulement par l'effet habituel de la dialectique dramatisante entre une presse hystérique dominée par la passion de l'instant, donc dépourvue de tout sens des proportions ou des perspectives, et un pouvoir pris en faute, l'explication en est pour la plus large part dans le contexte désastreux pour l'actuelle « majorité », contexte que celle-ci ne peut plus ignorer ni balayer d'un revers de la main, contexte que ses adversaires ne se privent ni d'exagérer ni d'exploiter.

Quand la spirale fonctionne dans le mauvais sens et que tous les efforts pour ralentir, arrêter et inverser le mécanisme demeurent vains, la fragilisation réelle entraîne une prise de conscience, puis une surestimation intérieure de cette fragilité même, qui fausse la démarche et contribue à faire tourner l'engrenage. Alors, on voit ce gouvernement, hier encore si assuré, si fier, parfois même si arrogant, s'avancer à pas de plus en plus comptés, menus et vacillants, trébucher à la moindre ombrage, s'arrêter au bord du trottoir, considérer le premier caniveau qui coule comme un Rubicon qu'il serait insensé de franchir. De la crispation à l'ankylose, et de celle-ci à l'immobilité, telles sont les étapes d'un cercle infernal que ne voient plus la possibilité de s'évader que par la capitulation ou la panique.

L'hallali

Quel qu'ait été le déroulement réel, quels que soient les dessous de l'affaire Habache, qui ne doivent pas aller bien profond, à la mesure d'un « second couteau » retrait du terrorisme - tout comme le premier ministre israélien Shamir, dont la modération trancha étrangement sur l'excitation ambiante - un pouvoir fort n'aurait pas réagi de la même façon aux mêmes circonstances. Un pouvoir fort aurait tiré toutes les conséquences politiques de ce qu'il a présenté lui-même comme une faute politique, et donc révoqué les deux ministres concernés, soit pleinement assumé la responsabilité morale d'un geste humanitaire : « Un dirigeant palestinien malade demande à se faire soigner en France ? Nous l'accueillons après bien d'autres. Et alors ? » Il est vrai que, de son côté, confronté à un pouvoir fort, l'opposition n'aurait pas osé, et dans quels termes, demander sur une base aussi insignifiante la démission du gouvernement, moins encore, à l'image de cet ex-président candidat permanent à l'Elysée que panique la perspective

de primaires à droite perdues d'avance, des législatives anticipées.

Mais il est des chiffres qui sont dans toutes les têtes de la nomenclature, des chiffres qui donnent une fièvre contagieuse à toute la classe médiatique et politique. Ces chiffres ne sont pas, quoi qu'on dise, ceux du chômage, de l'inflation ou du commerce, mais ceux des indices de popularité et, d'avantage encore, ceux des premières intentions de vote pour les régionales et les cantonales : 30 % pour toute la gauche, 20 % pour les socialistes, soit, compte tenu du taux d'abstention prévisible, de 10% à 12 % des ins-

moins légitime qu'il ne le fut ? On le croirait à entendre cette chorale discordante qui proclame sur tous les tons : « Vous ne trouvez pas que le vieux baisse ?... », en oubliant d'ajouter ce qui seul expliquerait ce cri du cœur : « ...dans les sondages ? ».

Le roi des animaux devenu vieux, les ânes se multiplient, et les coups de pied. Qu'on y prenne garde : il est peut-être un peu tôt pour vendre la peau du lion.

► Dominique Jamet est président de l'établissement public de la Bibliothèque de France.

Dérapages incontrôlés

par Claude Sérillon

PLUS encore que les fautes ou les erreurs de tel ou tel personnage, qui s'exposent en se montrant, moins sans doute qu'une soudaine folie de l'audiovisuel, il m'apparaît que nous sommes entrés depuis quelques années dans un parcours aussi glissant et vertigineux qu'une piste de bobsleigh. Que ce soit dans un journal télévisé, dans une émission magazine traitant de vie privée ou d'affaire publique, le dérapage est maintenant une technique de travail. Il faut aller plus vite, plus fort. Il faut séduire, c'est-à-dire

plaire, c'est-à-dire devancer l'opinion, c'est-à-dire vendre un produit et non plus s'acharner seulement à l'information.

Est-ce l'argent, l'audience, le nombre d'exemplaires vendus qui en sont la cause ? Je le crois. En laissant le journalisme s'imprégner des recettes d'un commerce libéral, nous en avons accepté les conséquences. A la première page des hebdomadaires, les titres sont empruntés au racoleur, au clientélisme. En pleine transformation du régime soviétique, il suffisait d'accrocher son regard aux affiches des kiosques : on y lisait plus volontiers le mal au dos, le sort des enfants du divorce, la sexualité du couple que les choix de Mikhaïl Gorbatchev. Façon de parler au plus près aux préoccupations des Français, assurément la nouvelle race de rédacteurs en chef.

Le dérapage vient de là. Il s'empêche à proportion de l'auditoire. A la radio et à la télévision. D'autant qu'il est maintenant « moderne » de multiplier les petits journaux, ces éditions spéciales de trois minutes, ces flashs où la nouvelle d'un drame international côtoie un résultat de tiercé. Nous avons ainsi perdu ce que les anciens du journalisme appelaient la hiérarchie de l'information.

Qui résiste, en effet, à l'excitation du scoop, de l'enquête de grand reportage ? Et les dérapages, on le sait bien dans tous les organes de presse, même les plus prestigieux, n'ont jamais la même importance. Tant pis, alors, pour celui qui fut dénoncé meurtrier avant d'être jugé, tant pis pour celui qui est entendu, placé en garde à vue, inculpé voire incarcéré. La présomption d'innocence est bonne à défendre dans les editoriaux, mais la pratique rédactionnelle fait fi de cet empêcheur de moral. Les affaires se grossissent ainsi de noms, de références pleines de sous-entendus politiques, et la sursurveillance fait rage.

Définir une éthique

Rien qu'en ce domaine judiciaire particulièrement fourni ne pourrions-nous décider avant qu'un législateur forcément censuré n'y songe, de ne plus citer les identités des témoins, suspects ou protagonistes d'une enquête ? En Suisse et en Grande-Bretagne, pour ne pas prendre des

exemples trop lointains, c'est le cas. Cela nous éviterait à nous, plumeurs, porteurs de micros ou vedettes télé, de collaborer à des amalgames détestables. A des entreprises aux conséquences parfois dramatiques et je pense à la mort du maire de Saint-Sébastien-sur-Loire.

Je pense aussi à ces dérapages qui permettent la publication ou la diffusion de n'importe quels propos publics. La fonction d'informateur consiste à éclairer sans faire plaisir. Par paresse, par lâcheté, ou bien au nom de je ne sais quelle idée de la démocratie consistant à enregistrer et à rapporter sans vérifier, sans donc nous sentir responsables, nous donnons à lire ou à entendre des libres opinions ou des déclarations insultantes au minimum, dangereuses souvent.

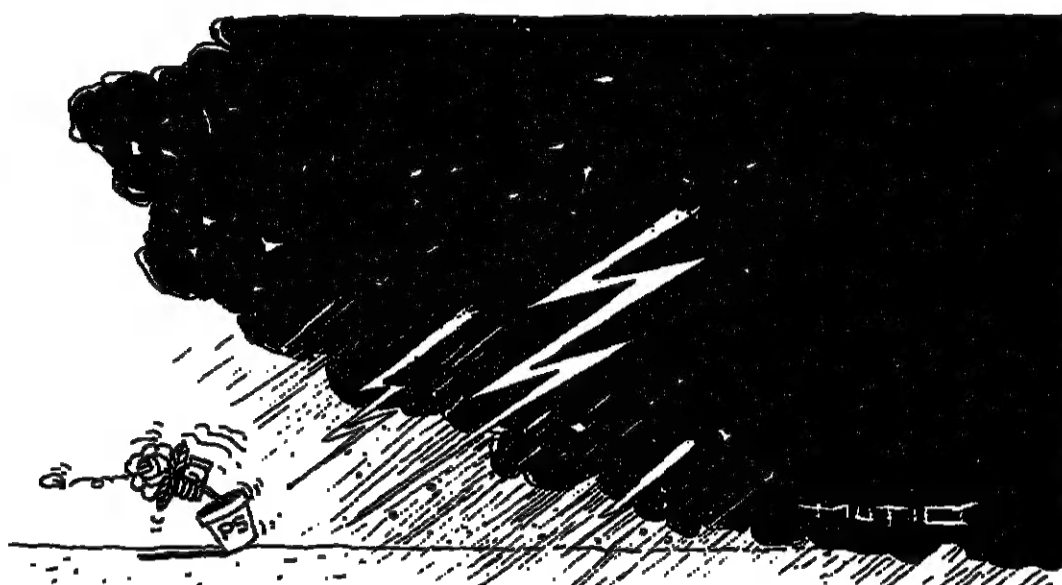
Dans mon esprit, il ne s'agit pas d'imposer un ordre social et de définir ce qui doit être dit ou pas. Mais de définir une éthique complétant ce respect de la présomption d'innocence dont je parlais plus haut. Comment concevoir plus longtemps qu'un nom de la liberté d'expression nous en soyons réduits à simplement écouter tel ou tel tribu ?

Les dérapages incontrôlés, désormais, touchent aussi bien le voleur de voiture que l'État politique. Ils s'infiltrent du côté de l'intimité des femmes et des hommes et nous jureons avant de comprendre en nous satisfaisant de « une » à l'emporte-pièce, de révélations et d'exclusivités qui à vrai dire n'intéressent que nous-mêmes.

Comme l'exercice de ce métier conduit à un sentiment de supériorité encouragé tacitement dans la confrérie, où la modestie et la prudence font rigoler sous cape, il n'est pas étonnant d'être mis, parfois, en première ligne, et de recevoir, en boomerang, des rumeurs nauséabondes d'une presse qui ne vit que de cela.

► Claude Sérillon est journaliste.

TRAIT LIBRE



crits, les chiffres annoncent la défaite, le désastre, la débâcle.

Frisson d'espoir pour les uns, qui se voient déjà vainqueurs sans gloire, qu'importe, puis pour les autres, qui ont peur pour leur avenir, que rien ni surtout personne ne semble plus pouvoir prémunir contre la catastrophe.

Alors, ils se retournent contre celui qu'avant-hier encore ils respectaient comme un vieil oncle et dont hier ils avaient fait un dieu. Que les adversaires de toujours, s'y voyant déjà, embouchent la trompette et sonnent l'hallali, passe encore, ils en ont acquis le droit à la guerre. Mais ces thuriféraires hier au garde-à-vous, mais ces courtisans hier encore en extase, quasiment en lévitation, qui ricanent, qui débâtèrent, qui jugent, qui proclament à son de trompe la fin du mandat alors que le second septennat n'est qu'à mi-parcours, et qui, parce que le vent tourne, tournent avec lui ! Celui-ci, à genoux depuis dix ans et qui proclamait chaque jour dans la presse le dogme de l'infailibilité présidentielle, dénonce dix ans d'erreurs et de systèmes, celui-là place l'affaire Habache au premier rang des scandales, bien avant Ben Barka, Broglio, Boulin, brouillies ; cet autre interrompt le chef de l'État alors qu'il vient de le sommer de s'expliquer. Signe des temps, un conseil municipal d'opérette s'arroge le droit de révoquer au grenier le premier magistrat de France.

Que la roche Tarpéenne est proche du Capitole, François Mitterrand le savait par l'histoire en général et par la sienne propre. En son hiver, il le mesure. Le président serait-il devenu tout soudain moins habile, moins intelligent, moins sage,

COURRIER

Une radio libre pour la Yougoslavie

L'appel de « Reporters sans frontières » paru le 12 décembre 1991 dans le Monde signale que « les journalistes indépendants de Yougoslavie réclament [...] que des programmes soient diffusés de part et d'autre du front, afin que des informations complètes et impartiales ».

Faute de pouvoir physiquement séparer les combattants, la CEE ne pourrait-elle pas installer sur un plateau au large de la côte dalmate, un émetteur qui diffuserait régulièrement des bulletins d'informations « complètes et impartiales » ?

La CEE, ou simplement la France, ou même « Reporters sans frontières »...

E. HAMEL

(Forges-les-Eaux)

Université nouvelle

Le Monde du 17 janvier nous apprend que M^{me} Cresson veut créer une grande université ouverte où il serait fait appel, pour la préparation des tests, aux moyens informatiques et audiovisuels les plus sophistiqués. « sans oublier l'écrit ». Il faudra donc aussi savoir lire pour se présenter aux examens, ce qui risque de limiter sensiblement le nombre des étudiants.

JEAN LASERA

(Ville-d'Avray)

Ennemis

On nous apprend, depuis l'enfance, qu'il y a d'un côté les bons et de l'autre les mauvais. Les bons, c'est nous ; les mauvais, il faut les combattre. Ne serait-il pas temps de remettre ce préjugé en question et de nous demander s'il n'y a pas du bon et du mauvais chez les uns et chez les autres. Au lieu de voir tout en noir chez ceux que l'on considère comme adversaires ou comme ennemis, ne devrait-on pas, à l'inverse, rechercher ce qui mérite d'être mis en lumière ?

Tout d'abord, ne devrions-nous pas cesser de porter un jugement global sur un ensemble de personnes et d'attribuer à chacun la responsabilité de ce qui a été fait par d'autres membres de cet ensemble, même si ces derniers y occupent un poste prépondérant, même s'ils y ont le pouvoir ?

Observons ensuite que, dès le moment où l'on a désigné l'adversaire, l'ennemi, on a tendance à faire preuve d'indulgence à l'égard de tels

autres avec lesquels on n'était pourtant pas, la veille, en odeur de sainteté, allant jusqu'à s'en concilier les grâces. On est prêt, brusquement, à s'en faire des amis, des alliés. Quelque revirement se produit, et l'on découvre que les nouveaux amis en question ne valent pas cher.

Ne faudrait-il pas cesser de considérer ceux dont nous nous croyons si éloignés comme nous avions la mauvaise habitude de le faire, mais avec un peu d'amour... ?

JACQUES ESSEL

Fondateur de Prenons la parole

(Paris)

Armoiries autrichiennes

Faut-il changer les armoiries de l'Autriche ? Waltraud Baryl, correspondante du Monde à Vienne, pose la question dans votre édition du 8 janvier.

Au poulet déplumé qui aurait pu sortir de la marmite infâme des cuisiniers de l'Europe des petites nations éparpillées, au lendemain de Versailles, les Autrichiens préférèrent cependant une aigle (féminin en héraldique) désormais monocéphale, mais affublée des symboles dérisoires de la Liberté, des chaînes brisées, et de ceux des lendemains enchanterés du marxisme, la faucille et le marteau.

Par nostalgie monarchique, le pauvre oiseau était coiffé d'une couronne murale de briques, comme s'il n'était plus destiné qu'à désigner la seule vraie ville, nullement fortifiée cependant, de cet État macrocéphale qui ne pourrait pas vivre et qui ne vécut pas...

Les armoiries suivent davantage les changements de régime que les modifications dynastiques qui permettraient de ne pas confondre les succès souverains.

Il est certain que la toilette minimale de l'aigle autrichienne s'impose pour qu'elle puisse se réveiller débarrassée de fioritures inutiles, dans sa simplicité encore monocéphale.

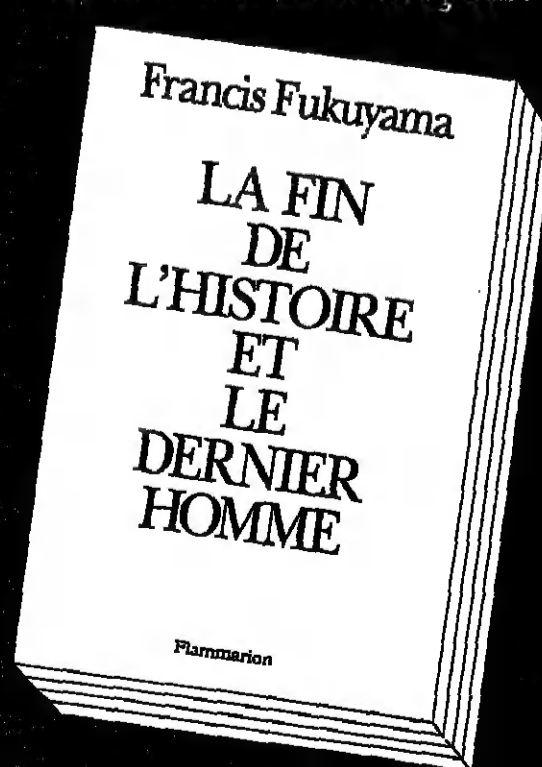
Et ce, dans l'attente que la future Europe germanique, qui se prépare par des réunions autant « dévotiques » que les scissions des États slaves aujourd'hui, et peut-être des nations latines demain, puisse monter la garde à l'Est comme à l'Ouest grâce au regard vigilant d'une aigle de nouveau bicéphale.

PIERRE H. CHAIX

(Bourg-en-Bresse)

"CARACTERES" 14 FEVRIER.

Débat sur la fin de l'histoire. Fukuyama face aux intellectuels français.



Flammarion

Le Monde

Edité par la SAFL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesoume, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guiz, directeur de la gestion Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction) Jacques Amalric, Thomas Ferenczi Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-55-25-25

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-55-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

Les réactions après la divulgation de propos antisémites prêtés au chef de l'OLP

M. Arafat nie l'«authenticité» de l'enregistrement diffusé par CNN

Le ministre français des affaires étrangères a indiqué, mercredi 12 février, que si les propos attribués la veille par la chaîne de télévision américaine CNN au président de l'OLP «avaient été tenus, ils ne pourraient que susciter l'indignation et la réprobation de la France». Un porte-parole du ministère, M. Maurice Gourdault-Montagne, a toutefois souligné que «le ministre des affaires étrangères ne dispose d'aucun élément ni sur la matérialité de la conversation ni sur la matérialité de l'enregistrement».

Pour sa part, M. Yasser Arafat, a affirmé mercredi soir que l'enregistrement était un «montage». M. Arafat a fait cette déclaration au cours d'une brève escale à l'aéroport du Caire en route pour Genève, où il doit prononcer un discours devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Le chef de l'OLP, qui a démenti l'«authenticité» du document présenté par CNN, a cependant reconnu avoir eu une conversation téléphonique avec le représentant de l'OLP à Paris, M. Ibrahim Souss, et «pense que le gouvernement français en possède un enregistrement». «Je ne cache rien et je n'ai pas peur de ce que j'aurais pu dire», a encore déclaré M. Arafat, ajoutant : «Si quelqu'un pense nous faire peur, il se trompe». Il a qualifié d'«erreur» ce qui est arrivé à M. Georges Habache, dont l'hospitalisation à Paris fin janvier avait provoqué une vive polémique en France.

Il a estimé que «il ne fallait pas que M. Habache soit traité ainsi». Faisant allusion aux responsables français, il a estimé qu'ils auraient pu dès le début refuser la demande d'hospitalisation de M. Habache. Il a ajouté : «s'ils pensent faire au Dr Habache ce qu'il est arrivé à l'ancien

dirigeant est-allemand Erich Honecker, ils se trompent». Dans une interview au journal *Liberation*, M. Souss a déclaré que le document diffusé par CNN était un «montage dont une partie des textes sont fausses».

«Aucune connotation raciste»

Il a admis que M. Arafat ou lui-même s'est «emporté, à un moment donné, contre les manipulateurs de l'affaire Habache», mais a rejeté l'accusation d'«antisémitisme». «Le terme juif, a-t-il dit, est utilisé dans le monde arabe pour tout ce qui a trait aux juifs et aux Israéliens. Dans la bouche d'un Arabe, cela ne revêt

aucune connotation raciste ou raciale... Que l'Occident, coupable d'avoir massacré des millions de juifs, nous laisse tranquilles, nous et nos cousins sémites. Pour nous, les juifs sont vos victimes. Pour nous, les juifs sont des Israéliens, donc nos bourreaux, ceux qui occupent notre terre et tuent nos enfants».

Les Etats-Unis estiment avoir remporté une «victoire» en obtenant que le chef de l'OLP, Yasser Arafat, ne soit pas traité comme un chef d'Etat lors de son discours jeudi à Genève à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, a indiqué mercredi un responsable du département d'Etat. «Il n'aura pas de tapis rouge, il ne sera pas traité comme un

chef d'Etat», a dit ce responsable à la presse. Il a indiqué que la délégation américaine avait déployé beaucoup d'efforts cette semaine afin que l'accueil réservé à M. Arafat ne revienne pas à relever le statut de l'OLP.

La Palestine jouit du statut d'observateur à l'ONU. Ainsi, M. Arafat participera assis. Il n'aura ni pupitre qui pourrait lui servir d'excuse pour se lever, ni podium, a souligné le diplomate américain. Ce dispositif résulte de contacts diplomatiques au cours desquels «le secrétaire général (de l'ONU), l'égyptien Boutros-Ghali, a été d'accord pour dire qu'il n'y avait aucune raison de traiter Arafat comme un chef d'Etat», a-t-il affirmé. — (AFP)

Embarras des Palestiniens, colère ou mépris des Israéliens

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Gros embarras chez les Palestiniens, colère froide dans la classe politique israélienne, surtout à gauche. Telles étaient, mercredi 12 février, en Israël et dans les territoires occupés, les premières réactions au scoop de CNN. Alors que le porte-parole du premier ministre, M. Ehud Gol, faisait part de son absence de surprise et de son mépris «pour l'homme aussi bien que pour son organisation» et considérait que les «répondants propos» n'étaient «même pas dignes de commentaire», le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres, estimait que les «horreurs» qu'aurait exprimées M. Arafat expliquaient, à la fois, pourquoi «les Israéliens n'ont pas confiance en cet homme» et combien il était «difficile de percevoir en lui le représentant du processus de paix».

Les déceptions les plus vives ont cependant été enregistrées plus à gauche, parmi les partis qui sont d'ordinaire favorables à un dialogue avec l'OLP. M. Ran Cohen, député du Ratz, a ainsi fustigé les propos «écœurants et racistes» attribués au chef de l'OLP, lequel serait «un mauvais leader pour son peuple». Quant à M. Yossi Sarid, du Mouvement des droits civiques (CRM), il s'est dit convaincu qu'il n'y avait, «dans la communauté juive, pas de place pour des gens qui utilisent des expressions aussi basses et racistes». Le quotidien de gauche *Al Hamishmar* a publié, jeudi matin, un dessin cruel représentant M. Arafat crachant une sorte de bave tandis qu'un personnage symbolisant l'extrême droite tendait une urne aux électeurs. En

clair : plus le chef de l'OLP salit sa cause, plus l'extrême droite israélienne en profite. Et, de fait, celle-ci n'a pas laissé passer pareille occasion. «Depuis toujours», a déclaré M. Geula Cohen, ce personnage s'identifie avec les néo-nazis. Et cette passionaria du Grand Israël, ancienne camarade de combat de M. Itzhak Shamir avant la création d'Israël, de se demander comment l'Elysée pouvait encore tolérer l'existence d'un bureau de l'OLP à Paris après ce que M. Arafat aurait dit sur la civilisation française.

«Coincidence étrange»

Dans le camp palestinien des territoires, en revanche, c'est l'embarras général. Aucune des personnalités participant au processus de paix, qui doit reprendre à la fin de ce mois à Washington, ne veut ni ne peut admettre d'emblée l'authenticité des propos prêtés à celui qu'on appelle ici «le président».

M. Fayal Hussein n'a «pas entendu» l'enregistrement et ne peut donc pas se prononcer. M. Hanane Achraoui non plus, mais elle «doute fortement» que «le président» ait pu utiliser pareil langage.

Elle parle de «coïncidence étrange», et demande que l'on recherche à qui profite le crime. M. Radwan Abou Ayache, lui, en sa qualité d'ancien président de l'Association des journalistes palestiniens, et proche du Fath de M. Yasser Arafat, rappelle à quel point «les Palestiniens apprécient la politique française» à leur égard et se dit carrément convaincu de l'existence d'un «montage». P. C.

Comment manipuler le son

Selon M. Ibrahim Souss, la conversation entre lui-même et M. Yasser Arafat diffusée par CNN est «un montage dont une partie des textes sont fausses». Cela est-il techniquement possible ? Une telle manipulation ne poserait pas vraiment de problème pour un bon technicien, à condition qu'il dispose d'une masse d'enregistrement suffisante, estime un ingénieur du son.

«Une vingtaine de conversations ont dû être passées, soit de chez moi, soit de l'hôpital Henry-Dunant, entre M. Arafat et moi-même», a précisé M. Souss. Ces conversations, probablement enregistrées, pouvaient

constituer une matière première de choix à partir de laquelle un spécialiste entraîné peut très facilement effectuer un montage.

«Des ciseaux et du scotch»

«Il suffit de ciseaux et de scotch», explique un technicien. Vous supprimez une syllabe (l'impossible), devient «possible», une négation, ajoutez lui ou là une respiration, un soupir, un mot puisé ailleurs, et le tour est joué. Pour que l'illusion soit parfaite il faut, évidemment, que les différents enregistrements utilisés soient d'un niveau sonore et d'une qualité équivalentes.

Il est ensuite possible de figurer à l'aide de traitement numérique du son par ordinateur : «Vous affichez sur écran la courbe de modulation de la voix, et vous la sculptez à façon avec les ciseaux».

Une opération bien connue des producteurs de disques compacte et qui, souligne notre technicien, «est encore plus facile avec des conversations téléphoniques dont la qualité sonore est limitée».

Cependant, ajoute-t-il, «il est extrêmement difficile de fabriquer de toutes pièces un son dont on ne disposerait pas sur les bandes».

J.-P. D.

ISRAËL : dans une intervention sans précédent

Le chef du Shin Beth défend son service après la mort d'un Palestinien en prison

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Nul n'a le droit, en Israël, de révéler l'identité du chef des services de sécurité intérieure, le fameux Shin Beth. D'ailleurs, mis à part certains membres du gouvernement et quelques députés triés sur le volet pour siéger à la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset, personne ne connaît le patronyme du patron. Ce peut être un militaire de haut rang, un gradé de la police ou un civil, haut fonctionnaire de préférence. De l'actuel directeur on sait pourtant deux choses désormais : un, il joue de la trompette ; c'est un «scoop» publié naguère par un journal local — et deux, l'homme est colérique.

C'est en tout cas comme cela, «en colère», que le quotidien *Maariv* a décrit le premier «fic» d'Israël à la une de son édition du mercredi 12 février. Événement d'autant plus insolite qu'il est sans précédent. Les autorités israéliennes ont en effet fourni mardi soir aux médias une version écrite, et expurgée, de l'audition, enregistrée un peu plus tôt dans la journée, du chef du Shin Beth par la commission la plus secrète de la Knesset. L'exception qui vient d'être faite vise ostensiblement à défendre l'honneur de l'institution ou, à tout le moins, l'idée que son responsable s'en fait.

Toute l'affaire est liée à la mort d'un détenu palestinien, Moustapha Akawi (le *Monde* du 6 février). Le bruit déclenché dans les médias autour de ce décès, le cinquième en prison depuis 1987, a causé, «en manière totalement injuste», un «fort irremédiable» à la bonne réputation des services de sécurité. Malade cardiaque, le militant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) avait été arrêté le 22 janvier et il est décédé le 4 février dans la prison d'Hébron.

Selon un pathologiste américain, désigné par la famille de la victime, le prisonnier aurait été certes «brutalisé» par les enquêteurs du Shin Beth, mais la cause de son décès ne serait pas directement liée aux mauvais traitements. «A aucun moment de la visite médicale que nous faisons systématiquement passer à tous les détenus pris en charge par nos services», a expliqué le

mystérieux directeur, Moustapha Akawi n'a fait part de sa maladie».

Plus tard, l'intéressé se serait plaint d'une douleur à l'oreille et aurait été envoyé chez un médecin du dispensaire de la prison. C'est dire, à en croire son directeur, que le Shin Beth prend soin de ses pensionnaires, même si, comme Moustapha Akawi, ils ont «du sang sur les mains». Ce qui, a-t-il, semble-t-il, beaucoup attirait le responsable des services c'est «la bave déversée» sur son institution par une vingtaine de députés de gauche de la Knesset, lesquels avaient signé une pétition pour demander une enquête officielle sur la mort du militant palestinien.

Ces derniers étaient d'ailleurs vertement critiqués mercredi matin par le *Yedioth Aharonot*, premier quotidien du pays, lequel, dans un éditorial, «regrette le tort causé» au Shin

Beth. «La tâche des services de sécurité est complexe, remarque le journal, le Shin Beth n'est pas et ne peut pas être totalement irréprochable...»

PATRICE CLAUDE

Amnesty International demande une enquête indépendante. — Dans une lettre publiée à Londres, Amnesty International a exhorté, mercredi 12 février, le premier ministre israélien à faire cesser immédiatement les mauvais traitements que subissent les prisonniers palestiniens. Réclamant l'ouverture d'une enquête indépendante sur la mort en détention de Moustapha Akawi, l'organisation internationale demande à M. Itzhak Shamir de réformer les règles et les méthodes d'interrogatoire dans les prisons. — (AFP)

ÉGYPTE

Un quatrième Israélien arrêté pour espionnage

La justice égyptienne a annoncé, mercredi 12 février, l'arrestation d'un quatrième Israélien accusé d'espionnage au profit de l'Etat hébreu, alors que la presse israélienne affirmait que les trois premiers étaient, à leur insu, des agents libyens.

L'arrestation de M. David Ovits, un commerçant qui, selon la justice égyptienne, se rendait régulièrement en Egypte, a été confirmée par l'ambassade d'Israël au Caire, qui en a été informée par les autorités égyptiennes.

A Jérusalem, un responsable du ministère israélien des affaires étrangères avait déploré, mardi, que les autorités égyptiennes n'aient pas pris officiellement contact avec Israël à propos de ses trois ressortissants précédemment arrêtés en Egypte.

Mercredi, à la suite de l'annonce de l'arrestation de M. Ovits, une source proche du parquet de la sûreté de l'Etat au Caire a affirmé que, parmi les Israéliens arrêtés, «certains» ont avoué travailler pour le Mossad, le service secret israélien. — (AFP)

Un livre de M. Ibrahim Souss

Dialogue sans concessions

Délégué général de Palestine en France, Ibrahim Souss est aussi poète, romancier et pianiste... Au service de la cause palestinienne, sa plume a la force de la conviction, celle de l'injustice faite aux siens. Au moment où se sont engagées des négociations historiques entre Israël et ses voisins, il a repris cette plume pour s'adresser sous la forme épistolaire, par-dessus le dialogue direct, à l'Israélien de bonne volonté, qui veut la paix mais n'en reconnaît pas toujours le prix. Car, au-delà des revendications territoriales, la paix est aussi acceptation et reconnaissance de l'autre. Cependant cela ne peut se faire par un détournement de l'Histoire et un habillage des réalités qui dénie au peuple palestinien non seulement son identité, mais encore sa présence sur une terre qui lui a aussi été reconnue siennne.

C'est à ce travail salutaire que s'attache donc Ibrahim Souss, en démontant, un par un, les argu-

ments israéliens devenus trop souvent vérités historiques par l'effet de la mauvaise conscience occidentale et de la surenchère arabe. De la coexistence pacifique du début du siècle, au soulèvement palestinien d'aujourd'hui, en passant par toutes les phases de la colonisation sioniste et des plans de l'ONU, que d'accusations portées, d'invectives lancées, de craintes avouées ou dissimulées de part et d'autre. Ibrahim Souss répond à tout, tente d'expliquer et surtout réclame de son interlocuteur israélien la même compréhension que celui-ci attend des Arabes. «Je veux bien reconnaître le fait accompli. Je ne réclame pas un retour au statu quo ante la création de l'Etat d'Israël. Ni la remise en question de la légitimité de votre Etat. C'est un fait irrévocable, écrit-il notamment. Mais il faudra bien que, tôt ou tard, vous nous donniez malheureusement gain de cause : ce pays était le nôtre. Reconnaissez ce fait et de nom-

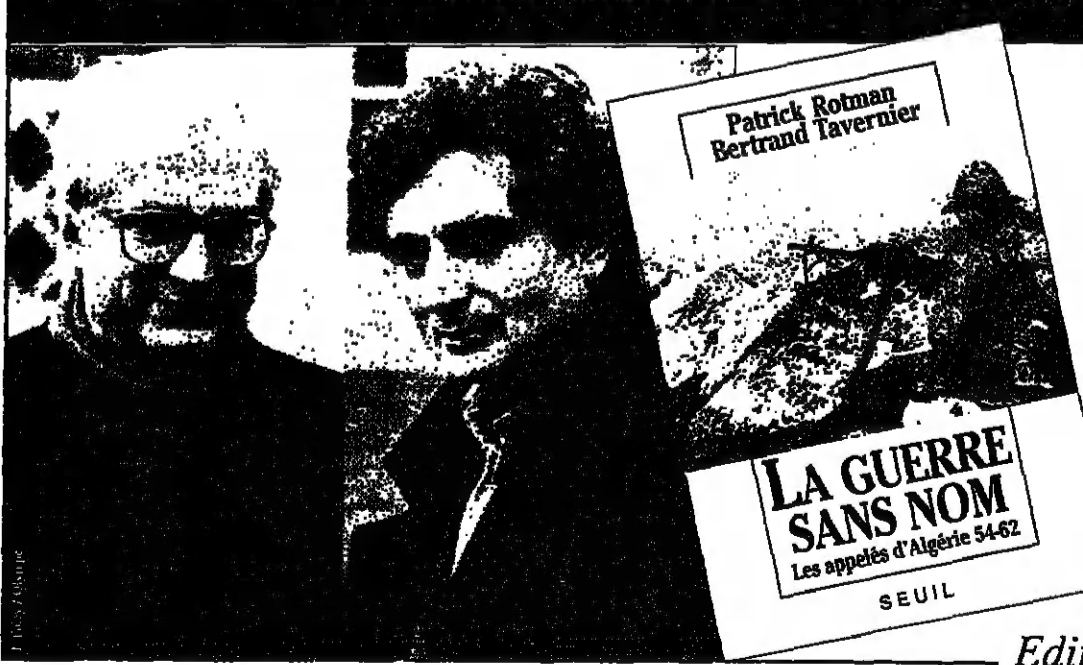
breuses barrières psychologiques entre Palestiniens et Israéliens disparaîtront.» Ce fait capital n'explique-t-il pas, comme le montre l'auteur, ce que l'on appelle trop souvent les «occasions manquées» par les Palestiniens ? Ce long retard à l'acceptation d'une paix qui ne pourra jamais être juste — car comment expliquer, par exemple, le droit au retour d'exilés de deux millions ans et le non-droit de ceux de quarante ans ? — ne vient-il pas de l'impossibilité du plus grand nombre à comprendre et à accepter un destin flou ?

Dialogue sans concessions. De la paix en général et des Palestiniens en particulier se veut porteur d'espoir, car on ne fait pas la paix sans balayer les obstacles à toute compréhension.

F. C.

De la paix en général et des Palestiniens en particulier, par Ibrahim Souss. La Pré aux Clercs. 238 pages, 94 francs.

PATRICK ROTMAN ET BERTRAND TAVERNIER



Trente ans après, des appelés d'Algérie racontent.

LA GUERRE SANS NOM
Les appelés d'Algérie 54-62
SEUIL

Editions du Seuil

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. Bush a annoncé officiellement sa candidature à un deuxième mandat présidentiel

M. George Bush a officiellement annoncé mercredi 12 février sa candidature à un deuxième mandat présidentiel. A six jours de la première primaire - celle du New Hampshire - cette confirmation, qui est tout sauf une surprise, permet au président d'accaparer les médias.

« Je souhaite être votre président pour quatre années supplémentaires. Je suis désormais candidat au poste de président des États-Unis, officiellement », a lancé M. Bush devant un millier de ses plus ardens partisans réunis dans un hôtel du centre de Washington, et qui ont accueilli la nouvelle tant

attendue aux cris de « Four more years » (« quatre ans de plus »). M. Bush a été présenté à la foule par son épouse Barbara en ces termes : « La personne que j'aime et respecte le plus dans le monde : le prochain président des États-Unis ». Chacun savait que le président briguait un second mandat. M. Bush a déjà rassemblé 11 millions de dollars (environ 60 millions de francs) pour sa campagne.

M. Bush s'est lancé aussitôt dans une critique voilée de M. Patrick Buchanan, son seul adversaire pour la primaire du Parti républicain qui aura lieu le 18 février dans le New Hampshire. M. Buchanan, représentant l'aile droite du parti, fait campagne sur le thème : « L'Amérique d'abord ». « Le peuple américain ne croit pas en l'isolationnisme parce qu'il croit en lui-même. (...) Face au défi, nous nous dressons. Notre oiseau national est l'aigle, non l'autruche », a déclaré M. Bush. M. Bush a sur ses adversaires l'avantage de tout président sortant : la notoriété du chef d'État qui se déplace dans un cortège de dix-sept voitures, entouré d'un escadron de gardes du corps.

Alors que M. Buchanan et les cinq candidats démocrates à la primaire du New Hampshire (MM. William Clinton, Tom Harkin, Robert Kerry, Paul Tsongas et Jerry Brown) ratissent l'État pour se montrer et se faire entendre, M. Bush a pu ne lui consacrer jusqu'à présent qu'un seul jour et six escaliers. — (AP, Reuters.)

D'après le projet de loi de finances pour 1993

Presque toutes les catégories d'armes sont touchées par la réduction du budget du Pentagone

Si les contribuables américains s'apprêtent à empêcher les « dividendes de la paix » sous forme de quelques ristournes fiscales, le Pentagone, lui, va en payer le prix : le projet de loi de finances 1993 présenté par le président George Bush comprend de sérieuses coupes dans le budget de la défense. Pour la première fois depuis longtemps, l'ensemble du complexe militaro-industriel va réviser ses carnets de commandes à la baisse.

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush entend procéder à une diminution des dépenses militaires de 30,4 milliards de dollars étalée sur cinq ans. A vrai dire, c'est un chiffre un peu trompeur : si l'on tient compte des programmes que le Congrès avait de toute façon l'intention de refuser, la « coupe » est plutôt de l'ordre de 30 milliards de dollars. Pour l'année 1992, le budget de la défense se monte à 291 milliards de dollars ; pour 1993, il devrait être de 281 milliards (environ 18 % du budget fédéral).

Il y a peu de catégories d'armes qui ne sont pas touchées. La production du bombardier « Furtif » B-2 s'arrêtera à 20 exemplaires (il y en a déjà 16, l'Air Force en voulait 75) ; la fabrication du sous-marin nucléaire d'attaque Seawolf (un seul bâtiment achevé) est abandonnée, de même que celle d'un nouveau hélicoptère de combat, le Comanche. Les commandes de missiles de croisière seront limitées (640 au lieu de 1 000). Une nouvelle génération d'avions-radar est abandonnée ainsi que la fabrication du missile stratégique Midgetman et des têtes nucléaires équipant les missiles stratégiques Trident II. Les industries de la défense vont y perdre quelques milliers d'emplois. Le

Seawolf représentait 19 000 emplois chez General Dynamics, le B-2 (Northrop et, pour une petite part, Boeing) plusieurs dizaines de milliers.

Les effectifs sous les drapeaux sont aussi concernés. Le président et le Pentagone sont sur la défensive. Comme pour les matériels, ils ne veulent pas aller au-delà d'une diminution de l'ordre de 25 % des forces existantes ; ils proposent que les effectifs soient ramenés de 2 millions d'hommes et de femmes (chiffre actuel) à 1,6 million d'ici à 1995. Dominé par les démocrates, qui proposent une diminution de 100 milliards de dollars du budget militaire sur cinq ans, le Congrès ira volontiers plus avant dans la réduction des effectifs : c'est une amputation relativement indolore sur le plan politique par rapport aux coupes dans les commandes des industries de la défense qui, elles, affectent la situation économique et sociale dans nombre d'États de l'Union.

150 000 hommes en Europe

Cible particulièrement tentante pour le Congrès : les forces américaines déployées à l'étranger. Le président Bush ne veut pas ramener les effectifs déployés en Europe au-dessous de 150 000 hommes. Le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, a annoncé que les États-Unis allaient accorder le retrait de ces forces, pour arriver à ce seuil de 150 000 en 1995. A coup sûr, les démocrates feront pression pour un retrait plus important et plus rapide.

Au lendemain de la présentation du budget, certains commentateurs ont qualifié ces coupes d'amputation sans précédent de la force militaire américaine. Il s'agit d'un bouleversement majeur du dispositif de défense des États-Unis. La plupart des spécialistes sont plus réservés. Pour les apprécier à leur juste valeur, sans doute faut-il rappeler que ces coupes interviennent

après une « orgie » de programmes de réarmement amorcés avec le président Jimmy Carter et vigoureusement poursuivis durant les deux mandats de M. Ronald Reagan. « Il y avait du gras et ils ont taillé dans le gras, pas dans le vif », selon l'expression d'un analyste européen. Contrairement à ce qui a été avancé par quelques éditeurs, les mêmes spécialistes estiment que l'armée américaine, même après la mise en œuvre de ce programme de coupes, serait encore parfaitement capable de monter une opération de l'ampleur de la campagne « Tempête du désert ».

Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, et le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, ont développé une philosophie « évolutive » : sans grande rupture, le système de défense américain doit se transformer en une machine plus réduite mais tout de même encore capable de projeter sa force sur toutes les parties du globe. Ils insistent pour que les États-Unis conservent leur avantage qualitatif, ou technologique. L'accent va être mis sur les programmes de recherche et développement pour réaliser des prototypes prêts à être livrés à la fabrication en cas de crise.

Parmi quelques autres programmes (comme le F-22, destiné à remplacer le chasseur F-15), il y en a un qui reçoit des fonds supplémentaires et que M. Bush a défini comme une priorité : l'initiative de défense stratégique (IDS), les systèmes de défense antimissile. Le président et M. Cheney donnent à la poursuite du Global Protection Against Limited Strikes (GPALS), auquel ils veulent consacrer, en 1993, 5,4 milliards de dollars (un de plus qu'en 1992). Le GPALS, version réduite de la « guerre des étoiles » chère à Ronald Reagan, a pour objet de déployer à terre et dans l'espace une série de systèmes antimissile.

ALAIN FRACHON

EN BREF

■ **AFGHANISTAN** : les moudjahidins ont libéré trois prisonniers. — M. B. Rabbani, leader du Jamiat-Islami, mouvement islamiste modéré en lutte contre le régime de Kaboul, a libéré mercredi 12 février à Islamabad trois Ouzbeks qui avaient été capturés à l'époque de l'invasion soviétique en Afghanistan. Devant leurs parents venus les accueillir, deux d'entre eux ont déclaré vouloir demeurer auprès des moudjahidins pour « étudier l'islam ». Cette libération fait suite aux accords signés en novembre à Moscou entre autorités soviétiques et rebelles islamistes d'autre part. Plusieurs dizaines de soldats de l'ex-armée rouge demeurent aux mains des insurgés afghans. — (AFP.)

■ **BULGARIE** : le syndicat Podkrepa demande la démission de deux ministres. — Menaçant de déclencher des grèves, le puissant syndicat Podkrepa a exigé, mercredi 12 février, la démission du ministre des finances, M. Ivan Kostov, et du ministre de l'Industrie et des services, M. Ivan Pouchkarov, accusés de favoriser l'enrichissement des anciens

cadres communistes et d'être « trop lents » à mettre en œuvre les réformes économiques. Le premier ministre, M. Filip Dimitrov, a rejeté la demande du syndicat et estimé que « déclencher une vague de grèves en ce moment serait irresponsable ». — (AFP.)

■ **COLOMBIE** : sept morts lors de deux attaques de guérilleros. — Deux attaques commises mercredi 12 février par des guérilleros en Colombie ont fait sept morts et plusieurs blessés, selon des sources militaires. — (AFP.)

■ **NICARAGUA** : visite du secrétaire d'État français aux affaires étrangères. — M. Alain Vivien est arrivé mercredi 12 février à Managua où il devrait rencontrer le président Violeta Chamorro, le ministre des affaires étrangères Ernesto Leal et le ministre de la coopération extérieure, Erwin Kruger. La France et le Nicaragua devraient signer, à l'occasion de cette visite, un protocole culturel, scientifique et technique et un projet d'aide alimentaire d'un montant global de 15 millions de dollars, selon l'ambassade de France à Managua. — (AFP.)

ASIE

Cachemire : la plaie ouverte de la partition

Suite de la première page

Les troupes de New-Delhi avaient, l'an dernier, tiré sur les contrevenants, dont plusieurs avaient été tués. L'émotion avait été grande au Pakistan, où le Cachemire est un sujet très passionnel — comme pouvaient l'être en France, toutes choses égales, l'Alsace et la Lorraine après 1870. En perte de vitesse depuis le lancement par une nouvelle génération, début 1990, à Srinagar et dans « la Vallée » (la partie centrale de l'État indien du Jammu-Kashmir), d'une phase véri-

branchée pakistanaise du JKLF, M. Amanullah Khan, lui avait donné un contenu hautement émotionnel, annonçant qu'il était lui-même prêt à « mourir sous les balles indiennes pour l'indépendance du Cachemire ». Ces propos ont d'autant plus enflammé les nombreux sympathisants du JKLF en Azad Kashmir (« l'État du Cachemire libre », sous tutelle du Pakistan) que les plus jeunes d'entre eux admirent leurs compatriotes qui ont pris les armes de l'autre côté de la « frontière ». En

« filer » l'engrènement d'une quatrième guerre avec son voisin. Cet industriel est plus intéressé, en effet, par le développement économique que par les exploits martiaux, ce dont témoigne, par ailleurs, le revirement pacifique qu'il a su imposer à la politique de son pays dans l'affaire afghane.

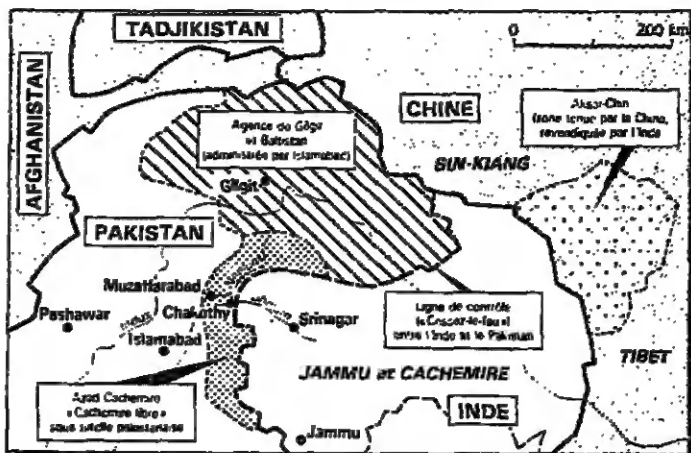
Sur le pont de Kotla

En contact depuis le début de la « Marche pour l'indépendance » avec leurs homologues indiennes, les forces de l'ordre pakistanaises ont tenté de jouer très « serré », avant d'être dépassées. Islamabad, après avoir laissé les milliers de sympathisants du JKLF quitter Rawalpindi dimanche et arriver lundi à Muzaffarabad, capitale de l'Azad Kashmir, a interdit mardi aux manifestants d'approcher de la ligne de contrôle. Provoquer à la dynamite des glissements de terrain sur l'unique route d'accès vers l'Inde n'avait pas suffi à décourager les marcheurs. C'est donc sur le pont de Kotla, à dix kilomètres avant Chakothi, la ville où devait avoir lieu le franchissement de la « ligne », que les policiers ont attendu les marcheurs. Avec des matraques, et aussi des armes à feu.

Cet épisode ne va naturellement pas améliorer la cote d'Islamabad auprès d'une partie substantielle de la population cachemirienne — en particulier les intellectuels, qui manifestent désormais des sentiments peu amènes envers les « frères pakistanais », assez injustement accusés de se comporter en « spécialistes » dans la djihad (guerre sainte) lancée dans la vallée.

Reste à vérifier si la partie la plus consciente de l'establishment indien, persuadée qu'il faut « trouver des interlocuteurs au Cachemire pour sortir politiquement du piège de la pure répression », saura saisir l'occasion pour reprendre langue avec le JKLF, et amorcer un règlement de cette tragédie oubliée depuis près d'un demi-siècle au pied de l'Himalaya.

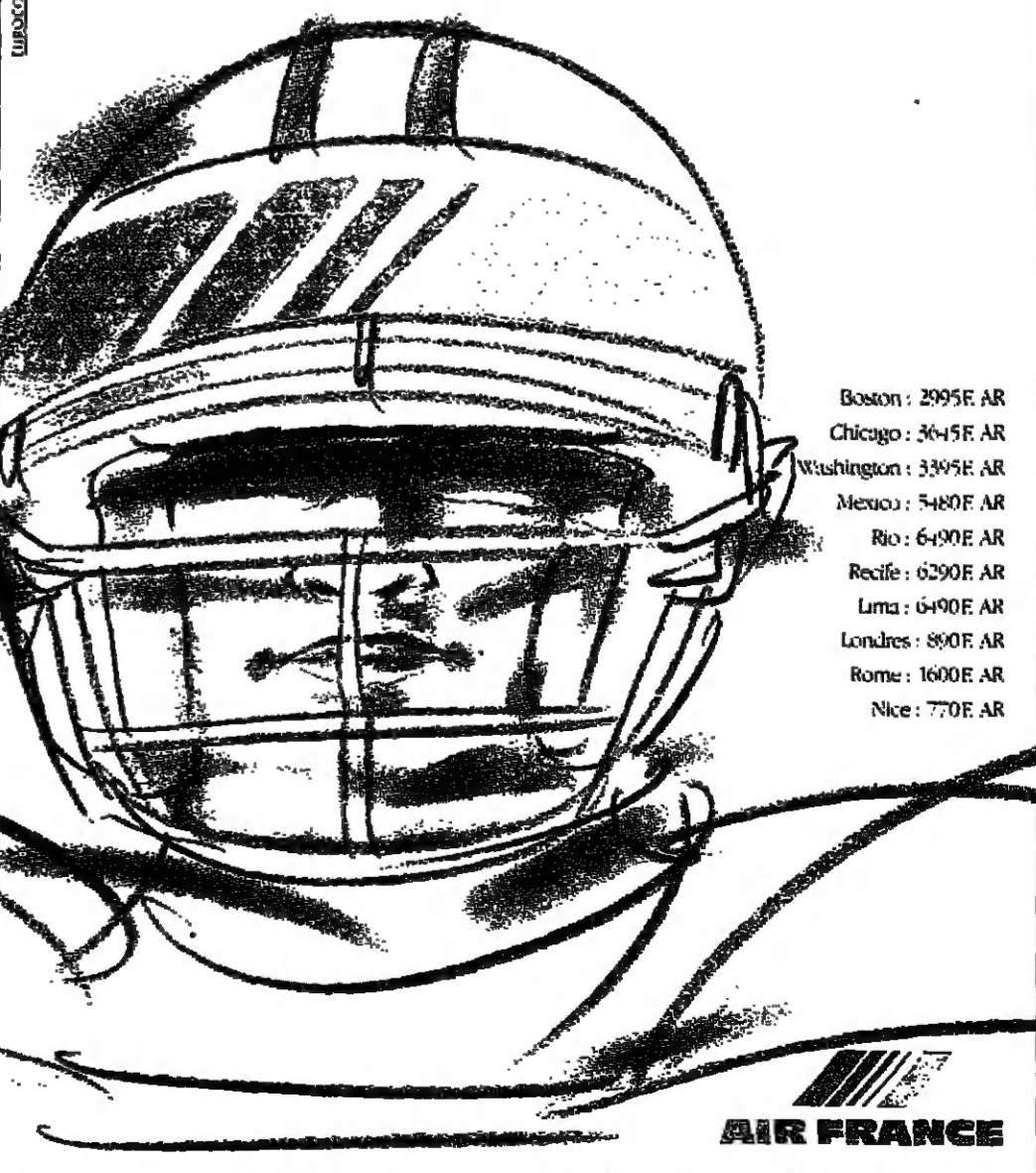
JEAN-PIERRE CLERC



tablement insurrectionnelle de la lutte contre New-Delhi, le JKLF a perçu la relance de ses thèses qui pourrait s'en suivre. La pléiade des groupes de jeunes « combattants pour la liberté » (moudjahidins), amplement soutenus par Islamabad, avait en effet posé que le rattachement au Pakistan était le but de leur lutte — et non plus l'indépendance du Cachemire. En lançant son appel pour la « Marche » de 1992, le chef de la

dépit de son soutien officiellement proclamé à « la cause », Islamabad ne pouvait guère, cependant, laisser la manifestation aller à son terme sans réagir. Le climat des relations avec l'Inde, traditionnellement médiocre, est, en effet, très dégradé depuis le début de l'insurrection dans la vallée du Cachemire. Et le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, quoiqu'il convienne de ce qu'il faut céder à l'émotion, n'est pas décidé à laisser

New York: 2995 F. AR Embarquement immédiat



Boston : 2995 F. AR
Chicago : 3645 F. AR
Washington : 3395 F. AR
Mexico : 5480 F. AR
Rio : 6490 F. AR
Recife : 6290 F. AR
Lima : 6490 F. AR
Londres : 8900 F. AR
Rome : 1600 F. AR
Nice : 770 F. AR

Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale.

EUROPE

Réunion décisive des chefs d'Etat de la CEI à Minsk

RUSSIE

M. Eltsine confie la supervision de l'agriculture à M. Routskoï

Le président russe Boris Eltsine a demandé, mercredi 12 janvier, à son vice-président, le « rebelle », M. Alexandre Routskoï, de « clarifier ses positions » et lui a confié le soin de superviser la réforme de l'agriculture. Aux termes d'un accord entre les deux hommes, M. Routskoï devra rendre compte des progrès de la réforme de l'agriculture au président toutes les deux semaines et devant le Parlement une fois par mois. Des paysans se sont réunis cette semaine en congrès à Moscou pour exprimer leur mécontentement sur la lenteur des réformes et les obstacles administratifs à la privatisation de la terre. Le vice-président russe avait à plusieurs reprises ces derniers temps manifesté son opposition à la politique de réforme décidée par la nouvelle équipe gouvernementale et avait multiplié les interventions virulentes, demandant notamment, samedi dernier dans la Pravda, « l'état d'urgence économique ». M. Eltsine avait retiré à M. Routskoï, le 19 décembre dernier, par décret présidentiel, toutes ses responsabilités à la tête des cinq comités parlementaires, dont celui de la reconversion militaire. (Reuter, AFP.)

YUGOSLAVIE

M. Cyrus Vance est favorable à l'envoi de « casques bleus »

L'ambassadeur spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, a recommandé, mercredi 12 février, l'envoi d'une force de maintien de la paix de l'ONU en Yougoslavie. Selon des diplomates, il n'est pas exclu que le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, jusqu'ici réticent, approuve la demande de dix mille « casques bleus » en Yougoslavie, mais la décision finale reviendra au Conseil de sécurité.

M. Boutros-Ghali devait rencontrer à ce sujet, jeudi, les cinq membres permanents du Conseil - France, Chine, Etats-Unis, Russie et Grande-Bretagne - pour discuter de la crise yougoslave. En dépit de quelques violations, les membres européens du Conseil de sécurité estiment que le cessez-le-feu négocié par Cyrus Vance en Yougoslavie est suffisamment respecté pour autoriser le déploiement de « casques bleus ».

La décision de Cyrus Vance laisse entendre qu'il a accepté la dernière lettre du président croate, M. Franjo Tudjman, dans laquelle celui-ci s'engageait à coopérer avec les forces des Nations unies, tout en exprimant quelques réserves. M. Tudjman a fait savoir à l'ONU qu'il ne possédait pas de conditions préalables supplémentaires au déploiement de troupes de l'ONU, en dehors de certains « problèmes techniques » concernant les transports, les réfugiés et le maintien de l'ordre.

M. Cyrus Vance semble également penser que les responsables civils et militaires yougoslaves parviendront à isoler le serbe Milan Bobic, président de la Krajina (enclave serbe de Croatie), qui reste le seul à s'opposer au plan de l'ONU.

Les forces des Nations unies doivent remplacer les troupes fédérales dans trois régions de Croatie actuellement sous contrôle serbe et sur lesquelles Zagreb souhaite rétablir sa souveraineté. (Reuter.)

POLOGNE : des officiers formés par l'armée américaine. - Le quartier général des forces américaines en Europe formera des officiers de l'état-major de l'armée polonaise, a annoncé, mercredi 12 février, l'agence PAP. Ceux-ci pourront participer à des exercices, notamment stratégiques, simulés sur ordinateur. Varsovie a récemment demandé d'adhérer à l'OTAN, ce qui avait été froidement accueilli dans les milieux militaires à Bruxelles. (AFP.)

Nouveau mensuel
La Tribune de la Presse
Synthèse et revue de presse
« Que veut l'Islam ? »
« Les chances de la nouvelle Russie »
« Juifs et Arabes : le temps de la paix »
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Des bombardiers nucléaires bien encombrants

Les services de renseignements occidentaux « pistent » en ce moment les bombardiers nucléaires Tupolev 160, dont les parages actuels sont entre la Russie, l'Ukraine, voire le Kazakhstan, à leur façon, un test de la capacité de ces trois Etats de l'ancienne URSS à respecter l'esprit et la lettre des accords de désarmement Est-Ouest déjà conclus.

Rassemblant à un Concorde dont les ailes se replient aux grandes vitesses pour se déployer à l'atterrissage ou au décollage et aux faibles vitesses, le Tupolev 160, dénommé Blackjack par les services de l'OTAN, est à coup sûr le plus lourd bombardier nucléaire supersonique dans le monde. Il est armé, outre de bombes, de missiles air-sol AS-15 (baptisés Kanj subsoniques à charge nucléaire).

A l'origine, le projet des Soviétiques était d'en construire une centaine depuis l'apparition des prototypes après 1981. Les accords START de l'an dernier entre MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev ont limité le

programme à soixante appareils et, cette semaine, M. Boris Eltsine a avancé l'idée d'en arrêter la production - à un nombre qu'il n'a pas encore précisé - dans le cadre d'une nouvelle réduction stratégique négociée avec les Etats-Unis.

Selon les services occidentaux, il existerait à l'heure actuelle, depuis 1988, un « régiment » de Tupolev 160 (soit une escadre de vingt bombardiers) à Dolon, au Kazakhstan, et un autre « régiment » de même importance à Priklit, en Ukraine.

Un environnement particulier

Les péripéties présentes entre l'Ukraine et la Russie, par exemple, sur le sort de ces Tupolev 160 sont suivies de près par les spécialistes de l'Ouest. Elles peuvent illustrer la volonté des Etats en cause de régler, ou non, sur le fond leurs relations dans l'ordre nucléaire, et de s'en tenir, ou non, aux accords sur le désarmement avec Washington. Il peut donc y aller de la stabilité stratégique du monde.

Apparemment, l'Ukraine n'est

pas hostile au transfert sur une base russe de son « régiment » qui, à ce jour, relève du commandement d'un colonel ukrainien. Mais le Tupolev 160 n'est pas un avion comme les autres et il nécessite un environnement particulier, notamment pour le stockage et la protection en toute sécurité des missiles nucléaires. Pour l'instant, la Russie réplique qu'elle ne dispose pas du terrain susceptible de l'accueillir. D'autre part, la seule usine qui fabrique le carburant spécial nécessaire au Tupolev 160 vient d'être fermée, car elle a été jugée non rentable par les autorités. Bref, la solution donne l'impression de se faire attendre, si l'on en croit les services occidentaux de renseignements.

D'autant que l'Ukraine, qui pourrait avoir une petite idée derrière la tête, laisse entendre aujourd'hui qu'elle apprécierait de conserver en retour ou en compensation, après le départ de son « régiment », des bombardiers Tupolev 26-22 M baptisés Backfire par l'OTAN, certes moins modernes, mais tout de même aptes aussi au lancement de bombes et de missiles air-sol

sur des étapes intercontinentales. La Russie fait la sourde oreille. Elle assure que tous les « vecteurs » aériens, pilotés ou non, comme déjà les sous-marins lance-missiles, relèvent d'elle, et d'elle seule, dans l'ordre stratégique.

Si, déjà entre l'Ukraine et la Russie les débats en la matière sont si difficiles, que dire alors de l'avenir des rapports que cette même Russie risque de devoir entretenir avec un Kazakhstan qui lui conteste le monopole nucléaire ?

Les analystes français, qui suivent avec attention ces péripéties, se disent persuadés qu'il faudra bien une dizaine d'années pour que tous les pays membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI) finissent par respecter les mesures de désarmement du traité START, sur lequel s'était engagée l'ancienne URSS, et pour que cette partie du monde trouve sa stabilité dans le déploiement des armes nucléaires.

JACQUES ISNARD

La fin des faux-semblants

Suite de la première page

Une discussion d'autant plus nécessaire que la réunion des premiers ministres de la Communauté tenue le 3 février à Moscou n'a donné à peu près aucun résultat. Mais l'objet essentiel de la rencontre de Minsk concerne les questions qui constituent une urgence absolue en raison de l'impitoyable qui se manifeste au sein des forces armées, de la nécessité de résoudre plus vite certains problèmes matériels, et aussi de faire face aux obligations internationales de l'ex-URSS (comment appliquer le traité CFE sur la réduction des forces conventionnelles) faute d'accord sur la répartition de ces forces entre les membres de la Communauté ?

Les différends entre Moscou et Kiev

Rien pour l'instant ne semble réglé, ni en voie de l'être. En particulier les différends majeurs qui opposent la Russie et l'Ukraine : les négociations sur la répartition de la flotte de la mer Noire n'ont donné, à ce jour, aucun résultat tangible et la remise en cause par le Parlement russe de l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine n'a fait qu'aviver un peu plus la plaie.

Le président ukrainien Leonid Kravtchouk a depuis exigé - sans résultat pour l'instant - la révocation de l'amiral Kasatonov qui commande cette flotte, après avoir laissé clairement entendre qu'il s'opposait au maintien du maréchal Chapochnikov au poste de commandant en chef des forces « unifiées » de la Communauté. M. Kravtchouk a aussi manifesté son « donnement » de voir le président russe Boris Eltsine faire aux Nations unies des propositions de désarmement ou de mise en place d'un système « global » de défense spatiale, sans avoir préalablement consulté ses partenaires.

La rivalité russo-ukrainienne ou, si l'on préfère, le refus de l'Ukraine d'accepter le « rôle objectivement dominant de la Russie », pour reprendre l'expression du journal l'Indépendant, n'est pas le seul problème de la Communauté. Mais il est le plus voyant et il donne la possibilité aux autres Etats membres de résister à leur tour, quitte à le faire plus discrètement, à l'hégémonie naturelle de Moscou. Sauf miracle de dernière minute, ce désaccord fondamental ne pourra pas être aplani et la Russie s'est déjà clairement préparée à en tirer les conséquences.

Jusqu'à présent, Moscou était - avec certaines « petites » Républiques d'Asie centrale - un partisan déclaré de forces unifiées, non seulement nucléaires mais conventionnelles. Mais il était parfaitement évident dans l'esprit des dirigeants russes que ces forces devaient être sous commandement russe. Le principe a été

expressément posé pour ce qui concerne les armes nucléaires (M. Eltsine étant le seul à pouvoir déclencher le feu nucléaire et la Russie devant, à terme, être la seule puissance nucléaire parmi les membres de la CEI), mais il



était au moins sous-entendu qu'il en irait de même pour les forces conventionnelles et, dans des moments d'énervement, M. Eltsine lui-même a mis les points sur les « eia », disant : « La flotte de la Mer Noire a été, et restera russe ». Alors que, dans ses entretiens avec les Occidentaux, le maréchal Chapochnikov se comportait ouvertement en représentant de la Russie et non des forces « communautaires », qu'il est censé commander.

C'est ainsi que s'expliquait le fait, a priori hautement étrange, que la Russie est le seul Etat de la CEI à ne pas avoir d'armée en propre, ni de ministère de la défense. « Nous serons les derniers à nous doter d'une armée », a déclaré à de multiples reprises M. Eltsine. Mais à partir du moment où l'Ukraine, et dans son sillage d'autres Etats membres comme la Biélorussie, n'acceptent pas le principe, l'ambiguïté ne peut être maintenue bien longtemps.

Une femme à la défense ?

« La décision a été prise, la Russie crée son armée » titrait mercredi 12 février l'Indépendant, tandis que d'autres organes de presse évoquaient un « décret qui n'attend plus que la signature » de M. Eltsine. Partout les spéculations vont bon train sur le nom du futur ministre russe de la défense. Plusieurs généraux de haut rang sont mentionnés, mais aussi Mme Galina Starovoïtova une proche conseillère de M. Eltsine qui ne cache guère à quel

point elle est tentée par le poste, et souligne partout qu'il est temps de confier cette responsabilité à un civil, comme c'est le cas dans les grandes démocraties occidentales.

Pur sa part, l'un des militaires « ministériels » le général Constantin Kobets, actuellement « conseiller d'Etat de la Fédération de Russie pour les questions de défense », multiplie les articles dans la presse, avec le mérite d'exposer clairement des vérités maintenues jusqu'à présent dans la pénombre : « Il convient de déclarer honnêtement et avec

autorité qu'à travers l'ex-ministère russe de la défense - rebaptisé commandement unifié - et l'ex-état-major : cela ne peut que renforcer la suspicion des autres membres de la Communauté à l'égard d'institutions où ils sont en droit de ne voir que les instruments du pouvoir russe.

Que la Russie - contrainte à se « découvrir » plus tôt qu'elle ne l'espérait sans doute - s'appête à clarifier un peu les choses ne signifie pas obligatoirement la mort immédiate d'une défense « communautaire ». Tout indique au contraire que des forces stratégiques communes seront maintenues, ne serait-ce qu'à titre transitoire, pour donner le temps à l'Ukraine, à la Biélorussie et, s'il finit par y consentir au Kazakhstan, de se débarrasser de leurs armes nucléaires. Mais pour le reste, c'est-à-dire les forces conventionnelles, les plus grandes doutes sont permis : « Crier des forces armées unies dans une Communauté de onze membres, c'est la fin de tout » déclarait récemment M. Kravtchouk prévoyant que jamais lui-même et M. Eltsine ne pourraient se mettre d'accord pour les diriger, et qu'en conséquence les militaires eux-mêmes seraient en position de « concentrer dans leurs mains une force et un pouvoir terrifiants ».

D'autres solutions restent possibles à terme, à commencer par la constitution d'une sorte d'alliance entre Etats de la Communauté, un peu à l'image du défunt Pacte de Varsovie. Mais cette alliance reposait elle-même sur un principe fondamental, celui de la suprématie absolue de Moscou, et la question qui mine aujourd'hui la Communauté ne manquera pas de se poser à nouveau. On n'en est pas encore là car à ce jour la CEI existe encore, pas forcément pour très longtemps si l'on croit le premier ministre biélorusse, M. Vitcheslav Kebitch : « La question des forces armées, c'est la pierre d'achoppement d'une CEI fragile et si lors de cette réunion [de Minsk] nous ne trouvons pas de solution acceptable pour le financement de l'armée et l'organisation future des forces armées, la survie de la CEI sera hautement problématique ».

JAN KRAUZE

AFRIQUE

ALGÉRIE

Effervescence dans les universités

Les étudiants islamistes, qui tentent depuis plusieurs jours de mobiliser leurs camarades contre le nouveau pouvoir, ont poursuivi leur mouvement, mercredi 12 février, dans les universités de Constantine, de Blida et de Bab Ezzouar, à Alger. A Blida (30 kilomètres au sud d'Alger), des bagarres ont éclaté entre des islamistes et des étudiants qui refusaient de désertir les cours.

Hormis des tirs sporadiques à Alger, aucun autre incident n'a été signalé dans l'ensemble du pays, après l'arrestation mardi d'un groupe de six « Afghans » - selon le quotidien El Watan - et non de quatre comme annoncé précédemment (le Monde du 13 février).

Un mois après son installation au pouvoir, M. Mohamed Boudiaf, le président du Haut comité d'Etat, a donné carte blanche aux magistrats pour qu'ils s'attaquent à la corruption. Cette initiative pourrait entraver la réouverture de plusieurs dossiers compromettants pour l'ancien pouvoir.

Dans son allocution à la télévision, la veille, M. Boudiaf avait évoqué les affaires de « vol et de trafic » au détriment de l'Etat, et avait indiqué qu'il allait demander aux magistrats d'« arrêter des mesures énergiques, car le peuple doute du fonctionnement de la justice algérienne ». Il s'était aussi engagé à faire « juger les voleurs et les trafiquants ». Le passage de l'allocution, publié le lendemain par l'agence APS, avait été coupé à la télévision.

Enfin, dans un entretien au Figaro, publié mercredi, le président du Front algérien des forces socialistes (FFS) Hocine AR Ahmed, qui a critiqué l'instauration de l'état d'urgence, estime que « le régime accumule les fautes ». M. AR Ahmed préconise la démission du gouvernement Ghazali, après quoi le Haut Comité d'Etat devrait nommer un gouvernement provisoire dont la tâche serait d'organiser l'élection d'une assemblée constituante. (AFP, Reuter.)

LIBÉRIA : des pays occidentaux

accusés de traiter avec les rebelles. Les présidents de Guinée, de Sierra Leone et du Libéria, réunis à Freetown, ont exprimé, mercredi 12 février, leur « grave préoccupation » au sujet des « activités commerciales de certains pays occidentaux avec le Front national patriotique du Libéria (FNPL) » de M. Charles Taylor. Ces activités « procurent au FNPL les ressources financières pour continuer la guerre », ont-ils estimé dans un communiqué qui ne cite pas les pays mis en cause. Le quotidien Le Figaro a publié le 8 janvier une enquête selon laquelle Usinor Sacirol reçoit du minerai de fer en provenance du nord du Libéria, sous contrôle des rebelles. (AFP.)

MOZAMBIQUE : Portugais et

italiens observateurs officiels aux négociations sur le cessez-le-feu. - A la requête des deux parties en conflit, le gouvernement mozambicain et la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), le Portugal et l'Italie seront observateurs officiels aux négociations sur le cessez-le-feu, a annoncé, mercredi 12 février, un porte-parole du ministère italien des affaires étrangères. L'Italie jouait jusqu'ici un rôle officieux de médiateur dans la phase préliminaire des négociations, en voie de conclusion. (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

PRIX, CHOIX, DÉLAIS !
Venez comparer avant de commander votre PEUGEOT

Plus vite, moins cher !

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.89.55.91
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

COMMENT LA PRE
ATI

Ces CAM

vous racontent une

qui vit s'accroître le j

d'une dé

des laboratoires

C'est l'arché

autre-A

Des investissements

sur fond de

pour mettre en œuvre

sur Nbr

NOUVELLE

COLLECTION

1992

BIG SCIENCE

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

M. Michel Charasse conduira la liste socialiste dans le Puy-de-Dôme

La liste socialiste du Puy-de-Dôme pour les élections régionales avait déjà un nom (Priorité Auvergne) et un siège de campagne à Clermont-Ferrand, impersonnel à souhait. Il lui manquait pourtant l'essentiel : le nom de son chef de file. Présenté dès l'automne, M. Michel Charasse avait assuré, samedi 13 février, qu'il ne serait pas candidat parce que la composition de la liste socialiste en Haute-Loire, qui répondait selon lui « à des critères trop classiquement politiques » et servait « d'abord l'ambition personnelle » ne lui convenait pas.

C'est à Paris que l'imprévisible sursaut, sur lequel le ministre délégué chargé du budget assurait ne pouvoir « plus compter », s'est produit. Le bureau exécutif du Parti socialiste, qui avait pourtant entériné à plusieurs reprises la liste proposée par cette fédération populaire, a, en effet, demandé, mercredi 12 février, à M. André Chavé, adjoint au maire de Brioude, qui était dans le collimateur de M. Charasse, de céder sa place de tête de liste à M. Louis Eyraud. M. Chavé, qui avait refusé, a été sensible à cette invitation pressante.

Le ministre délégué au budget, proche de l'actuel premier secrétaire du PS, a tiré les conséquences de cette intervention de dernière minute en annonçant finalement sa candidature, jeudi 13 février, sur Europe 1. « La liste ne m'allait pas, maintenant j'ai le sentiment qu'elle correspond à ce que je souhaite, il n'y a plus de raison pour que je dise non », a-t-il déclaré.

La liste socialiste du Puy-de-Dôme, examinée par la commission exécutive fédérale, jeudi en fin de journée, sera donc menée par M. Charasse. Comme il s'y était engagé, M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, figurera en deuxième position pour appuyer le maire de Puy-Guillaume. La liste pour la Haute-Loire sera également

présentée avant la fin de cette semaine.

Les tergiversations du ministre laisseront pourtant des traces en Auvergne. Elles ont souligné les faiblesses de la fédération du Puy-de-Dôme, mais elles ont également atteint le crédit de M. Charasse, suspecté, malgré de vigoureuses dénégations, d'avoir utilisé le conflit qui l'opposait à la fédération de Haute-Loire pour s'épargner une déconvenue prévisible face à M. Valéry Giscard d'Estaing, actuel président UDF de la région Auvergne.

M. Charasse va devoir payer de sa personne pour faire oublier au plus vite cette mise en route laborieuse. La campagne qu'il va livrer face à l'ancien président de la République, dont il brocarde à l'envi l'absence de la région et la « nostalgie des dorures des palais », sera tout aussi délicate. « Ils ont un capital de voix », estime, à propos des socialistes, M. Claude Wolff, maire UDF de Chamalières, « mais la candidature de Michel Charasse ne jouera qu'à la marge, son style séduit autant qu'il irrite ». Personne, pas même chez les socialistes, n'envoie une alternance à la tête de l'exécutif régional.

Un sondage réalisé par BVA (le Monde du 13 février) montre cependant que le RPR et l'UDF auront beaucoup de mal à obtenir la majorité absolue (1). M. Charasse s'efforcera donc surtout de pousser M. Giscard d'Estaing à la faute en mettant en avant la question des alliances, et en demandant qu'il dénonce enfin clairement et sans aucune ambiguïté un « inféquentable Front national » qui ne fait pas, pour l'instant, de bons scores en Auvergne.

GILLES PARIS

(1) Le PS est crédité, selon cette enquête, de 19,5 % des voix, l'UDF-RPR de 42 %, le PC de 11,5 %, le FN de 7 %, et les écologistes (Génération Ecologie et Verts) de 13,3 %.

M. Hoeffel prend la tête de la liste UPF dans le Bas-Rhin

STRASBOURG

de notre correspondant régional

M. Daniel Hoeffel (UDF-CDS), sénateur, conduira la liste régionale de la « majorité alsacienne » dans le Bas-Rhin, dont il préside le conseil général. Il prend la place de M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), également sénateur, de surcroît, président sortant du conseil régional d'Alsace. M. Rudloff a accepté de rétrograder en deuxième position sur la liste de l'UPF.

L'annonce récente de la candidature « dissidente » de M. Adrien Zeller (UDF-CDS), député et maire de Saverny (le Monde du 12 février), a favorisé la décision de M. Hoeffel. Considéré comme le « fédérateur incontestable » de l'opposition en Alsace, M. Hoeffel, que, depuis des mois, ses amis du CDS et le RPR local poussaient à prendre l'initiative, répétait à qui voulait l'entendre qu'il ne ferait rien pour gêner son « ami Marcel ».

M. Zeller, qui lui a fourni l'occasion de procéder aux arbitrages s'imposant dans le camp des démocrates sociaux, se limite à dire pour l'instant qu'il se « donne le temps de la réflexion », même s'il relève que M. Hoeffel devra lever « les ambiguïtés quant à son futur ».

Il est vrai que l'accord intervenu entre le président du conseil général et celui de la région ne se caractérise pas par sa clarté. Le premier laisse planer le doute sur ses intentions : « J'ai accepté de prendre, avec Marcel Rudloff, la tête de la liste de l'Union et il n'est pas question de dire aujourd'hui qui sera président du conseil régional », dit-il. Mais chacun sait, à Strasbourg, que M. Hoeffel est prêt à abandonner sa présidence départementale actuelle pour prendre celle de la région.

Dans l'entourage de M. Rudloff, on veut encore croire que la candidature de

M. Hoeffel n'a pas d'autre but que de rétablir l'ordre dans les rangs du CDS et de « tirer » la liste UPF pour le scrutin du 22 mars.

Reste la question de la présidence de l'assemblée départementale. Après la cantonale partielle de Bischwiller (le Monde des 28 janvier et 2 février), l'UDF dispose de vingt sièges auxquels il faut ajouter deux apparentés contre dix-neuf au RPR.

Même si certains RPR espèrent placer l'un des leurs - M. Joseph Ostermann - à la présidence du conseil général, ce sont les noms de deux conseillers généraux CDS qui sont avancés avec le plus d'insistance, ceux de MM. Francis Grignon et Philippe Richert.

MARCEL SCOTTO

M. Mégret (Front national) affirme que des « discussions » sont engagées avec le RPR et l'UDF. - M. Bruno Mégret, député général du Front national, a affirmé, mercredi 12 février à Montbéliard (Doubs), que son parti avait engagé des discussions avec le RPR et l'UDF dans plusieurs départements, notamment celui des Bouches-du-Rhône. « Si les responsables départementaux de ces deux formations sont prêts à braver les ordres de leurs leaders nationaux pour pratiquer avec nous une Realpolitik, nous sommes prêts pour notre part à passer des accords loyaux avec eux », a précisé M. Mégret en avertissant que le parti d'extrême droite « calquera son attitude sur celle du RPR et de l'UDF ».

o Tarn-et-Garonne : une troisième liste à droite. - L'UPF avait renoncé à accorder son investiture dans le Tarn-et-Garonne, où les divisions ont rendu impossible la constitution d'une liste unique. M. Marcel Pecou (RPR), conseiller régional sortant, a présenté, mardi 11 février, la liste qu'il entend conduire et sur laquelle figurent trois RPR, aux trois pre-

M. Chirac : « La faillite idéologique du pouvoir socialiste est totale »

BREST

de notre correspondant

M. Jacques Chirac, qui était en déplacement à Brest, mercredi 12 février, pour soutenir la liste RPR-UDF aux régionales dans le Finistère, conduite par MM. Ambroise Guéloc (CDS), député, conseiller général, et Bertrand Cousin (RPR), conseiller municipal de Brest, a déclaré, au cours d'un meeting rassemblant deux mille cinq cents personnes, que « la faillite idéologique du pouvoir socialiste est totale ». Nous le voyons au travers de la débâcle de ses responsables, qui ne veulent plus se battre », a-t-il ajouté, précisant : « Il ne reste plus que M. Cresson pour se battre pour le socialisme ».

Le président du RPR a estimé que « le socialisme, c'est une crise de la morale et des valeurs qui affecte

l'image de la politique dans son ensemble ». A propos de l'affaire Habache, « ahurissante », M. Chirac a parlé « d'extrêmes maux ». « Il y a ceux qui sont, selon les cas, limogés ou condamnés et puis il y a les autres. » « Pour peu que vous soyez lié de près ou de loin avec le roi (non pas le roi, mais le chef de l'Etat), a-t-il dit, faisant mine de commettre un lapsus, le calice de la sanction s'éloigne de vos lèvres ».

Evoquant l'élection présidentielle et les primaires, « dont le principe est arrêté », il a souligné : « Il importe, en ce qui concerne leurs modalités, d'accélérer le processus pour que, quand la vacance se produira, il soit certain qu'on aura immédiatement la possibilité de mettre en œuvre les moyens de désigner un seul candidat ».

GABRIEL SIMON

France Info et Paris-Match auprès de huit cent treize personnes interrogées par téléphone les 8 et 9 février, accorde 37 % des intentions de vote aux listes UDF-RPR, 22 % au PS, 12 % au Front national, 8 % au PC. Les écologistes obtiennent 17,3 %, Génération Ecologie (11 %) devant nettement les Verts (6,3 %).

o Sondage : M. Mitterrand en hausse, M. Cresson en baisse. - Selon le baromètre mensuel Louis Harris, publié dans l'Express daté 13-19 février, 39 % des personnes interrogées approuvent l'action de M. Mitterrand (contre 37 % le mois dernier) et 29 % approuvent l'action de M. Cresson (contre 32 % le mois dernier). L'enquête a été réalisée les 7 et 8 février auprès de mille quatre personnes.

o Rectificatif. - Dans notre article sur la candidature de M. André Soulier dans le Rhône, nous avons indiqué par erreur que l'ancien adjoint au maire de Lyon avait été le suppléant de M. Gilbert Mitterrand aux législatives de 1973. C'est, en réalité, le fils du président Mitterrand qui était le suppléant de M. Soulier.

COMMENT A-T-ON FABRIQUÉ LA PREMIÈRE BOMBE ATOMIQUE ?

Ces CAHIERS DE SCIENCE & VIE vous racontent une incroyable entreprise technique qui vit s'accélérer le processus de production industrielle d'une découverte à peine sortie des laboratoires de physique fondamentale. C'est l'archétype de ce que l'on appelle outre-Atlantique **BIG SCIENCE**. Des investissements financiers et humains gigantesques sur fond de Seconde Guerre Mondiale, pour mettre en œuvre les bombes qui exploseront sur Hiroshima et Nagasaki.

NOUVELLE COLLECTION 1992

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

BIG SCIENCE : LES GRANDS PROJETS SCIENTIFIQUES DU XX^e SIECLE.



POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Cote d'alerte pour le PS

Suite de la première page

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la façon dont M. Bernard Tapie a engagé sa propre campagne et dont il traite la formation des listes qu'il patronne (*Le Monde* du 13 février) est, elle aussi, révélatrice des relations du PS avec ses alliés. Reprenant d'entreprises conséquentes, M. Tapie estime que le management qui a « failli » n'a pas voix au chapitre sur la tentative de relance de la société. M. Michel Pezet, sachant que le chef de file de la majorité présidentielle refusait catégoriquement de le voir figurer sur sa liste dans les Bouches-du-Rhône, a préféré prendre les devants en quittant les rangs des candidats socialistes.

Ancien président du conseil régional, M. Pezet a fait connaître ses désaccords avec les conceptions de M. Tapie, auquel il reproche de personnaliser à l'excès sa campagne, de ne pas discuter avec ses alliés de la présentation d'un programme pour la région et, tout simplement, d'ignorer l'électorat socialiste, parce qu'il considère sans doute que celui-ci lui est

acquis et que c'est aux autres électeurs qu'il doit s'intéresser en priorité.

Les socialistes peuvent trouver un réconfort dans la fidélité de leurs alliés de toujours, les radicaux de gauche, avec lesquels ils sont enfin parvenus à un accord prévoyant la constitution de listes communes dans cinquante-cinq départements. Dans deux d'entre eux (Ain et Aveyron), la liste sera conduite par un radical de gauche. Pour sept autres, les deux formations, qui sont convenues de constituer des listes communes, n'ont pas l'intention de présenter deux listes « pour le cas échéant, organiser une véritable complémentarité des forces de la majorité ».

Les auxiliaires devenus prédateurs

Enfin dans vingt-quatre départements, le MRG conduira ou participera à des listes autonomes avec ses partenaires de France unie ou avec d'autres composantes de la majorité présidentielle.

Ailleurs, l'« ouverture » d'il y a

quatre ans paraît s'inverser. Les auxiliaires des socialistes se transforment en prédateurs de leur électoral. M. Jean-Marie Cambacérès, qui a fait l'amère expérience de ce phénomène dans le Gard et en a tiré les conséquences en quittant le PS, constate que « Rome n'est plus dans Rome » et qu'au lieu de rassembler autour d'eux les socialistes, ils permettent à leurs alliés de se renforcer à leurs dépens. « La stabilité du Parti socialiste est menacée par le vote écopé », observe, dans *Sud-Ouest* du 13 février, M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale. Hostile depuis le début au choix de M. Tapie pour diriger la campagne de la majorité en Provence, M. Emmanuelli a salué, au bureau exécutif du PS, mercredi 12 février, la position prise par M. Pezet. « M. Tapie, explique-t-il dans *Sud-Ouest*, n'incarne pas les valeurs [du socialisme] pour moi ».

M. Emmanuelli et M. Daniel Vaillant, lui aussi jospiniste, responsable des fédérations au secrétariat national du PS, ont été les seuls à s'exprimer, au bureau exécutif, sur la démarche de M. Pezet. M. Laurent Fabius a réaffirmé que la conclusion d'un accord avec M. Tapie sur la composition de ses listes suppose que celles-ci comportent deux tiers de socialistes, les autres candidats étant désignés par le chef de file. Le premier secrétaire s'en est entretenu avec le député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône et compte parvenir à régler ce problème d'ici à la fin de la semaine. Dans deux départements de la région, en tout cas, et pour des raisons différentes, la présence de deux listes concurrentes est probable : dans le Var faute d'accord entre la fédération socialiste et M. Tapie; dans les Hautes-Alpes en raison de l'hostilité de la fédération à la tête de liste désignée par les listes nationales du PS, M. Robert de Caumont, cocardien, ancien maire de Briançon.

Une situation alarmante

La situation alarmante du PS a des conséquences, en effet, sur sa cohésion interne dans certains départements. A dix jours de la date limite de dépôt des listes, des conflits demeurent en Côte-d'Or, en Charente, dans les Côtes-d'Armor et en Gironde, département où M. André Billardon, ancien numéro deux du PS, a été dépeché par M. Fabius pour tenter de trouver une solution convenant aux divers courants. Plus grave : en dépit de l'appel de M. Fabius à la mobilisation des personnalités, notamment parmi les membres du gouvernement, leur enthousiasme pour aller à la bataille n'est pas évident.

Il a fallu ôter à M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, tout prétexte à se récuser pour obtenir qu'il accepte enfin de mener la liste socialiste face à M. Valéry Giscard d'Estaing.

M. Fabius a dû faire pression personnellement sur un autre de ses partisans, M. Jean Aurooux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, pour qu'il s'engage au premier rang dans la Loire. L'accord de M. Jack Lang, autre fabiusien, en Loire-et-Cher, n'est pas encore acquis, tandis que les refus de M. Jean Poperen dans le Rhône, de M. Pierre Bérégovoy dans la Nièvre et de M. Catherine Trautmann dans le Bas-Rhin sont, en revanche, définitifs. Encore M. Poperen a-t-il choisi de figurer à la dernière place sur la liste de son département et de participer ainsi symboliquement à la campagne, ce qui n'est pas le cas des autres récalcitrants.

Souppencé par certains jospinistes de ne s'engager lui-même que modestement dans la bataille des élections régionales, M. Fabius a répondu, au bureau exécutif, en invitant les socialistes à « faire preuve d'un état d'esprit offensif », ce qui laisse entendre qu'il va donner l'exemple. A ceux qui réclamaient un minimum de campagne nationale, le premier secrétaire a accordé une réunion de toutes les têtes de liste, début mars, à Paris. Il reste que la nature même de ces élections justifie de mener le combat principalement dans les régions et les départements, ce à quoi M. Fabius avait encouragé les socialistes il y a trois semaines. La physionomie générale de la campagne risque en effet d'être troublée, les données locales pouvant corriger l'influence de la situation nationale sur les résultats.

PATRICK JARREAU

Après l'incarcération de son ex-directeur de cabinet

M. Gaudin dénonce « une machination politique »

Au lendemain de sa démission de ses fonctions de directeur du cabinet de M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Claude Bertrand, quarante-six ans, qui était déjà sous le coup de deux inculpations dans l'affaire d'espionnage politique de Marseille, a été de nouveau inculpé, cette fois pour complicité de trafic d'influence, mercredi 12 février, à Grasse, par le juge Jean-Pierre Murciano. Il a été écroué à la maison d'arrêt de Nice. Le parquet n'avait pas requis de mandat de dépôt. M. Jean-Claude Gaudin a vivement réagi à l'arrestation de son ancien bras droit en dénonçant « une machination politique montée par le pouvoir socialiste et orchestrée par M. Bernard Tapie ».

NICE

de notre correspondant régional

Deux mois après avoir éclaté avec les accusations lancées par M. Bertrand Tapie contre l'entourage de M. Gaudin, l'affaire d'espionnage politique de Marseille a brusquement changé de registre en revenant à son point de départ : un dossier de trafic d'influence et de corruption instruit à Grasse, depuis la fin de septembre 1991, par le juge Jean-Pierre Murciano. La confection de fichiers sur diverses personnes, dont le président et plusieurs joueurs de l'OM, par un énigmatique vacataire du conseil régional, M. Fernand Saincène, n'en était qu'un simple appendice. Inculpé, le 18 octobre, de trafic d'influence et de complicité de corruption, M. Saincène servait de raboteur à deux inspecteurs du fisc marseillais indécidables qui monnaient leurs services auprès de contribuables en situation irrégulière.

Un mois plus tard, l'enquête ayant permis d'établir que M. Saincène

n'occupait pas les fonctions pour lesquelles il était rémunéré, M. Bertrand avait été inculpé, le 18 décembre, d'escroquerie et de complicité d'escroquerie pour création d'un emploi fictif; puis, le 6 janvier, pour complicité d'infraction à la loi informatique et libertés. Entré dans le dossier par un biais de la procédure, l'ancien directeur du cabinet de M. Gaudin vient d'être happé, aujourd'hui, par l'affaire originale de racket fiscal.

Jeudi 6 février, un garage marseillais, anti et complice de M. Saincène, M. Albert Bensussan, qui avait pris la fuite en Israël, se présente volontairement à la section de recherches de la gendarmerie d'Aix-en-Provence. Transféré le lendemain à Grasse, il est inculpé de complicité de trafic d'influence et laissé en liberté. Cependant, dès sa première comparution devant le magistrat instructeur, M. Bensussan est disert. Il raconte qu'il a remis, de la main à la main, en liquide, à M. Bertrand, 200 000 F, provenant du racket fiscal. Selon lui, cette somme a servi à combler le déficit de la fédération des Républicains de Provence, organisée par la fédération PR des Bouches-du-Rhône, le 6 octobre dernier, à Miramas.

Une double perquisition

Cette manifestation, qui a réuni trois mille personnes, en présence, notamment, de MM. Gérard Longuet et François Léotard, respectivement président et président d'honneur du PR, a bien eu lieu à la date indiquée. Bien que chaque participant ait acquis un droit d'entrée de 70 francs, elle a bien laissé, aussi, un déficit. Mais celui-ci, selon les responsables du PR des Bouches-du-Rhône, n'a été que de 30 000 F et a été épongé par un versement bancaire du PR national. Interrogé par le juge Murciano, M. Bertrand réagit, au demeurant, vigoureusement démenti des accusations de M. Bensussan, qu'il affirme n'avoir jamais vu. Plusieurs détails, notamment chronologiques, ne collent pas, d'ailleurs, dans la version donnée par son accusateur.

Parallèlement à l'interrogatoire de

M. Bertrand à Grasse, les gendarmes d'Aix-en-Provence ont effectué, mercredi après-midi, une double perquisition au siège du PR, rue de Suez, dans le septième arrondissement de Marseille et au conseil régional. Dans le premier lieu, ils ont saisi des documents comptables se rapportant à la fête de Miramas. Dans le second, d'autres documents concernant la convention Provence-Alpes-Côte d'Azur, organisée par le conseil régional, le 15 juin 1991, à Brignoles (Var).

M. Albert Bensussan, qui serait, selon l'entourage de M. Gaudin, membre de la section du PS d'Aix-la-Provence, une commune proche de Marseille, n'a-t-il pu être manipulé? Ses accusations ont été étayées par M. Saincène. Mais, précisément, un proche de M. Gaudin, M. Bernard Jacquier, met en doute la crédibilité de l'ancien vacataire du conseil régional. « Le vendredi 13 décembre, nous a déclaré M. Jacquier, j'ai reçu la visite de l'avocat de Saincène. Il m'a indiqué qu'une personne se présentant comme un intermédiaire de Bertrand Tapie lui avait promis le versement d'une importante somme d'argent et d'autres avantages si son client acceptait de faire des déclarations mensongères en cause Claude Bertrand dans l'affaire de racket fiscal. » M. Jacquier, qui a reconnu qu'il n'avait pas la preuve de ce qu'il avance, a relaté ces faits par écrit à M. Jean-Marc Varaut, l'un des avocats de M. Bertrand. Sa lettre a été versée au dossier d'instruction.

M. Jean-Claude Gaudin s'est déclaré « profondément scandalisé d'apprendre l'incarcération de Claude Bertrand ». « C'est honteux », s'est-il exclamé. « C'est une machination politique montée par le pouvoir socialiste et orchestrée par M. Tapie. L'accuse M. Tapie d'être devenu cette opération. J'avais déjà beaucoup de raisons de me battre pour la région. Maintenant, j'en ai une de plus : celle de défendre l'honneur de mon collaborateur (...) et de faire répondre M. Tapie de ses actes devant la justice ».

GUY PORTE

L'ancien secrétaire d'Etat devant le tribunal correctionnel de Paris

Les absences de M. Gaston Flosse

Il est exceptionnel qu'un président de gouvernement en exercice soit contraint de répondre en justice des accusations portées contre lui par certains de ses administrés. Poursuivi pour délit d'ingérence, M. Gaston Flosse, président du gouvernement de la Polynésie française, a eu ce singulier privilège, mercredi après-midi 12 février, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, qui rendra son jugement le 25 mars.

Ancien secrétaire d'Etat en charge des problèmes du Pacifique sud dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, de mars 1986 à avril 1988, M. Gaston Flosse est poursuivi pour délit d'ingérence à la suite de l'une des nombreuses plaintes déposées ces dernières années par ses adversaires politiques dont certains sont redevenus, entre-temps, ses alliés.

Il lui est reproché d'avoir confondu le service de l'intérêt public et ses intérêts privés dans l'exercice de ses fonctions, et d'avoir ainsi contrevenu à l'article 175 du code pénal.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a considéré, dans un arrêt du 18 mars 1991, que M. Flosse a personnellement « pris un intérêt » et tiré un « avantage » de la vente « à bas prix » d'une parcelle de terrain destinée à agrandir sa résidence, située sur le territoire de la commune d'Arue, non loin de Papeete. Cette vente a, en effet, été effectuée par la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL), dans laquelle le territoire que préside M. Flosse est actionnaire majoritaire à hauteur de 50,82 %, après avoir été autorisée, le 23 janvier 1987, par le gouvernement de M. Flosse, au profit de la société civile immobilière Nahiiti gérée par le propre fils de M. Flosse, Réginald, puis avoir été définitivement réalisée alors que M. Flosse présidait lui-même la SETIL.

Le président du tribunal, M. Claude Grélier, a relevé, d'emblée, le caractère « *kallahi* » d'une situation qui place aujourd'hui sur les bancs des parties civiles un avocat représentant un gouvernement terri-

torial, présidé par le prévenu. C'est l'ex-dauphin de M. Flosse, devenu son ennemi juré, M. Alexandre Léontieff, député non inscrit, qui présidait le gouvernement polynésien au moment où l'information judiciaire a été ouverte, mais il ne le préside plus puisque M. Flosse a pris sa revanche sur M. Alexandre Léontieff aux élections territoriales de mars 1991.

L'accusation est désormais soutenue par la municipalité d'Arue que dirige M. Boris Léontieff, frère du député. En son nom, M. Jean-Pierre Mignard a évalué à 1 406 594 F le préjudice financier subi par la commune après avoir souligné que ladite parcelle de 11 873 mètres carrés avait été vendue à la société Nahiiti de M. Réginald Flosse à 16,23 F le mètre carré alors que la SETIL avait acheté l'ensemble du lot dont elle faisait initialement partie à 28,33 F le mètre carré.

« Je n'étais pas au courant »

M. Gaston Flosse, assisté de M. François Sarda et Jean-François Roux, s'est posé en victime d'une « machination politique » : « Mes adversaires n'ont pas pu me battre sur le terrain électoral, a-t-il affirmé, et ils essaient de le faire dans le prétoire, mais les Polynésiens me font confiance. Je suis prêt à prendre le pari que l'an prochain, aux législatives, c'est Alexandre Léontieff qui sera éliminé ».

Pour le président du gouvernement de la Polynésie française, ce procès est donc infondé. Non seulement la « parcelle 157 » en question « ne présentait aucun intérêt » pour sa propriété dans la mesure où il ne s'agit, en vérité, que d'un vulgaire « talus », mais il n'a pas commis le moindre délit d'ingérence puisqu'il ne savait rien. Il affirme que son fils lui avait à peine parlé de ce projet d'achat, qu'il n'était pas présent à Papeete le jour où son gouvernement l'avait autorisé, que l'ordre du jour de son conseil des ministres était semblable non par lui-même mais par son vice-président, et qu'à l'époque où il présidait la SETIL il s'en remettait entièrement à son directeur général : « Je n'étais pas là », « Je n'étais pas au courant », « Mon fils me l'a dit après », « Je déléguais toutes mes

compétences... L'avocat de la partie civile, M. Mignard, ironisa : « C'est un président qui ne sait rien ! Comment voulez-vous faire croire que vous êtes l'homme le moins informé de la Polynésie ? »

Le président du tribunal, M. Grélier, lui, essaya de mieux comprendre : « Quels termes emploieriez-vous, demandez-vous à M. Flosse, pour qualifier votre état d'esprit ? Indifférence ? Inconscience ? Négligence ? Absence de connaissance ? » L'ancien secrétaire d'Etat plaide l'ignorance non coupable pour cause d'absences fréquentes au service de la République : « Je passais les trois quarts de mon temps loin de la Polynésie et je suis fier de ce que j'ai fait pour la France ».

Le procureur de la République, M. Edith Dubreuil, s'étonna, elle aussi, que M. Flosse prétende avoir découvert a posteriori l'opération foncière incriminée alors que sa famille avait précédemment acheté quatre parcelles au même endroit, par l'intermédiaire, déjà, de la société de son fils et par celui d'une société gérée par l'une de ses filles : « Je ne pense pas que M. Flosse ait pu ignorer, puisque c'était une manière de faire, un procédé habituel ».

Bien que certains « errements de procédure » créent une ambiguïté dans la chronologie des responsabilités successives de M. Flosse, le procureur, compte tenu du caractère « *bracconier* » de l'article 175 du code pénal, se montra affirmatif : « Les éléments constitutifs de l'ingérence sont réunis. » M. Dubreuil admit toutefois que rien n'autorisait à affirmer qu'il y ait eu « *volonté frauduleuse* » de la part de M. Flosse et elle souhaita que le tribunal applique la loi « avec des nuances », car celle-ci « n'oblige pas à aller jusqu'à l'intention des droits civiques ».

Le jugement, mis en délibéré, sera rendu le 25 mars. M. Flosse, s'est déclaré « serein » avant de regagner Tahiti où sa démission vient d'être réclamée par le président de l'Assemblée territoriale, M. Emile Vernaudon, l'autre député non inscrit du territoire, qui s'est retourné contre lui après l'avoir aidé à reconquérir la présidence du gouvernement local.

ALAIN ROLLAT

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 17 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 53 12 56.

DIMANCHE 16 FÉVRIER

- S. 1 - Estampes modernes. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 6 - Ecole de l'Oural. - M^{me} MILLON, ROBERT.
- S. 7 - 14 h 30. Assises. Arts décoratifs du XX^e siècle. - M^{me} Catherine CHARBONNEAU.
- S. 8 - Archéologie. - M^{me} de CAGNY.
- S. 12 - 11 h. Après saïe : maroquinerie. - 14 h. Montres-bracelets, stylos, bijoux. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
- S. 15 - Fourrures et accessoires. - M^{me} JUTHEAU, M. Chambert, expert.

LUNDI 17 FÉVRIER

- *S. 5 - 16 h. Tapis d'Orient. - M^{me} ROGEON.

MARDI 18 FÉVRIER

- S. 2 - Bibliothèque du colonel Daniel Sickles. Modernes. Livres et autographes XIX^e et XX^e. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 8 - Stylos, montres et bijoux. - M^{me} MILLON, ROBERT.
- S. 9 - Tapis, tapisseries. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

MERCREDI 19 FÉVRIER

- S. 5 - Meubles et objets d'art. - M^{me} MILLON, ROBERT.
- S. 6 - Art de l'Islam. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 13 - Meubles de style. - M^{me} de CAGNY.
- S. 14 - 14 h 15. Armes anciennes, armes modernes, souvenirs historiques. Décorations (catalogue : poste 469). - M^{me} ADER, TAJAN, M. Duchiron, M. Mouillet (pour les armes modernes).
- S. 16 - Kantorowicz Serge. Tableaux modernes et art russe. - M^{me} CHAMBERLAIN, D. JAFFERT, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.

JEUDI 20 FÉVRIER

- S. 9 - 14 h 30. Manuscrits et livres précieux. Collection Cécile Buard. - M^{me} PICARD, MM. P. et M. Dreyfus, experts.

VENDREDI 21 FÉVRIER

- S. 2 - Extrême-Orient. Archéologie orientale et islamique. Antiquités préhispaniques, antiquités égyptiennes et romaines. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 6 - Timbres-poste, tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} BINOCHE, GODEAU.
- S. 7 - 14 h 15. Estampes anciennes et modernes. - M^{me} ADER, TAJAN, M^{me} Rousseau, expert.
- S. 13 - Mobilier. Tableaux, dessins. - M^{me} ROGEON.
- S. 16 - Tab., bib., mob. - M^{me} BOISGIRARD.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHE, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
de CAGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-07.
Catherine CHARBONNEAU, 34, rue du Faubourg-Saint-Honoré (75008), 43-59-66-56.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-68-38.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HIPPODROME DE VINCENNES

VENDREDI 21 FÉVRIER 1992 à 14 heures

58 TROTTEURS

M^{me} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs.

VENTES A L'AQUABOULEVARD

VENDREDI 21 FÉVRIER 1992 à 19 heures

Par réalisation de gages, leasing.

25 VOITURES, principalement : BMW 735i, Mercedes 300 E, SE, 190, E, D, Porsche 924 S, Ferrari Mondial, Renault Espace, Jeep Sherokée, etc.

SAMEDI 22 FÉVRIER 1992 à 16 heures

50 VOITURES AUTOMOBILES DE COLLECTION

M^{me} BOISGIRARD, commissaire-priseur.

Après la catastrophe du mont Sainte-Odile

La commission d'enquête pourrait recommander l'utilisation d'un radar de proximité du sol à Air Inter

Si l'Airbus A-320 d'Air Inter, qui s'est écrasé le 20 janvier près du mont Sainte-Odile, en Alsace, avait été équipé d'un système d'alarme indiquant la proximité du sol, les 87 victimes de la catastrophe seraient peut-être encore en vie. La commission d'enquête pourrait recommander l'installation d'un tel système sur l'ensemble de la flotte de la compagnie intérieure, qui en est dépourvue. D'autre part, la direction de l'aviation civile a recommandé, mercredi 12 février, aux compagnies exploitant des Airbus A-320, que leurs équipages s'assurent de la cohérence de leurs instruments lors des atterrissages en procédure VOR-DME.

L'alarme de proximité sol (en anglais, *Ground proximity warning system* ou GPWS) existe sur les avions civils depuis 1974, année où Pan Am l'acheta pour la première fois et où l'administration fédérale américaine la rendit obligatoire sur les avions à réaction exploités aux États-Unis.

Il s'agit d'un système peu onéreux (de 150 000 à 200 000 F selon les modèles), qui associe un calculateur et un radar, qui émet légèrement en avant de l'appareil un cône d'ondes de 30° environ. L'ensemble mesure le temps d'aller et de retour du signal entre l'avion et le sol et en déduit une distance qu'il compare avec un certain nombre de paramètres comme la vitesse de descente ou la programmation d'un atterrissage. Lorsque l'avion se rapproche dangereusement du sol, une voix synthétique alerte l'équipage. Sur l'Airbus A-320, les messages en anglais

sont, classés, par ordre de danger croissant : « Terrain ! » (« le sol approche »), puis « Sink rate ! » (« taux de descente trop fort ») et enfin « Pull up ! » (« arrêtez de descendre »).

Aucun avion d'Air Inter n'est équipé d'un GPWS, et les Airbus A-320 qui lui sont livrés ne comportent pas l'antenne radar et le calculateur qui le composent, bien que les câbles correspondants soient installés. Pourquoi ? L'inconvénient de ce système d'alarme était le nombre élevé de fausses alertes aux approches de terrains environnés de montagnes. Ainsi les cartes aéronautiques indiquent-elles des risques de déclenchement intempestif au-dessus du mont Sainte-Odile ou aux abords de l'aéroport allemand de Nuremberg.

On fait valoir à Air Inter que les GPWS testés en 1976 sur Mercure et Airbus A-300 avaient provoqué de nombreuses remises de gaz superflues et que, pour des avions effectuant de nombreux atterrissages chaque jour, ces alarmes intempestives auraient entraîné des retards et ébranlé la vigilance des pilotes. La compagnie intérieure n'est pas la seule à avoir fait ce choix, et Olympic Airways, Korean Airlines ou Avianca ont longtemps pratiqué de la même manière.

181 morts à Madrid

Si l'Airbus tombé en Alsace avait été équipé d'un GPWS, son équipage aurait d'abord entendu le message « sink rate », mais il aurait pu s'interroger sur le bien-fondé de l'alerte puisque les cartes préviennent d'un dysfonctionnement possible à l'endroit survolé. Peu après, le message n'aurait plus été à confusion - « pull up » - et il serait resté 15 secondes pour stopper la descente avant l'impact. Tous les

pilotes consultés confirment qu'une telle annonce est considérée comme cruciale. « Lorsqu'on l'entend », confirme M. Hugues Gendreau, président du syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), la moindre des choses est de s'interroger sur l'endroit où l'on se trouve. Si l'attention était distraite à ce moment, on se replonge dans les cartes et les instruments. Cela ne donne pas forcément lieu à une remise de gaz, mais à une vigilance extrême ». Selon toute vraisemblance, l'équipage de l'Airbus accidenté aurait reconsidéré la pente de sa descente, qui était devenue aberrante moins d'une minute avant la catastrophe. Un Airbus A-320 d'Air France dont le pilote s'était trompé dans le choix du mode de descente et qui piquait dangereusement vers l'aéroport d'Amsterdam a été sauvé, en 1991, par le « pull up » de l'automate.

Encore faut-il que les équipages soient convenablement entraînés à réagir aux injonctions du GPWS. Le 27 novembre 1983, le copilote d'un Boeing 747 de la compagnie colombienne Avianca communique au commandant une altitude erronée (2382 pieds au lieu de 3282 pieds). Celui-ci règle ses instruments sur cette donnée fautive. L'avion descend selon une pente anormale qui va le conduire à se poser, en rase campagne, quelques kilomètres avant l'entrée de la piste de l'aéroport de Madrid. Sur la bande d'enregistrement des conversations de l'équipage, on entend : « Whoop... Whoop (sonnerie d'alarme)... Pull up! Pull up!... Terrain! (voix synthétique)... Ok! Ok! (voix du commandant de bord) ». L'enregistrement s'arrête avec l'écrasement au sol de l'avion qui a fait 181 morts.

ALAIN FAUJAS

M. Jospin plaide pour une « sensibilisation » dès l'école primaire

Les inspecteurs généraux réservés sur l'extension de l'apprentissage précoce des langues

Le ministre de l'éducation nationale a annoncé, dans le Monde du 13 février, qu'il entend « généraliser » de façon progressive une « sensibilisation » aux langues étrangères à l'école primaire. Expérimentée depuis la rentrée 1989, cette mesure concerne, cette année, environ un quart des élèves de cours moyen. M. Jospin a précisé que sa décision s'appuie sur un rapport de l'inspection générale qui vient de lui être remis. Compte tenu des difficultés d'organisation et de l'importance du coût de cette innovation, les inspecteurs généraux ont pourtant rendu un diagnostic très mesuré.

L'enjeu est considérable et mérite que l'on y consacre beaucoup d'efforts, mais tout emballer risque de compromettre pour longtemps cette innovation importante. Tel est le principal message adressé par MM. Jean Favard, inspecteur général d'allemand, et Arnold Grémy, inspecteur général d'anglais, au ministre de l'éducation nationale, qui les avait chargés d'évaluer, durant l'année 1990-1991, les effets de l'introduction dans 20 % des classes de cours moyen d'un enseignement précoce des langues vivantes.

Dans un rapport non encore publié de quatre-vingts pages, flanqué de deux annexes copieuses, les inspecteurs généraux se livrent à une analyse précise et sans concessions du dispositif mis en place sur l'injonction du président de la République. Et ils évaluent ses chances de succès.

L'an dernier, 265 000 élèves de cours moyen étaient concernés, rappellent-ils, soit 20 % de l'ensemble (deux fois plus que l'année précédente). D'un département ou

d'une académie à l'autre, toutefois, les situations sont très diverses puisque sont touchés, selon les cas, entre 10 % et 40 %, voire 50 % des élèves de CM. L'immense majorité des élèves concernés s'initient à l'anglais (76,3 %). Mais cette situation « quasi monopolistique, qui pose le problème de la définition d'une politique générale des langues dans l'ensemble du système éducatif », n'est pas ce qui inquiète le plus les inspecteurs généraux.

Si l'on étend l'expérience aux 66 000 cours moyens, s'interrogent-ils, où trouver des enseignants en nombre suffisant, comment les recruter, les former et comment les payer ? Les professeurs de collège et de lycée assurent actuellement plus de 60 % des cours, mais ils ont tendance à se désengager et leur nombre n'augmentera pas. Dans certaines académies, il faudrait, en outre, doubler, voire quadrupler le nombre d'instituteurs impliqués. Quant aux intervenants extérieurs, leur nombre a diminué par rapport à 1989 puisqu'ils n'assurent plus que 14 % des cours (au lieu de 17 %). Et, parmi eux, les *native speakers* sont également moins nombreux.

« Imposer un temps d'arrêt »

La pression sociale est telle pour l'enseignement précoce des langues, écrivent les inspecteurs généraux, que le système éducatif est « contraint de poursuivre l'effort là même où il n'est pas toujours en mesure de l'accomplir dans de bonnes conditions ». Et la « difficulté centrale » réside bien dans l'insuffisance du nombre d'enseignants mobilisables. « Elle suffit à elle seule à imposer un temps d'arrêt dans l'extension de l'expérimentation », insistent les inspecteurs généraux, qui appellent que le ministère de l'éducation nationale a consacré 130 millions de francs à l'enseignement précoce des langues en 1990-1991. Et ils pré-

sent : « Dans de nombreux départements, le potentiel des ressources [en personnel] semble en voie d'épuisement et, dans leur état actuel, les projets de formation initiale des futurs professeurs d'école en langues étrangères ne sont pas à la hauteur des besoins ».

Généraliser l'expérience, comme l'a décidé le ministre de l'éducation nationale, suppose aussi que l'on cerne mieux les objectifs assignés à cette innovation. Et que l'on fasse des choix. Va-t-on mettre l'accent sur les apprentissages au sens strict - ce qui suppose des enseignants spécialistes et un cursus ininterrompu jusqu'au premier cycle du collège - ou bien va-t-on parier sur la « sensibilisation » et « l'éveil », qui n'exigent pas des enseignants « le même degré de spécialisation », « qui sont moins coûteux » et « plus facilement généralisables ».

Dernière interrogation : le jeu en vaut-il la chandelle ? L'enseignement précoce des langues, qui comporte un vif succès auprès des élèves, apporte-t-il vraiment un « plus » à l'entrée en sixième ? Leur réponse est ultra-prudente. Il est vrai que le recul manque pour évaluer véritablement les acquis des élèves. Il semble néanmoins que le gain ne soit pas considérable, d'autant plus que l'« avancée » des élèves déjà initiés est rarement prise en compte au collège, par les enseignants comme dans l'organisation des classes. Les élèves ayant reçu un enseignement de langues en CM sont rarement regroupés dans les mêmes classes et, le plus souvent, note l'inspection générale, « le professeur ne sait pas ce qui a été enseigné en CM 2 et ne s'en soucie guère ».

Bref, les frontières restent bien étanches et l'expérimentation n'est pas encore l'acquisition qui permettra un renouvellement rapide et spectaculaire de la pédagogie des langues.

CHRISTINE GARIN

Réunis en forum à Paris

Des maires réclament plus de pouvoirs en matière d'immigration

Le Forum des maires, fondé en septembre 1991 à la suite d'un appel contre le racisme et la xénophobie lancé par douze maires de grandes villes, critique la réglementation actuelle en matière d'accueil d'étrangers désirant séjourner en France pour une courte durée.

Réunis, mercredi 12 février à Paris, sous la présidence de M. Alain Carignon, maire (ex-RPR) de Grenoble, une quarantaine de maires, parmi lesquels M^{me} Catherine Trautmann (PS), M^{me} Dominique Baudis (CDS), Jacques Chaban-Delmas (RPR), André Dilligent (CDS) et Robert Vigouroux (majorité présidentielle),

ont jugé « insuffisantes » les procédures de contrôle dont ils disposent. Ils demandent qu'une nouvelle réglementation permette la surveillance du départ des étrangers du séjour autorisé.

Sollicité par le ministre des affaires sociales et de l'intégration, le Forum s'appuie à lui remettre un mémoire contenant leurs propositions. Quant à M. Michel Noir, maire (RPR) de Lyon, qui avait relancé le débat en refusant de signer l'attestation de touristes maghrébins (le Monde du 7 janvier), il a annoncé qu'il avait « rapporté cette décision ».

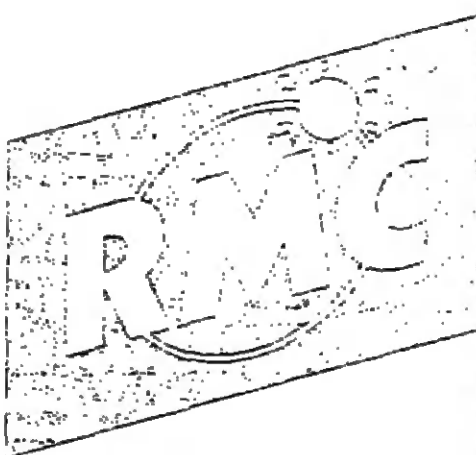
EN BREF

□ Un responsable garde-côtes tué au cours d'une attaque à main armée au Grand-Quevilly. — Le chef de la division des garde-côtes Manche-mer du Nord, M. Bernard Guiller, a été tué de deux balles de pistolet, mercredi 12 février, en tentant de maîtriser l'auteur d'une attaque à main armée dans une agence bancaire du Crédit agricole au Grand-Quevilly (Seine-Maritime). En sortant de la banque, le malfaiteur s'est trouvé face à face, dans le sas de sécurité, avec M. Guiller, qui a voulu le ceinturer. Trois coups de feu ont été tirés, deux ont atteint le responsable des garde-côtes. Le malfaiteur s'est enfui, mais la police dispose d'un signalement précis grâce aux témoins. L'enquête a été confiée au service régional de police judiciaire (SRPJ) de Rouen.

□ Un communiqué de la Mosquée de Paris. — Présidé par M. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris, la Société des habous et lieux saints de l'islam s'est étonnée, mercredi 12 février, de l'« acharnement du CORIF » (Conseil de réflexion sur l'islam en France) contre le recteur, contesté en raison de son appartenance au Haut Comité d'Etat algérien. Son communiqué souligne que le CORIF est « un organisme pure-

ment consultatif », qui n'a « aucun statut juridique connu ». La Société des habous dénonce « les ambitions de certains membres de ce CORIF » et ne reconnaît à aucun organisme « le droit de s'immiscer dans son existence ou dans son fonctionnement ».

□ Antarctique : un forage russe descend dans la glace à 2 400 mètres de profondeur. — A Vostok, la station de la CEI installée dans l'intérieur du continent antarctique, les techniciens russes, en coopération avec des Français et des Américains, viennent d'établir le record de forage dans la glace : leur tête de forage thermique est parvenue à la profondeur de 2 400 mètres. Le précédent record avait été le forage de 2 200 mètres fait, aussi à Vostok, de 1980 à 1985. Ces forages très difficiles ont pour but d'en remonter des échantillons de glace dans lesquels on retrouve les climats et la composition de l'atmosphère du passé. On espère ainsi mieux comprendre les variations à venir du climat. Les échantillons de glace seront, comme les précédents, analysés pour l'essentiel au laboratoire de glaciologie et de physique de l'environnement (CNRS, Grenoble). — (AFP.)



C'EST FORT D'INFOS

200
CORRESPONDANTS

120
JOURNALISTES

45
RV PAR JOUR

4 H
D'INFOS
PAR JOUR

PARIS : 103.1 FM - Autres villes, tapez 36.15 CODE RMC - OL : 216 kHz



Evolution ou révolution ?

Trois jours après Franck Piccard, médaille d'argent de la descente en ski alpin, deux autres Français, Fabrice Guy et Sylvain Guillaume, sont montés sur les plus hautes marches du podium du combiné nordique. Leurs performances ont permis à l'équipe de France de se placer en quatrième position au bilan des médailles après quatre jours de compétitions. Le résultat est modeste, comparé à ceux de l'Allemagne et de l'Autriche qui,



dans le même temps, ont totalisé dix médailles. Il est néanmoins révélateur sinon d'une révolution, du moins d'une évolution dans le sport français.

Franck Piccard, champion olympique 1988 du super-géant, et Fabrice Guy, leader de la Coupe du monde de combiné alpin 1991-1992, comptent parmi les athlètes français qui avaient une chance de figurer aux palmarès des Jeux d'Albertville. Placés dans la situation de favoris, des générations de grands sportifs nationaux n'ont pas répondu aux espoirs qui avaient été mis en eux lors des échéances olympiques : de Michel Jazy (Tokyo) à Jeanne Longo (Los Angeles et Séoul), ils semblaient incapables de s'imposer dans les grandes occasions. Cela était mis sur le compte d'une faiblesse du caractère hexagonal. Peu avaient pu y échapper comme Guy Drot (Montréal) ou Jean-Claude Killy (Grenoble).

Les résultats de Val d'Isère dimanche et de Courchevel mercredi s'inscrivent dans la lignée de ceux acquis, il y a peu, par les tennismen Guy Forget et Henri Leconte en finale de la Coupe Davis ou par les footballeurs de Michel Platini dans les éliminatoires pour le championnat d'Europe des nations. Ils témoignent d'une capacité nouvelle à relever les défis et à se surpasser chez des sportifs qui ne sont pas plus brillants que naguère, mais qui semblent mieux décidés à défendre leur chance.

La généralisation des méthodes des sports professionnels comme le tennis, l'automobilisme et, dans une moindre part, le football a sans doute contribué à favoriser ce mouvement. On peut aussi voir le résultat du travail en profondeur entrepris depuis une dizaine d'années par le mouvement sportif français : il s'est appliqué à être plus attentif aux préoccupations des athlètes et à créer un état d'esprit national à l'occasion de rencontres interdisciplinaires. Ainsi, Franck Piccard a pu se préparer à sa guise pour être à l'heure au rendez-vous de Bellevard.

Ces trois médailles ne présupposent pas les résultats dans les autres disciplines. Dans ces conditions, l'objectif de dix à douze médailles fixé par les dirigeants sportifs lors des sélections ne paraît cependant pas irréaliste. Faute d'être devenue une grande nation sportive, la France aurait au moins réussi à favoriser la consécration de ses talents à l'occasion de ces Jeux d'hiver.

PATINAGE ARTISTIQUE : danse sur glace

L'heure de vérité pour les Duchesnay

Adulés par le public, contestés par les juges, Isabelle et Paul Duchesnay, qui entreront en compétition vendredi 14, concluront, lundi 17 février, leur carrière olympique en dansant sur l'air de *West Side Story*.

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

La compétition de danse sur glace ne doit officiellement commencer que vendredi 14 février. Elle a été précédée par une guerre des nerfs féroce entre les champions du monde en titre, le frère et la sœur Isabelle et Paul Duchesnay, et les récents champions d'Europe, Marina Klimova et Sergueï Ponomarev, qui ont séduit les juges de Lausanne avec une chorégraphie inédite et audacieuse. Il s'agit autant de déstabiliser l'adversaire que d'influencer les juges.

Les Russes ont tiré les premiers : « L'originalité et le style des Duchesnay provient exclusivement du talent de Christopher Dean qui fut champion olympique et du monde avec Jane Torvill. Ils ne font rien de nouveau. Les programmes qu'ils patinent sont les mêmes que ceux des Britanniques. Missing, qui a permis aux Duchesnay de devenir champions du monde en 1991, Torvill et Dean l'avaient patiné plusieurs fois. En mieux bien entendu. Les originaux sont toujours mieux que les copies (1). »

Réplique d'Isabelle et Paul : « Les critiques que nous formulons s'adressent d'abord à nous-mêmes avant de porter sur les autres. » C'est sec. Ils veulent éviter la polémique. Elle fait rage à chaque étape de leur carrière.

Aux Jeux 1988 de Calgary, ils font la conquête du public qui est alors surpris par la scandaleuse originalité de leur *Tarzan aime Jane* en costumes de peau déchiquetés. Les juges n'apprécient pas beaucoup leur interprétation de la *Jungle* au son de tambours africains. C'est barbare. On leur reproche d'enfreindre les règles de la danse et d'avoir une technique faible. Les Duchesnay sont huitièmes. Cela fait scandale et alimente la légende de ces petits Québécois rejetés de l'équipe canadienne par les dirigeants anglophones et adoptés par la patrie de leurs ancêtres.

Champions du monde en titre

L'année suivante, aux championnats du monde de Paris, ils changent de registre. Finie la provocation. La chorégraphie, baptisée le *Rêve d'Eléonore*, est plus sage que celle de Calgary. C'est un retour vers le classique qui témoigne des capacités de progrès du couple. Le public reste sous le charme, et les juges se laissent impressionner. Elle porte des voiles blanches, il a le costume noir de Macbeth. C'est romantique et lacerant. Ils montent sur le podium pour recevoir une médaille de bronze, leur première récompense internationale.

En 1990, Christopher Dean, le chorégraphe et danseur inoubliable depuis le *Bohème* présenté aux Jeux 1984 de Sarajevo est devenu l'époux d'Isabelle. Son influence devient manifeste dans l'interprétation que le frère et la sœur font aux championnats d'Europe de *Missing*, un hymne aux disparus victimes des dictatures latino-américaines. Le public de Leningrad comprend le message politico-culturel, il ne ménage pas ses bravos. Sa robe rouge est en lam-

beaux. Les manches de sa chemise grise à rayures sont retroussées. Ils ont acquis une certaine maturité, affirmé un style. Ils montent encore sur la troisième marche du podium derrière deux couples qui sont toujours soviétiques.

Les championnats d'Europe 1991 ont lieu à Sofia. Isabelle et Paul présentent aux spectateurs vulgaires un programme intitulé *Réflexions*. Vêtus à l'identique en bleu et violet, ils semblent se refléter l'un dans l'autre. Ce jeu de miroir est trop intellectuel. Le public boude. Les juges en profitent pour les laisser sur la deuxième marche du podium.

Quelques semaines plus tard, les championnats du monde 1991 commencent à Munich. Les Duchesnay tirent la leçon de Sofia. Ils mettent à profit le bref délai dont ils disposent pour actualiser leur programme de Leningrad. C'est *Missing II*, un triomphe. Les spectateurs bavarois sont tout acquis à ces Français qui s'entraînent toute l'année chez eux à Oberstdorf. Les juges ne peuvent plus faire autrement que de leur attribuer le titre mondial. C'est la consécration. La contestation demeure.

Un thème musical fort

Pour être complète, la « success story » de ces petits Québécois qui s'entraînent maintenant en Allemagne sous la direction d'un émigré tchécoslovaque, Martin Skonieczky, et d'un maître de ballet anglais doit aboutir à une médaille d'or aux Jeux olympiques organisés par leur pays d'adoption.

Une stratégie est mise sur pied dès l'été dernier : choix d'un thème musical, élaboration d'une chorégraphie, entraînement physique. Explication de Christopher

LES JEUX OLYMPIQUES

COMBINÉ NORDIQUE : le doublé français

La revanche des skieurs gaillards

Le Français Fabrice Guy est devenu champion olympique de combiné nordique, mercredi 12 février, à Courchevel. Troisième de l'épreuve de saut, mardi, le Jurassien s'est largement imposé sur le parcours de ski de fond (15 km). Ce douanier âgé de vingt-trois ans, originaire de Mouthe (Doubs), est le premier Français à décrocher un titre olympique dans une discipline nordique. Contre toute attente, son compatriote Sylvain Guillaume a pris la deuxième place, obtenant ainsi la médaille d'argent.

COURCHEVEL

de notre envoyé spécial

Il est sorti du chemin blanc comme on entre en scène. Avec, dans chacun de ses gestes, cette énergie fouguese et insolente du jeune premier promu tête d'affiche. Avec, aussi, ce regard lumineux de l'athlète en route vers le podium. Ses bras allaient et venaient en un souplesse mouvement de balancier, comme pour mieux rythmer la valée à deux temps de ses skis noirs.

Fabrice Guy glissa ensuite jusqu'au titre de champion olympique de combiné nordique, un sport comportant une épreuve de saut et une autre de ski de fond. Cette médaille d'or, la première jamais conquise par un Français dans une discipline nordique, ne pouvait lui échapper. Elle était destinée à briller sous sa frimousse d'angelot jurassien (le Monde du 12 février). Il l'avait réservée d'autorité, usant de son droit de préemption, le privilège des amateurs.

Ce garçon de vingt-trois ans, qui avoue vivre par avance le scénario

des courses à venir, ne fut donc pas surpris par la cohue qui suivit son arrivée. Ici un d'Abouville des neiges au sortir d'une traversée sans fin, il eut peine à résister aux assauts conjugués des micros, des caméras et des objectifs. Assailli par les midinettes, entouré d'amis d'un jour, pressé de porter un drapeau français ou de mettre en évidence le nom de sa marque de ski, il ne se départit pourtant jamais de son sourire d'enfant.

Peu importe, après tout, si, paradoxe de l'euphorie olympique, le combiné nordique ne passionne réellement que deux cent soixante pratiquants à travers le pays. En moins de 44 minutes, le temps de parcourir 15 kilomètres, la France s'est emparée d'un jeune champion comme elle les aime : bon fils, bon père, bon époux, médaille d'or de la gentillesse sans fard et du patriotisme cocardier. Ni le bonheur qu'il affichait sur la ligne d'arrivée ni les trois médailles colorées (une bleue, une blanche, une rouge) dans sa chevelure ébouriffée ne relevaient d'un quelconque calcul médiatique.

Sur le podium, bouquet de fleurs en main, ou lors de la conférence de presse qui suivit son exploit, Fabrice Guy resta lui-même. Un copain admiratif devant la performance de son coéquipier Sylvain Guillaume, médaille d'argent. Un mari amoureux lorsqu'il embrassa sa compagne, Nadine. Un fils parfait quand il se souvint de cette enfance « consacrée au ski plus qu'à l'école », et de son père, une ancienne vedette du ski de fond qu'il a toujours rêvé d'imiter.

Une fois, une seule, au cours de sa vie, ce champion de la sportivité a négligé la planification, programmée, calculée. C'était en 1986, à l'âge de dix-sept ans, lorsqu'il se mit en tête de devenir un sportif de haut niveau, contre l'avis de sa mère, professeur de ski, mais avec la bénédiction affectueuse de son père, surnommé « Mou-

monte » du temps où il disputait des courses régionales telles que Mouthe-Pontarlier ou les Sept Heures de Chamrousse.

A cette époque, Fabrice Guy était donc un « plan de carrière ». Il l'a suivi aussi scrupuleusement que les consignes de ses entraîneurs, Jacques Gaillard et Alain Lazzaroli. Que ce soit sur un tremplin ou dans les sous-bois, le Jurassien est de ces athlètes consciencieux qui éprouvent le besoin de s'imposer des règles du jeu, des lois indiennes à ne transgresser sous aucun prétexte : franchir des baies à la veille de chaque épreuve de saut ; s'astreindre à mille heures d'entraînement par an (sept cents de fond et trois cents de saut) ; ne jamais fraterniser avec un rival étranger («lier amitié pourrait me gêner dans ma concentration») ; noter sur un petit carnet les moindres problèmes (défaillances techniques ou physiques) rencontrés à l'entraînement.

Une fougue de garnement

Cette rigueur est source de confiance. Elle lui a permis de domestiquer son tempérament de casse-cou, cette fougue de garnement qui lui valait jadis le surnom de « la Guêpe », quand il semblait voltiger d'une baie à l'autre sur ses skis d'enfant. Elle lui a également permis d'aborder les plus grandes compétitions d'esprit tranquille, de remporter cet hiver quatre des cinq premières épreuves de la Coupe du monde de combiné nordique.

De même, au moment de se présenter sur la ligne de départ, ne paraissait-il guère troublé par les prophéties qui, avant l'heure, l'avaient déjà couvert d'or. Il était là, bonnet blanc et pantalon bleu, le visage aussi serein qu'à l'approche d'une virée matinale dans la forêt jurassienne, quand il file à l'aveugle dans le sillage de son père. Il devait

d'ailleurs s'imaginer quelque part entre Mouthe et Pontarlier pour distancer ses adversaires aussi aisément, les abandonner sans scrupule au bas d'une côte ou s'enfuir au détour d'un virage.

De sapins en fossés, il se jeta d'eux comme un gamain facétieux, avec la malice du braconnier qui égare le garde-forestier dans les sous-bois. Arrivé par car, plusieurs centaines d'habitants de Mouthe, qui l'ont connu vendeur à la pâtisserie, avant-centre du club de football ou employé à l'Office national des forêts, s'amusaient de cette partie de cache-cache olympique. A chaque nouvelle foulée, ils secouaient leurs cloches et brandissaient leurs drapeaux tricolores. Le Jura, pays des skieurs gaillards, savait ainsi sa revanche sur les Alpes, la montagne des déçus.

Avant de caresser cette neige alpine, Fabrice Guy avait lui-même préparé ses skis. Il les avait « bariolés » pour gagner sur ce parcours où il s'était déjà imposé en Coupe du monde. Ni le Japonais Reichi Mikata ni l'Autrichien Klaus Ortner, qui étaient partis avec quelques dizaines de secondes d'avance sur lui grâce à leurs meilleures performances lors de l'épreuve de saut (le Monde du 13 février), ne purent lui résister. Il les doubla au terme du premier quart d'heure.

Puis ce fut au tour d'un autre Autrichien, Klaus Sulzenbacher, son principal rival, de s'avouer vaincu. Alors, le Français s'en alla à pas cadencés vers le triomphe promis. Sa démarche aurait pu paraître gauche et empruntée. Elle ne l'était pas. Il demeurait superbe jusque dans sa manière d'arpenter les lignes en «composée», les skis en «V». Au bas d'un ultime monticule de neige, il ne lui resta bientôt plus qu'à se présenter devant la foule. A entrer en scène.

PHILIPPE BROUSSARD

« Nours », l'inattendu voisin

COURCHEVEL

de notre envoyé spécial

Quand Sylvain Guillaume a franchi la ligne d'arrivée, les cloches jurassiennes, déjà mises à contribution quelques secondes plus tôt par les nombreux supporters du champion olympique, Fabrice Guy, ont canonné de plus belle : elles ont de nouveau célébré la réussite d'un « enfant du pays », un autre douanier âgé de vingt-trois ans, aussi blond et aussi souriant que le premier.

Sylvain Guillaume a beau assurer qu'il «adore l'hiver et la neige», sa médaille d'argent est bien plus surprenante que le triomphe attendu de Fabrice Guy. Ses meilleurs résultats internationaux se limitaient, jusqu'à ce jour de gloire, à une place de douzième aux cham-

pionnats du monde 1989 et à une autre de quatrième lors d'une épreuve de Coupe du monde à Thunder-Bay (États-Unis).

Mais il faut croire que les deux jeunes gens sont faits pour ne pas se quitter d'une semelle ou d'un ski. Sylvain Guillaume, que ses amis surnomment «Nours», demeure en effet à Fonche-Haut, un village du Doubs situé à quelques kilomètres de Mouthe, la commune d'origine du champion olympique.

Même s'ils se connaissent depuis toujours, les deux voisins s'entraînent rarement ensemble. Fabrice Guy apprécie les entraînements médians alors que son dauphin est un lève-tard. «Je suis loin d'avoir la volonté et les qualités morales de Fabrice», admet d'ailleurs le jeune homme,

qui a découvert les frissons du tremplin la première épreuve du combiné nordique à l'âge de huit ans et demi. A l'époque, il avait été en sangle devant le vide qui lui faisait face. Son frère avait été contraint de le pousser. Depuis cette initiation forcée, Sylvain Guillaume n'a cessé de sauter et de pratiquer le ski de fond.

Il apprécie d'autant plus cette médaille que sa carrière a été riche en péripéties. En 1983, sa mère était venue assister à son premier grand saut en compétition, à Chamonix. Il avait quinze ans, des ambitions de feu volant, mais une technique encore rudimentaire. Après être sorti de la piste d'essai, il avait fini son vol plané contre un lampadaire. En 1988, l'année de la mort de son frère Bernard dans un accident de moto, il connut des

années de santé et fut soigné pour des ulcères à l'estomac.

Il fallut attendre le 12 février 1992 pour que le soit lui soit. A Courchevel, il a tout de même dû se relever de deux chutes («J'étais trop tendu, je faisais presque trop attention») pour partir doubler les concurrents qui le séparaient de la médaille d'argent. Bien que parti en treizième position (son classement à l'issue du saut, la veille), il les a rejoints, puis distancés, un à un, sans vraiment savoir où cette escapade allait le mener : «Je ne pensais pas au podium. Je ne savais pas où j'en étais. J'ai dû arriver à quelques centaines de mètres de la ligne, entendre le public applaudir et crier, pour comprendre ce qui m'arrivait.»

Ph. Br.

D'ALBERTVILLE
HOCKEY SUR GLACE

PATINAGE DE VITESSE
Sport

La glace

MÉDECINE

Les importations illégales de produits sanguins

Le CRTS de Montpellier s'est approvisionné sur le marché américain du plasma

La révélation de l'existence d'importations illégales de produits sanguins du sang (la semaine du 11 février) a déclenché une nouvelle polémique. Il apparaît aujourd'hui que plusieurs milliers de litres de plasma ont été importés des États-Unis par le CRTS (Centre régional de transfusion sanguine) de Montpellier. D'autre part, des milliers de litres de plasma provenant de « donneurs » américains rémunérés ont dû être mis en quarantaine en octobre dernier, 20 % de ce plasma étant contaminés par le virus de l'hépatite C.

Pendant plusieurs années, quatre Français du fractionnement de plasma — ceux de Lille, Lyon, Montpellier et Nancy — ont livré des importations illégales de plasma. Confirmant les informations publiées dans le Monde du 13 février, le professeur Jean-François Girard a déclaré qu'il envisageait de « retirer leur agrément » aux quatre de fractionnement qui, malgré un coup de main de 1990, auraient continué à importer illégalement du plasma en 1991.

Donnant des détails sur le contenu des rapports effectués par l'inspection de la pharmacie, le professeur Girard a indiqué qu'en 1986 et 1990 le centre de Nancy a importé 1 430 litres de plasma, celui de Montpellier 28 537 litres de plasma, 107 kilos d'albumine, celui de Lyon 22 320 litres de plasma et celui de Lille 136 949 litres de plasma pour « travail à façon ». L'enquête de l'inspection de la pharmacie n'avait pas pu détecter d'importations illégales de la part de ces quatre.

Bordeaux, Strasbourg, Paris. Le directeur général de la santé s'est en revanche montré plus évasif. L'origine des plasmas, contenus dans des « paquets très étiquetés », est « particulièrement des États-Unis ». Au total, selon la DGS, un récapitulatif au 31 décembre 1991 des importations de produits thérapeutiques industriels établissait 137 604 854 francs le montant total des importations.

L'attitude des autorités sanitaires françaises, et en particulier du ministère de la Santé, ne paraît pas moins surprenante. En effet, comme explique par exemple le professeur Girard, « qu'écrivait un déclarant en 1990 le professeur Girard ? Ainsi, dans une lettre du 10 septembre 1990 au docteur Hurst du Centre régional de transfusion sanguine de Lille, il disait : « Comme suite à l'entretien que nous avons eu avec vos services et leur demande, le 17 avril dernier, j'ai jugé bon de faire appel à l'inspection de la pharmacie pour qu'elle vérifie l'information que les activités de travail à façon menées par le CRTS de Lille, pour le compte de particuliers étrangers et notamment la firme Octapharma (...), ne réservaient le droit de donner une suite à l'inspection de la pharmacie, dont il ressort que le CRTS a fait preuve d'une grande légèreté, sinon de négligence, dans la mise en œuvre des accords de coopération et n'est montré peu regardant dans le choix de ses partenaires commerciaux. Je déplore en particulier qu'à plusieurs reprises de l'albumine préparée à partir de plasma étranger ait été distribuée en France » que le ministère en ait été préalablement informé et qu'aucun document écrit n'ait pu être fourni à l'inspection de la pharmacie ». L'enquête de l'inspection de la pharmacie n'avait pas pu détecter d'importations illégales de la part de ces quatre.

La firme Octapharma a été fon-

dée en 1982 par un Belge, M. Wolfgang Marguerre, qui avait précédemment travaillé dans les laboratoires Revlon-Santé à Baxter. Elle est spécialisée au développement des technologies de pointe dans le domaine du fractionnement du plasma humain et de leurs applications transfusionnelles et pharmaceutiques. Le premier transfert technologique avec le CRTS de Lille a eu lieu début 1986. L'usine de fractionnement de cette firme est implantée à Vienne (Autriche) et elle traite du plasma provenant du Norvège, d'Irlande, d'Israël, de Yougoslavie, etc. Elle employait, en 1990, 138 personnes. Son chiffre d'affaire, était de 270 millions de francs.

Le silence du ministre

Il est difficile de comprendre la nature du contrat qui liait le CRTS de Lille à la firme. Selon des informations, Octapharma aurait signé un contrat avec les autorités sanitaires norvégiennes portant sur le fractionnement du plasma, incapable de le faire eux-mêmes, les dirigeants de la firme auraient demandé au CRTS de Lille de fractionner le plasma norvégien et de le transformer en particulier en facteur VIII et en albumine.

Cette pratique a bien entendu permis au CRTS de Lille — l'un des plus performants du monde — d'améliorer considérablement son rendement. S'étant aperçu qu'Octapharma, un lieu de rétrocontrôle de la totalité des produits issus du fractionnement du plasma, la Norvège, commercialisait une partie de ses produits, les responsables du CRTS de Lille ont décidé de porter plainte contre la firme. Celle-ci a alors cessé, depuis, toute collaboration. « Octapharma est une firme qui ne sert qu'à l'intermédiaire relationnel des sociétés de Croix-Rouge appartenant à des pays qui ne sont pas autorisés ou mal équipés à techniquement à fractionnement, et qui touche au passage des dividendes. Et en plus elle rétrocontrôle des technologies qui lui appartiennent », a déclaré le docteur Hurst, directeur du CRTS de Lille.

Ce qui s'est passé au CRTS de Montpellier est d'un tout autre ordre. Cet établissement a en effet importé au cours de l'année 1990 15 000 litres de plasma, provenance des États-Unis, ils avaient été prélevés sur des donneurs rémunérés. « Un contrôle avait été effectué à l'arrivée de ce plasma », ont déclaré les responsables du CRTS de Montpellier, « mais il n'a pas permis de détecter la présence de virus de l'hépatite C ».

D'autre part, il apparaît que plusieurs milliers de litres de plasma provenance des États-Unis, où ils avaient été prélevés sur des « donneurs » rémunérés, ont été mis en quarantaine, en septembre dernier, par les responsables de Bio-Transfusion qui avaient trouvé de la contamination par le virus de l'hépatite C.

Ainsi, il apparaît aujourd'hui que les quelques confirmations chiffrées fournies par la direction générale de la santé sur l'existence d'importations ne permettent pas de donner un terme à la polémique. Les pouvoirs publics ont maintes fois fait état de leur volonté de « clarté ». Dans ces conditions, peut-on demander pourquoi le directeur général de la santé ne rend pas public, contrairement à ce qu'il avait annoncé, le rapport de l'inspection de la pharmacie sur les importations de plasma, pour lequel le ministre délégué à la Santé demeure silencieux ?

JEAN-YVES NAU
FRANCK NOUCHI

JUSTICE

Devant la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers

M. René Trager, toujours en prison, cite quelques noms d'élus socialistes

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers (Maine-et-Loire), qui siègeait en audience publique à la demande des avocats de la défense, a rejeté, mercredi 12 février, une nouvelle demande de mise en liberté de l'industriel nantais René Trager. Personnage-clé dans deux affaires frauduleuses où sont apparus les noms de plusieurs élus socialistes, M. Trager est incarcéré depuis mars 1991 pour complicité au abus de confiance (Le Monde du 7 février).

ANGERS

« S'il y a dans ce dossier des ramifications politiques, il faut les rechercher dans les relations de M. Trager avec le SAGES », a déclaré le procureur général, M. Tranchesi, à Paris, du côté de Rey, le courtier des réseaux papeteriers, le financier des Avants, des Douvères, des Evénements, etc. M. Trager, qui a été incarcéré depuis mars 1991, a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. M. Trager a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. M. Trager a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers.

Des eaux, des courants et le SAGES

Dans l'affaire de René-Renaissance (un projet de résidence-service pour personnes âgées), M. Trager a été accusé d'abus de confiance pour avoir encaissé, dans des conditions douteuses, un chèque de 2,1 millions de francs à l'occasion d'une transaction immobilière entre M. Serge de Siney et la Société d'Aménagement de la Région de l'Atlantique (SARA).

M. de Siney, un promoteur du Mans, avait présenté M. Floch (PS) de la Sarthe et également président du Conseil de surveillance du Crédit local de France (CLF). Les fonds pour la réalisation du projet — 1 millions de francs — ont été fournis par le CLF-Immo, filiale du CLF.

Ce que M. Trager a fait :

comprendre pas, ce qui lui a été demandé par le procureur général, M. Tranchesi, à Paris, du côté de Rey, le courtier des réseaux papeteriers, le financier des Avants, des Douvères, des Evénements, etc. M. Trager, qui a été incarcéré depuis mars 1991, a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. M. Trager a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers.

Alors, deux poids, deux mesures ? « On discute depuis des mois sur des documents du Siney qui sont faux (...). » M. Trager, qui a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. M. Trager a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers.

Et il a cette formule sibylline : « L'adresse du juge d'instruction : « Nous naviguons, monsieur le Juge, dans les mêmes eaux, mais nous ne sommes pas dans les mêmes courants. »

Derrière l'escroquerie, c'est la corruption politique qui est en jeu. M. Trager a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. M. Trager a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers.

affaire Trager. L'explosive : celle qui a été instruite à Rennes par le même juge Van Ruymbeke et qui devrait bientôt prendre la forme d'une première.

Pendant l'audience de mercredi, le président Gouyet, apparemment contrarié par le public des journalistes, a efforcé de se recentrer sur le sujet du jour. A plusieurs reprises, M. Trager et ses avocats ont essayé d'écarter le débat sur le sujet du jour. A plusieurs reprises, M. Trager et ses avocats ont essayé d'écarter le débat sur le sujet du jour.

L'Espagne, l'Argentine et le Guatemala

M. Trager, remis en liberté le 17 janvier 1991, a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. M. Trager a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers.

Pourquoi René Trager est-il en prison ? « Pour répondre à la question, il faut simplement le président Gouyet. Non, réplique M. Trager, « l'argument de la vérité ne peut pas nous être opposé. Ou il existe des faits nouveaux, réels, qui justifient son renvoi en prison pour six mois, ou alors c'est un prétexte. Pourquoi ? Pour le faire parler ou pour qu'il se taise ? »

Avant que son client retourne dans sa cellule, M. Descamps a remis au tribunal une enveloppe blanche déposée le lendemain du renvoi de M. Trager en prison, dans la boîte aux lettres de son domicile nantais. Une enveloppe anonyme, d'une taille de 9 mm.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

SCIENCES

Au centre de nombreuses critiques

L'administrateur de la Nasa démissionne

L'administrateur de l'Agence spatiale américaine, l'astronome Richard Truly, 54 ans, qui a contribué au redressement difficile de la NASA après l'explosion du vol de la navette Challenger en 1986, vient officiellement démissionner de ses fonctions. Il avait quitté la NASA le 1^{er} avril prochain.

Démisionné ou démissionnaire ? C'est la question à laquelle le communiqué apparemment élogieux de la NASA pour le héros du deuxième essai du vol de la navette spatiale en 1981 ne répond pas vraiment. (1) « Richard Truly, a été nommé administrateur de la NASA par le président Reagan, en 1986, pour diriger la NASA. Il a été nommé administrateur de la NASA par le président Reagan, en 1986, pour diriger la NASA.

Il a été nommé administrateur de la NASA par le président Reagan, en 1986, pour diriger la NASA. Il a été nommé administrateur de la NASA par le président Reagan, en 1986, pour diriger la NASA.

En cette période de campagne électorale où les exploits des astronautes ne font plus recette, les incapacités ne seraient-elles pas acceptées par un président qui a fait de l'espace un de ses grands thèmes de campagne ? Kennedy avec la conquête de la Lune en 1961 — jusqu'à proposer un défi : l'envoi d'hommes sur la Lune. Désormais, il faut convaincre le Congrès de plus en plus sourcilieux, qui n'a

manqué ces dernières années de souligner les dérives de la célèbre agence, révélées d'abord tragiquement par l'accident de Challenger, puis soulignées ensuite par la myopie de Hubble, les fuites de la navette, l'antenne récalcitrante de la coûteuse sonde Galileo (1,4 milliards de dollars). Le président Bush cherche à doute un personnage incontournable qui pourrait l'aider à défendre

Budgets à l'arraché

« Les jours finis, disait, l'an dernier, le président de la commission spatiale, le Sénat des représentants, M. Traxler, soulignent ensuite par la myopie de Hubble, les fuites de la navette, l'antenne récalcitrante de la coûteuse sonde Galileo (1,4 milliards de dollars). Le président Bush cherche à doute un personnage incontournable qui pourrait l'aider à défendre

Richard Truly a-t-il su défendre ce projet présidentiel avec suffisamment d'habileté ? A-t-il su parer les critiques d'une partie de la communauté scientifique américaine, sur le programme ? A-t-il su préparer les responsables de programmes scientifiques, coupes claires qui ont frappé des missions comme Craf (Rendez-vous avec un astéroïde) et les sous-traitants de l'agence, 5 000 suppressions d'emplois qui les frapperont dans cinq ans ? Sans doute pas suffisamment, et aujourd'hui l'homme mis en place par le président Reagan pour succéder à James Fletcher, artisan du succès de la NASA après la catastrophe de Challenger, en paie, semble-t-il, le prix.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Il a également voté à bord de Challenger en août 1983.

Le procès des fausses factures de la région parisienne

Fin de partie

Le procès dit de la Cogedim s'effiloche. Commencé fin novembre, prévu sur un mois, il a duré plus de six semaines. Les victimes de l'escroquerie (les greffiers) et les coauteurs (les juges) ont été entendus. Les plaidoiries ont été entendues. Les plaidoiries ont été entendues.

Le public s'est envolé. Les journalistes font chronique buissonnière. Les juges ont été entendus. Les plaidoiries ont été entendues.

Déjà victime de la grève des greffiers en décembre, puis mis à l'arrêt par la grève des juges du Nouvel An, le procès de la Cogedim a été interrompu. Les plaidoiries ont été entendues.

Un « lynchage politico-médiatique »

Le groupe de promotion immobilière, qui a été déposé de fausses factures. Comme les principaux acteurs du procès, M. SAGI, la SNCF, la Cogedim, il a été jugé préférable de « dénoncer » une affaire privée. « Il a menti jusqu'à la mort », des fausses factures pour la SNCF et GTM-BTP, a été jugé.

Relevant que l'accusateur souvent se perdait de mémoire devant le tribunal (« Je ne me souviens pas »), que le trachéotomie pouvait servir pour un brevet d'honnêteté, M. Trager a été libéré, mercredi 12 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers.

Leur tour, M. Pavie et Paul-tonnier ont plaidé le relaxe de clients. La première, en s'interrogeant sur les fondements juridiques des poursuites et en s'interrogeant de voir le droit prendre les formes de la police économique ; le second, en déniait « turpitudes » reprochées.

Prochaine audience le 17 février.

LAURENT GRELSAMER

CULTURE

CINÉMA

Temps de pose



La dérive du grand type et de la même.

MISSISSIPPI ONE
de Sarah Moon

« J'envisageais de faire un photomontage de moi-même... J'inventais une histoire... » écrit Sarah Moon dans la préface de son album de photos sépia, *Mississippi One*, qu'elle a publié chez Flammarion. C'est le début d'un film, son premier. C'est bien en définitive. **M.M.**

beaucoup de talent, un « univers », le sait, le lui répète. Elle, elle, elle compte beaucoup l'un l'autre pour construire une histoire étrange, belle, qui est émouvante, la fugue d'un jeune homme, la petite qu'il a enlevée. Lui n'a d'autre nom que Ohé, puis, l'interdit, le gémissement, il est fou peut-être, nerveux, très gentil en tout cas. Il a peur, il

est triste et intelligent, il a un revolver. Elle, elle, elle compte beaucoup l'un l'autre pour construire une histoire étrange, belle, qui est émouvante, la fugue d'un jeune homme, la petite qu'il a enlevée. Lui n'a d'autre nom que Ohé, puis, l'interdit, le gémissement, il est fou peut-être, nerveux, très gentil en tout cas. Il a peur, il

même (augmentée) l'utilisation d'appareils photo... truc de photographie pour calculer un temps de pose... trop Alice... voie pas ce qui cloche : la perfection du noir et blanc, la mise en scène des décors, l'incongruité affectée des situations, *Mississippi One* est un film fabriqué. Très bien fabriqué, d'ailleurs. **J.M.F.**

Les mirages de Valparaíso

AMELIA LOPES O'NEILL
de Valeria Sarmiento

Dans un café de Valparaíso, un homme moustachu, l'air mystérieux, un journaliste la véritable histoire d'Amelia Lopes O'Neill, une femme qui a fait maledale et n'était pas, dit-il, qu'on croyait. Cet homme, volé par un illusionniste, nous annonce, par une image réfléchie dans un miroir, que le film sera magique ou ne pas. Il l'est.

Valeria Sarmiento, qui née dans le port de Chili, l'épouse de Raoul Ruiz, avec lequel elle a connu l'exil en Europe. Son premier long métrage, *Europe*, était tiré d'un livre de l'Espagnole Corin Tellado et cultivait, comédie à mélodrame, la transgression des interdits sexuels, le blocage moral des désirs. En 1990, Valeria Sarmiento est revenue au Chili pour tourner *Amelia Lopes O'Neill* sur scénario de Raoul Ruiz. Il y a des aspects mélodramatiques dans ce sujet : la dérive de l'amour fou, mais le film est un labyrinthe esthétique dans lequel on se perd : délice, entre décors réels (Valparaíso, filmée) et le fut San Francisco. Hitchcock dans l'angoisse des décors de studio créant des mondes imaginaires.

Il y a, dans cette demeure d'aristocrates ruinés où Amelia (Laura Del Sol) et son sœur Anna (Laura Benson), infirme hystérique, sont les deux faces de la même femme, des bas-fonds, théâtres d'ombres où croissent prostituées et artistes, un rocher d'où précipitent dans les mers les malheureux. Et l'espace du souvenir où évolue l'homme rêvé, peut-être Fernando (Franco Nero), médecin attiré par les femmes malades. C'est beau, irrationnel, envoûtant, jamais morbide. **JACQUES SICLIER**

La comédie des fâcheux

LE BAL DES CASSE-PIEDS
d'Yves Robert

En 1948, Noël-Noël et Jean Dréville avaient réglé leur compte à « casse-pieds » - les modernes « fâcheux » - dans une étonnante conférence illustrée à laquelle une forme cinématographique originale avait valu le prix Louis-Delluc. L'engance n'a disparu : on la voit sévir, au long des années 80, dans la vie de Henri Sauvour (Jean Rochefort, vétérinaire installé en banlieue et mis à rude épreuve, de la naissance de son fils à son rencontre avec Louise (Miou-Miou), celle qui pourrait bien, après beaucoup de déceptions, être la compagne idéale.

De « fâcheux » à « casse-pieds », le vocabulaire désignant les emmerdeurs s'est considérablement enrichi. Rochefort le distille

Des sketches habilement greffés sur une ligne narrative dont Jean Rochefort est le truchement, pour nous en valeur les numéros d'acteur (Jean Carmet, Jacques Villette, Hélène Vincent, l'inénarrable Valérie Lemercier...). Mais, après la rencontre Miou-Miou, le film s'engage dans le vaudeville, et le rythme ralentit dans des variations sur la même situation frustrante pour le couple. On rit moins. **J. B.**

VARIÉTÉS

L'homme qui interroge

Québécois longtemps méconnu, l'auteur-compositeur Desjardins fait ses premiers pas à Paris

RICHARD DESJARDINS
au théâtre de la Ville

Richard Desjardins, contemporain anachronique, vient de triompher au théâtre de la Ville. Ce Québécois quadragénaire, interprète-auteur-compositeur, avait commencé à émerger après quinze ans de pain noir avec une petite production de film dévot (Le Party, de Pierre Falardeau).

Baroudeur country en jeans et chemise noire, Richard Desjardins travaille les mots et les corps afin de restituer « une interprétation francophone de l'Amérique ». En la grande Amérique, celle qui va de la frontière de l'Union soviétique à la Terre

Feu. A l'évidence, Desjardins a voyagé, instituteur chez les Indes du Canada, manœuvre, forgeron au barman, manœuvre dans les mines, géologue, écrivain dans le grand Sud, comme un père, administrateur de la Ferme et de Leonard Cohen. De ce périple au fond du continent, a surgi un *AMÉRIQUE* de langage, de mots éclatés d'amour, d'écritisme, de joies éphémères. Les textes sont superbes, les musiques parfois belles, l'homme interroge.

A son entrée en scène, Richard Desjardins, ses lunettes noires, se noue un foulard noir autour de son cou, tel un condamné. Nous sommes à Carcassonne, à l'automne 1460. « Un homme est pendu pour avoir aimé une autre femme ». Suivent vingt strophes d'un long poème écrit et chanté à la Française. Nous sommes à la fin du monde, sur un navire, les marins espagnols ont gagné l'or de la terre, la pluie s'est arrêtée de souffler, la pluie est tombée. Nous sommes aux premiers âges de l'Amérique, la femme est pleine. (Son) *Je veux fonder. Il lui faudra du feu.* Nous voilà sur terre, en Amérique. « Quand j'étais dans la terre, sous la terre, d'un côté de l'autre, des montagnes incomplètes, j'ai invité à une grande déception. »

Maintenant, je pleure plus ! Je ramasse des vides. Je contourne l'autoproduction (1), chanteur emphatique livré à son piano - ou à sa guitare - quand il s'agit d'évoquer sa ville natale, et minère, du côté d'Abitibi, - Desjardins vit sa révolte de l'intérieur, mais s'interdit la larme, le sentiment, quitte à en faire un passage l'émotion simple qui nous le rendrait plus doux.

Quand il badine, il chante en jouant, un mot en français d'aujourd'hui, un autre en français d'ailleurs et le reste en anglais. Avec beaucoup d'humour et d'imagination, chanteur se livre à une bande défilante à l'affichage digital, surgit de la scène à des fins de traduction simultanée. *Phénomène Philomène* : « Ça buzzait pas mal à l'hôtel central, un truck de bière supplémentaire », etc. (trente-quatre strophes). On rit beaucoup.

Aux Francofolies de la Rochelle, où Jean-Louis Fouliquier l'avait invité l'été dernier, Richard Desjardins avait d'emblée conquis la jeunesse, par ses piques envoyées à l'Amérique, au pouvoir, à l'argent, aux Indiens. Au Québec, où les jeunes chanteurs mettent entre parenthèses les problèmes d'identité poétique et culturelle (Luc Delara, chelero, Jean Leloup, Laurence Jalbert), il jette pavé la mer en poursuivant ses dérivées imaginaires dans la lignée de Plume Latraverse. Insolite et décalé, et désormais bienvenu dans le français.

VÉRONIQUE MORTAIGNE
14 et 15 février
14 heures. Tél. : 42-74-22-77.

(1) Deux albums à ce jour. Tu m'aimes-tu est distribué en France par BMG.

NOMINATION

Pierre Cardin à l'Institut de France

Pierre Cardin, élu mercredi 12 février à l'Académie des beaux-arts (l'une des cinq composantes de l'Institut de France), le premier couturier à entrer dans l'institution. Il a été élu au premier tour, à l'unanimité, au fauteuil du comédien Pierre Dux, décédé le 1^{er} décembre 1990.

[Fils d'émigrés italiens, né en Italie en 1922, Pierre Cardin, qui a colla-

borateur de Christian Dior, a constitué, depuis la création de sa propre maison, en 1949, un véritable empire qui étend ses ramifications dans le monde entier. 840 licences font travailler indirectement pour lui quelque 190 000 personnes. Propriétaire de l'espace théâtral qui porte son nom depuis 1970, il a racheté le célèbre « Maxim's » en 1981. En février 1991, Pierre Cardin avait été nommé ambassadeur honoraire de l'UNESCO.]

Fast Food

LE DERNIER SAMARITAIN
de Tony Scott

Le nouveau film de Tony Scott a de quoi offenser le monde : hommes, femmes, homosexuels, noirs et blancs. Avec une naïveté, cependant, n'en pres- plus aucune importance. Le pro- du *Dernier Samaritain* est

ouvertement ailleurs : redorer le blason de Bruce Willis, « star de film d'action à l'égale de Schwarzenegger ».

Le véhicule : le schéma classique « deux losers qui ne peuvent pas s'entendre mais finissent par s'entendre » : Willis et un ancien héros tombé bien bas, Damon Wayans (célèbre à la télévision américaine) ancienne du foot accusée d'usage de drogue, la ruption, sont forcés s'allier pour mener une enquête les conduisant à débusquer un glibet dans un Los Angeles sordide. Ça explose de tous les côtés, s'interrompt que le temps de lancer une réplique à mi-chemin entre l'obscénité et l'humour de comptoir. Peut servir de prélude à un MacDo-frites.

H. B.
Dans l'article concernant l'affectation du label NC-17 (anciennement X) au dernier film de Paul Verhoeven *Instinct* de (le Monde du 11 février), le label NC-17 Change devait évidemment être duit par « Pas de changement ».

A la paresseuse

EL PERRO
de Babry

C'est l'histoire d'un couple de couples. Il y a chez lui, il a du mal à se tenir debout. Avec l'imperturbable obstination des ivrognes, il tente en vain de discipliner son corps et de maîtriser les objets, le téléphone, son draps, son sommeil, une petite boîte magique... Sur le chemin de son cauchemar, il rencontre un dieu oriental, se cogne à des portes qui s'ouvrent sur les bruits de la ville, bute sur des morceaux de verre rouge, lesquels il construit une drôle de chaise, se retrouve dans une boîte, un verre à la main avant de jouer au billard avec des dames démesurées, de lancer dans la bataille des soldats des armées, de prêcher pour une assemblée d'animaux exotiques... le tout dans un langage grémisseux imitant différents accents. Dans son spectacle *El Perro*, Farid Chopel revient à ses premières amours. Il s'agit après le surréalisme, l'onirisme à la Bob Wilson, et puis dérive vers les blagues d'un humour classique.

Ce n'est pourtant pas son domaine. En revanche, quand il se met à danser, son corps caoutchouc, avec des mouvements saccadés de pantin monté sur ressorts, il est unique, poétique. Peut-être aurait-il dû s'adjoindre le regard d'un metteur en scène, de quel qu'un cas qui l'aurait aidé à développer ses idées, l'aurait empêché de s'égarer, de chercher le contact par le biais d'un rire machinal.

C. ■
Du mardi au dimanche à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 8 mars. Tél. : 48-31-11-45.

MUSIQUES

Boucurechliov au miroir du quatuor

Quand il écrit pour les quatre cordes, le compositeur français « rêve » à Beethoven et Webern sans les imiter

Miroir avait été un cycle de sept poèmes pour mezzo-soprano et orchestre créé, fin 1988, par Hélène Jossou et l'Orchestre philharmonique, sous la direction d'Arturo Tamayo. On se souvient alors d'un nouveau poids de l'harmonie, contrainte à la main du maître, subtilisée autour des intervalles essentiels, mais ne s'arrêtant pas pour quelques « notes » que ce soit. Remarquable aussi, dans ces poèmes crépusculaires, la polyphonie, claire, être académique, mou-

Cette définition particulière de l'image musicale, André Boucurechliov reprend dans *Miroir 2*, cinq pièces pour quatuor à cordes, commande de Radio-France créée par le Quatuor Ysaye. Il ne s'agit certes d'une simple réplique. Mais le compositeur inaugure une nouvelle modalité d'écriture, à la fois plus distinguée et plus communicative, et il était prévisible que cette expérience, à son tour, reprend une direc-

tion inaugurée il y a plus de vingt ans (*Ombres*, 1970), soit approfondie et devienne un style nouveau, clair, défini.

André Boucurechliov éprouve le besoin de se réinventer des musiques préexistantes par la nouveauté de l'œuvre et l'efficacité, besoin qu'il serait trop simple de réduire au simple de la compétence musicologique du compositeur. Il s'agit pas non plus de se reconforter en disant : « Je m'approprie donc l'existant ». Car la référence (à Beethoven, à Webern) n'a plus la consistance qu'une apparition du « rêve » du compositeur semble « révéler » naturellement les quatuors célèbres, qui ont parfaitement, avec l'histoire du genre.

C'est comme si les sons, de leur propre gré, établissent une pondance, une résurrection du passé, présent, réintégrant un modèle qui existe dans le subconscient du compositeur. Il n'y a, en fait, aucune contradiction entre

référence et inspiration personnelle : les deux définissent, au même degré, le territoire de Boucurechliov. Et si, par exemple, l'évolution de la dernière manière du compositeur exige un accroissement du rôle de l'intervalle musical, cette exigence se révèle naturellement l'harmonie lydie du quatuor op. 132 de Beethoven.

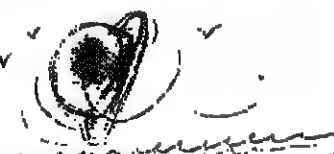
On peut se demander si le label « Les nouveaux interprètes », forcément biodégradable, convenait pour un ensemble à la réputation consolidée comme le Quatuor Ysaye (qui s'est chargé dimanche 9 février de sa création). Mais le cycle national à domicile créé par Radio-France pour la salle Gaveau favorise d'autres occasions la rencontre entre nouvelles œuvres (vrais) nouveaux interprètes, il y a lieu de s'en féliciter.

COSTIN GAZDAR

550 F*

UNE VOITURE ET JUSQU'À 5 PERSONNES

L'Angleterre n'a plus le sens des valeurs !



*ALLER SIMPLE OU ALLER-RETOUR 72 H MAXI SUR PLACE 550 F
ALLER-RETOUR 3 JOURS MAXI SUR PLACE 550 F
ALLER-RETOUR LONGUE DURÉE 1100 F

CALLUS - DOUVRES JUSQU'AU 31/03/92

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT



Jamais traversée n'aura été si facile

GLOBE

**"je disparaîtrai
et je n'aurai
rien caché..."**

27 Février 1990

HERVE GUIBERT

entretien littéraire, photos inédites

A Aubervilliers COMMUNE

entretiens avec Pierre Cornille
autoportrait de l'artiste



du 5 au 28 février
Tél. : 48-72-85-78

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

MÉCANIQUE AUTO
Hm 80 ans, chef d'atelier
spécialiste **RETOUR** et
30 ans d'exp. en
place de **chef d'atelier**
Tél. : 18-00-20 et/ou 40.
M. Gaudin, 4, allée des
Roses, 93-Brice.

**JURISTE MISSION
TOUTE DURÉE**
Expérience internationale
en Entrep. et Géo. Jurid.
DEA Droit, gestion M. Laven.
AVOCAT **EMMANUEL**
Tél. : 43-26-42-78 (Rappel)

**JURISTE MISSION
TOUTE DURÉE**
Expérience internationale
Entrep. et Géo. Jurid.
DEA Droit, gestion M. Laven.
AVOCAT **EMMANUEL**
Tél. : 43-26-42-78 (Rappel)

COMPTABLE
20 ans d'exp. comptabilité
généraliste, bilan inclus, déclarations
fiscales et sociales,
connaissance informatique
IBM AS 400.
Tél. : 34-18-11-06.

Secrétaire de haut niveau
- 13 ans d'expérience
- Matériel : Word 4, Word 5,
Word Perfect 5.1, Excel 3.0,
Microcom.
- Secteurs d'activité :
développement, banque, presse.
Tél. : 34-15-02-97 ap. 19 h.

JURISTE ans, DESS,
+ exp. souh. rejoindre
entreprise ou cabinet.
Tél. : 42-55-51-57 (r.p.).

Le Monde L'IMMOBILIER

**appartements
ventes**

12^e arrdt

GARE LYON
4 P., 5^e ét., 100 m²,
LACUEUX 48-07-57-15

14^e arrdt

Y. S. PARC MONTSOURIS
2/3 pièces 68 m²
irremuable pierre de taille revêtue
cheminée, escalier, cave
voies privées
emplacement privilégié
Prix : 1 850 000 F
Tél. : 45-93-28-75
Tél. : 37-31-10-22

16^e arrdt

BD MURAT
petit imm.
Léon 21 m², 4^e ét., 14 m²
Rég. NEUF - Tél. : 45-93-28-75
850 000 F - 42-80-16-23

**92
Hauts-de-Seine**

BOULOGNE
M. M. Sambat
PRIX INTÉRESSANT
4 P., 102 m²
Superbe séj., plein soleil.
Nouv. frais réduits.
Prox. commerces et métro.

BREGUET
Tél. 47-58-07-17

Val-de-Marne

**NOGENT-S/MARNE
EXCEPTIONNEL**
4 P., 5^e étage. Séjour
sur belle terr. plein sud.
Cave et parking inclus.
Livraison immédiate.
Prix : 1 885 000 F.

BREGUET
47-58-07-17

**appartements
achats**

**Rech. 2 P., 4 P., 5 P., 6 P.,
7 P., 14 P., 16 P., 18 P.,
20 P., 22 P., 24 P., 26 P.,
28 P., 30 P., 32 P., 34 P.,
36 P., 38 P., 40 P., 42 P.,
44 P., 46 P., 48 P., 50 P.,
52 P., 54 P., 56 P., 58 P.,
60 P., 62 P., 64 P., 66 P.,
68 P., 70 P., 72 P., 74 P.,
76 P., 78 P., 80 P., 82 P.,
84 P., 86 P., 88 P., 90 P.,
92 P., 94 P., 96 P., 98 P.,
100 P., 102 P., 104 P., 106 P.,
108 P., 110 P., 112 P., 114 P.,
116 P., 118 P., 120 P., 122 P.,
124 P., 126 P., 128 P., 130 P.,
132 P., 134 P., 136 P., 138 P.,
140 P., 142 P., 144 P., 146 P.,
148 P., 150 P., 152 P., 154 P.,
156 P., 158 P., 160 P., 162 P.,
164 P., 166 P., 168 P., 170 P.,
172 P., 174 P., 176 P., 178 P.,
180 P., 182 P., 184 P., 186 P.,
188 P., 190 P., 192 P., 194 P.,
196 P., 198 P., 200 P., 202 P.,
204 P., 206 P., 208 P., 210 P.,
212 P., 214 P., 216 P., 218 P.,
220 P., 222 P., 224 P., 226 P.,
228 P., 230 P., 232 P., 234 P.,
236 P., 238 P., 240 P., 242 P.,
244 P., 246 P., 248 P., 250 P.,
252 P., 254 P., 256 P., 258 P.,
260 P., 262 P., 264 P., 266 P.,
268 P., 270 P., 272 P., 274 P.,
276 P., 278 P., 280 P., 282 P.,
284 P., 286 P., 288 P., 290 P.,
292 P., 294 P., 296 P., 298 P.,
300 P., 302 P., 304 P., 306 P.,
308 P., 310 P., 312 P., 314 P.,
316 P., 318 P., 320 P., 322 P.,
324 P., 326 P., 328 P., 330 P.,
332 P., 334 P., 336 P., 338 P.,
340 P., 342 P., 344 P., 346 P.,
348 P., 350 P., 352 P., 354 P.,
356 P., 358 P., 360 P., 362 P.,
364 P., 366 P., 368 P., 370 P.,
372 P., 374 P., 376 P., 378 P.,
380 P., 382 P., 384 P., 386 P.,
388 P., 390 P., 392 P., 394 P.,
396 P., 398 P., 400 P., 402 P.,
404 P., 406 P., 408 P., 410 P.,
412 P., 414 P., 416 P., 418 P.,
420 P., 422 P., 424 P., 426 P.,
428 P., 430 P., 432 P., 434 P.,
436 P., 438 P., 440 P., 442 P.,
444 P., 446 P., 448 P., 450 P.,
452 P., 454 P., 456 P., 458 P.,
460 P., 462 P., 464 P., 466 P.,
468 P., 470 P., 472 P., 474 P.,
476 P., 478 P., 480 P., 482 P.,
484 P., 486 P., 488 P., 490 P.,
492 P., 494 P., 496 P., 498 P.,
500 P., 502 P., 504 P., 506 P.,
508 P., 510 P., 512 P., 514 P.,
516 P., 518 P., 520 P., 522 P.,
524 P., 526 P., 528 P., 530 P.,
532 P., 534 P., 536 P., 538 P.,
540 P., 542 P., 544 P., 546 P.,
548 P., 550 P., 552 P., 554 P.,
556 P., 558 P., 560 P., 562 P.,
564 P., 566 P., 568 P., 570 P.,
572 P., 574 P., 576 P., 578 P.,
580 P., 582 P., 584 P., 586 P.,
588 P., 590 P., 592 P., 594 P.,
596 P., 598 P., 600 P., 602 P.,
604 P., 606 P., 608 P., 610 P.,
612 P., 614 P., 616 P., 618 P.,
620 P., 622 P., 624 P., 626 P.,
628 P., 630 P., 632 P., 634 P.,
636 P., 638 P., 640 P., 642 P.,
644 P., 646 P., 648 P., 650 P.,
652 P., 654 P., 656 P., 658 P.,
660 P., 662 P., 664 P., 666 P.,
668 P., 670 P., 672 P., 674 P.,
676 P., 678 P., 680 P., 682 P.,
684 P., 686 P., 688 P., 690 P.,
692 P., 694 P., 696 P., 698 P.,
700 P., 702 P., 704 P., 706 P.,
708 P., 710 P., 712 P., 714 P.,
716 P., 718 P., 720 P., 722 P.,
724 P., 726 P., 728 P., 730 P.,
732 P., 734 P., 736 P., 738 P.,
740 P., 742 P., 744 P., 746 P.,
748 P., 750 P., 752 P., 754 P.,
756 P., 758 P., 760 P., 762 P.,
764 P., 766 P., 768 P., 770 P.,
772 P., 774 P., 776 P., 778 P.,
780 P., 782 P., 784 P., 786 P.,
788 P., 790 P., 792 P., 794 P.,
796 P., 798 P., 800 P., 802 P.,
804 P., 806 P., 808 P., 810 P.,
812 P., 814 P., 816 P., 818 P.,
820 P., 822 P., 824 P., 826 P.,
828 P., 830 P., 832 P., 834 P.,
836 P., 838 P., 840 P., 842 P.,
844 P., 846 P., 848 P., 850 P.,
852 P., 854 P., 856 P., 858 P.,
860 P., 862 P., 864 P., 866 P.,
868 P., 870 P., 872 P., 874 P.,
876 P., 878 P., 880 P., 882 P.,
884 P., 886 P., 888 P., 890 P.,
892 P., 894 P., 896 P., 898 P.,
900 P., 902 P., 904 P., 906 P.,
908 P., 910 P., 912 P., 914 P.,
916 P., 918 P., 920 P., 922 P.,
924 P., 926 P., 928 P., 930 P.,
932 P., 934 P., 936 P., 938 P.,
940 P., 942 P., 944 P., 946 P.,
948 P., 950 P., 952 P., 954 P.,
956 P., 958 P., 960 P., 962 P.,
964 P., 966 P., 968 P., 970 P.,
972 P., 974 P., 976 P., 978 P.,
980 P., 982 P., 984 P., 986 P.,
988 P., 990 P., 992 P., 994 P.,
996 P., 998 P., 1000 P., 1002 P.,
1004 P., 1006 P., 1008 P., 1010 P.,
1012 P., 1014 P., 1016 P., 1018 P.,
1020 P., 1022 P., 1024 P., 1026 P.,
1028 P., 1030 P., 1032 P., 1034 P.,
1036 P., 1038 P., 1040 P., 1042 P.,
1044 P., 1046 P., 1048 P., 1050 P.,
1052 P., 1054 P., 1056 P., 1058 P.,
1060 P., 1062 P., 1064 P., 1066 P.,
1068 P., 1070 P., 1072 P., 1074 P.,
1076 P., 1078 P., 1080 P., 1082 P.,
1084 P., 1086 P., 1088 P., 1090 P.,
1092 P., 1094 P., 1096 P., 1098 P.,
1100 P., 1102 P., 1104 P., 1106 P.,
1108 P., 1110 P., 1112 P., 1114 P.,
1116 P., 1118 P., 1120 P., 1122 P.,
1124 P., 1126 P., 1128 P., 1130 P.,
1132 P., 1134 P., 1136 P., 1138 P.,
1140 P., 1142 P., 1144 P., 1146 P.,
1148 P., 1150 P., 1152 P., 1154 P.,
1156 P., 1158 P., 1160 P., 1162 P.,
1164 P., 1166 P., 1168 P., 1170 P.,
1172 P., 1174 P., 1176 P., 1178 P.,
1180 P., 1182 P., 1184 P., 1186 P.,
1188 P., 1190 P., 1192 P., 1194 P.,
1196 P., 1198 P., 1200 P., 1202 P.,
1204 P., 1206 P., 1208 P., 1210 P.,
1212 P., 1214 P., 1216 P., 1218 P.,
1220 P., 1222 P., 1224 P., 1226 P.,
1228 P., 1230 P., 1232 P., 1234 P.,
1236 P., 1238 P., 1240 P., 1242 P.,
1244 P., 1246 P., 1248 P., 1250 P.,
1252 P., 1254 P., 1256 P., 1258 P.,
1260 P., 1262 P., 1264 P., 1266 P.,
1268 P., 1270 P., 1272 P., 1274 P.,
1276 P., 1278 P., 1280 P., 1282 P.,
1284 P., 1286 P., 1288 P., 1290 P.,
1292 P., 1294 P., 1296 P., 1298 P.,
1300 P., 1302 P., 1304 P., 1306 P.,
1308 P., 1310 P., 1312 P., 1314 P.,
1316 P., 1318 P., 1320 P., 1322 P.,
1324 P., 1326 P., 1328 P., 1330 P.,
1332 P., 1334 P., 1336 P., 1338 P.,
1340 P., 1342 P., 1344 P., 1346 P.,
1348 P., 1350 P., 1352 P., 1354 P.,
1356 P., 1358 P., 1360 P., 1362 P.,
1364 P., 1366 P., 1368 P., 1370 P.,
1372 P., 1374 P., 1376 P., 1378 P.,
1380 P., 1382 P., 1384 P., 1386 P.,
1388 P., 1390 P., 1392 P., 1394 P.,
1396 P., 1398 P., 1400 P., 1402 P.,
1404 P., 1406 P., 1408 P., 1410 P.,
1412 P., 1414 P., 1416 P., 1418 P.,
1420 P., 1422 P., 1424 P., 1426 P.,
1428 P., 1430 P., 1432 P., 1434 P.,
1436 P., 1438 P., 1440 P., 1442 P.,
1444 P., 1446 P., 1448 P., 1450 P.,
1452 P., 1454 P., 1456 P., 1458 P.,
1460 P., 1462 P., 1464 P., 1466 P.,
1468 P., 1470 P., 1472 P., 1474 P.,
1476 P., 1478 P., 1480 P., 1482 P.,
1484 P., 1486 P., 1488 P., 1490 P.,
1492 P., 1494 P., 1496 P., 1498 P.,
1500 P., 1502 P., 1504 P., 1506 P.,
1508 P., 1510 P., 1512 P., 1514 P.,
1516 P., 1518 P., 1520 P., 1522 P.,
1524 P., 1526 P., 1528 P., 1530 P.,
1532 P., 1534 P., 1536 P., 1538 P.,
1540 P., 1542 P., 1544 P., 1546 P.,
1548 P., 1550 P., 1552 P., 1554 P.,
1556 P., 1558 P., 1560 P., 1562 P.,
1564 P., 1566 P., 1568 P., 1570 P.,
1572 P., 1574 P., 1576 P., 1578 P.,
1580 P., 1582 P., 1584 P., 1586 P.,
1588 P., 1590 P., 1592 P., 1594 P.,
1596 P., 1598 P., 1600 P., 1602 P.,
1604 P., 1606 P., 1608 P., 1610 P.,
1612 P., 1614 P., 1616 P., 1618 P.,
1620 P., 1622 P., 1624 P., 1626 P.,
1628 P., 1630 P., 1632 P., 1634 P.,
1636 P., 1638 P., 1640 P., 1642 P.,
1644 P., 1646 P., 1648 P., 1650 P.,
1652 P., 1654 P., 1656 P., 1658 P.,
1660 P., 1662 P., 1664 P., 1666 P.,
1668 P., 1670 P., 1672 P., 1674 P.,
1676 P., 1678 P., 1680 P., 1682 P.,
1684 P., 1686 P., 1688 P., 1690 P.,
1692 P., 1694 P., 1696 P., 1698 P.,
1700 P., 1702 P., 1704 P., 1706 P.,
1708 P., 1710 P., 1712 P., 1714 P.,
1716 P., 1718 P., 1720 P., 1722 P.,
1724 P., 1726 P., 1728 P., 1730 P.,
1732 P., 1734 P., 1736 P., 1738 P.,
1740 P., 1742 P., 1744 P., 1746 P.,
1748 P., 1750 P., 1752 P., 1754 P.,
1756 P., 1758 P., 1760 P., 1762 P.,
1764 P., 1766 P., 1768 P., 1770 P.,
1772 P., 1774 P., 1776 P., 1778 P.,
1780 P., 1782 P., 1784 P., 1786 P.,
1788 P., 1790 P., 1792 P., 1794 P.,
1796 P., 1798 P., 1800 P., 1802 P.,
1804 P., 1806 P., 1808 P., 1810 P.,
1812 P., 1814 P., 1816 P., 1818 P.,
1820 P., 1822 P., 1824 P., 1826 P.,
1828 P., 1830 P., 1832 P., 1834 P.,
1836 P., 1838 P., 1840 P., 1842 P.,
1844 P., 1846 P., 1848 P., 1850 P.,
1852 P., 1854 P., 1856 P., 1858 P.,
1860 P., 1862 P., 1864 P., 1866 P.,
1868 P., 1870 P., 1872 P., 1874 P.,
1876 P., 1878 P., 1880 P., 1882 P.,
1884 P., 1886 P., 1888 P., 1890 P.,
1892 P., 1894 P., 1896 P., 1898 P.,
1900 P., 1902 P., 1904 P., 1906 P.,
1908 P., 1910 P., 1912 P., 1914 P.,
1916 P., 1918 P., 1920 P., 1922 P.,
1924 P., 1926 P., 1928 P., 1930 P.,
1932 P., 1934 P., 1936 P., 1938 P.,
1940 P., 1942 P., 1944 P., 1946 P.,
1948 P., 1950 P., 1952 P., 1954 P.,
1956 P., 1958 P., 1960 P., 1962 P.,
1964 P., 1966 P., 1968 P., 1970 P.,
1972 P., 1974 P., 1976 P., 1978 P.,
1980 P., 1982 P., 1984 P., 1986 P.,
1988 P., 1990 P., 1992 P., 1994 P.,
1996 P., 1998 P., 2000 P., 2002 P.,
2004 P., 2006 P., 2008 P., 2010 P.,
2012 P., 2014 P., 2016 P., 2018 P.,
2020 P., 2022 P., 2024 P., 2026 P.,
2028 P., 2030 P., 2032 P., 2034 P.,
2036 P., 2038 P., 2040 P., 2042 P.,
2044 P., 2046 P., 2048 P., 2050 P.,
2052 P., 2054 P., 2056 P., 2058 P.,
2060 P., 2062 P., 2064 P., 2066 P.,
2068 P., 2070 P., 2072 P., 2074 P.,
2076 P., 2078 P., 2080 P., 2082 P.,
2084 P., 2086 P., 2088 P., 2090 P.,
2092 P., 2094 P., 2096 P., 2098 P.,
2100 P., 2102 P., 2104 P., 2106 P.,
2108 P., 2110 P., 2112 P., 2114 P.,
2116 P., 2118 P., 2120 P., 2122 P.,
2124 P., 2126 P., 2128 P., 2130 P.,
2132 P., 2134 P., 2136 P., 2138 P.,
2140 P., 2142 P., 2144 P., 2146 P.,
2148 P., 2150 P., 2152 P., 2154 P.,
2156 P., 2158 P., 2160 P., 2162 P.,
2164 P., 2166 P., 2168 P., 2170 P.,
2172 P., 2174 P., 2176 P., 2178 P.,
2180 P., 2182 P., 2184 P., 2186 P.,
2188 P., 2190 P., 2192 P., 2194 P.,
2196 P., 2198 P., 2200 P., 2202 P.,
2204 P., 2206 P., 2208 P., 2210 P.,
2212 P., 2214 P., 2216 P., 2218 P.,
2220 P., 2222 P., 2224 P., 2226 P.,
2228 P., 2230 P., 2232 P., 2234 P.,
2236 P., 2238 P., 2240 P., 2242 P.,
2244 P., 2246 P., 2248 P., 2250 P.,
2252 P., 2254 P., 2256 P., 2258 P.,
2260 P., 2262 P., 2264 P., 2266 P.,
2268 P., 2270 P., 2272 P., 2274 P.,
2276 P., 2278 P., 2280 P., 2282 P.,
2284 P., 2286 P., 2288 P., 2290 P.,
2292 P., 2294 P., 2296 P., 2298 P.,
2300 P., 2302 P., 2304 P., 2306 P.,
2308 P., 2310 P., 2312 P., 2314 P.,
2316 P., 2318 P., 2320 P., 2322 P.,
2324 P., 2326 P., 2328 P., 2330 P.,
2332 P., 2334 P., 2336 P., 2338 P.,
2340 P., 2342 P., 2344 P., 2346 P.,
2348 P., 2350 P., 2352 P., 2354 P.,
2356 P., 2358 P., 2360 P., 2362 P.,
2364 P., 2366 P., 2368 P., 2370 P.,
2372 P., 2374 P., 2376 P., 2378 P.,
2380 P., 2382 P., 2384 P., 2386 P.,
2388 P., 2390 P., 2392 P., 2394 P.,
2396 P., 2398 P., 2400 P., 2402 P.,
2404 P., 2406 P., 2408 P., 2410 P.,
2412 P., 2414 P., 2416 P., 2418 P.,
2420 P., 2422 P., 2424 P., 2426 P.,
2428 P., 2430 P., 2432 P., 2434 P.,
2436 P., 2438 P., 2440 P., 2442 P.,
2444 P., 2446 P., 2448 P., 2450 P.,
2452 P., 2454 P., 2456 P., 2458 P.,
2460 P., 2462 P., 2464 P., 2466 P.,
2468 P., 2470 P., 2472 P., 2474 P.,
2476 P., 2478 P., 2480 P., 2482 P.,
2484 P., 2486 P., 2488 P., 2490 P.,
2492 P., 2494 P., 2496 P., 2498 P.,
2500 P., 2502 P., 2504 P., 2506 P.,
2508 P., 2510 P., 2512 P., 2514 P.,
2516 P., 2518 P., 2520 P., 2522 P.,
2524 P., 2526 P., 2528 P., 2530 P.,
2532 P., 2534 P., 2536 P., 2538 P.,
2540 P., 2542 P., 2544 P., 2546 P.,
2548 P., 2550 P., 2552 P., 2554 P.,
2556 P., 2558 P., 2560 P., 2562 P.,
2564 P., 2566 P., 2568 P., 2570 P.,
2572 P., 2574 P., 2576 P., 2578 P.,
2580 P., 2582 P., 2584 P., 2586 P.,
2588 P., 2590 P., 2592 P., 2594 P.,
2596 P., 2598 P., 2600 P., 2602 P.,
2604 P., 2606 P., 2608 P., 2610 P.,
2612 P., 2614 P., 2616 P., 2618 P.,
2620 P., 2622 P., 2624 P., 2626 P.,
2628 P., 2630 P., 2632 P., 2634 P.,
2636 P., 2638 P., 2640 P., 2642 P.,
2644 P., 2646 P., 2648 P., 2650 P.,
2652 P., 2654 P., 2656 P., 2658 P.,
2660 P., 2662 P., 2664 P., 2666 P.,
2668 P., 2670 P., 2672 P., 2674 P.,
2676 P., 2678 P., 2680 P., 2682 P.,
2684 P., 2686 P., 2688 P., 2690 P.,
2692 P., 2694 P., 2696 P., 2698 P.,
2700 P., 2702 P., 2704 P., 2706 P.,
2708 P., 2710 P., 2712 P., 2714 P.,
2716 P., 2718 P., 2720 P., 2722 P.,
2724 P., 2726 P., 2728 P., 2730 P.,
2732 P., 2734 P., 2736 P., 2738 P.,
2740 P., 2742 P., 2744 P., 2746 P.,
2748 P., 2750 P., 2752 P., 2754 P.,
2756 P., 2758 P., 2760 P., 2762 P.,
2764 P., 2766 P., 2768 P., 2770 P.,
2772 P., 2774 P., 2776 P., 2778 P.,
2780 P., 2782 P., 2784 P., 2786 P.,
2788 P., 2790 P., 2792 P., 2794 P.,
2796 P., 2798 P., 2800 P., 2802 P.,
2804 P., 2806 P., 2808 P., 2810 P.,
2812 P., 2814 P., 2816 P., 2818 P.,
2820 P., 2822 P., 2824 P., 2826 P.,
2828 P., 2830 P., 2832 P., 2834 P.,
2836 P., 2838 P., 2840 P., 2842 P.,
2844 P., 2846 P., 2848 P., 2850 P.,
2852 P., 2854 P., 2856 P., 2858 P.,
2860 P., 2862 P., 2864 P., 2866 P.,
2868 P., 2870 P., 2872 P., 2874 P.,
2876 P., 2878 P., 2880 P., 2882 P.,
2884 P., 2886 P., 2888 P., 2890 P.,
2892 P., 2894 P., 2896 P., 2898 P.,
2900 P., 2902 P., 2904 P., 2906 P.,
2908 P., 2910 P., 2912 P., 2914 P.,
2916 P., 2918 P., 2920 P., 2922 P.,
2924 P., 2926 P., 2928 P., 2930 P.,
2932 P., 2934 P., 2936 P., 2938 P.,
2940 P., 2942 P., 2944 P., 2946 P.,
2948 P., 2950 P., 2952 P., 2954 P.,
2956 P., 2958 P., 2960 P., 2962 P.,
2964 P., 2966 P., 2968 P., 2970 P.,
2972 P., 2974 P., 2976 P., 2978 P.,
2980 P., 2982 P., 2984 P., 2986 P.,
2988 P., 2990 P., 2992 P., 2994 P.,
2996 P.,**

ÉCONOMIE

En forte croissance pour les années 1993-1997

BILLET

Optimisme à Wall Street

En battant tous ses records, la hausse de Wall Street traduit une véritable confiance dans les milieux financiers de la zone dollar. L'économie américaine, qui peut s'interroger sur les raisons de son optimisme, ne peut pas l'industrie continue à supprimer des emplois. Mais les investisseurs : la hausse de New-York a gagné 24,4 % depuis un an. La forte hausse des valeurs boursières, en conséquence d'un regain d'optimisme, peut aussi être le résultat d'une reprise de l'activité, notamment des dépenses de consommation des ménages ; ces dépenses qui, en stagnaient depuis des mois, ont commencé à augmenter. L'euphorie des investisseurs 1987-1990 a certainement eu pour effet l'effondrement des prix pétroliers qui s'est produit à la fin de 1990 au début de 1991. Cette baisse, qui a appauvri les pays pétroliers, a enrichi les entreprises et les investisseurs des pays industrialisés, améliorant les marges bénéficiaires des premières et le pouvoir d'achat des seconds. D'où le boom des investissements et des dépenses de consommation enregistré durant ces années fastes.

Mais cet optimisme a certainement joué un rôle important dans la croissance exceptionnelle des années 1987-1990 : l'effet de richesse produit par la valorisation des actifs immobiliers. Une valorisation qui, dans certains pays, a pris des proportions extravagantes, quand on songe notamment aux prix des terrains et des immeubles. En Grande-Bretagne par exemple, 40 % de la richesse des ménages est dans l'immobilier. L'envolée des prix de la bourse et des plus-values qu'elle a fait naître ont donné aux consommateurs une impression d'aisance financière qui les a incités à moins épargner et à plus dépenser. Au cours des dernières années de la décennie 80, les taux d'épargne ont baissé dans les pays industrialisés. Quand les valeurs immobilières ont baissé ou se sont effondrées, au contraire, la croissance, l'effet produit a été exactement inverse : impression d'appauvrissement, besoin d'épargner, peur de dépenser. Nous en sommes là. La hausse de Wall Street n'efface pas la quasi-stagnation du pouvoir d'achat des ménages, ni les effets de réductions d'emploi, ni la dégringolade des prix immobiliers. Mais elle peut donner à la population américaine le sentiment qu'il est possible de s'enrichir rapidement. Et si l'Amérique reprend confiance...

ALAIN VERNHOLLES

INDICATEURS

ALLEMAGNE

Commerce de détail : + 5,6 % en 1991. — Le chiffre d'affaires du commerce de détail a atteint un nouveau record en 1991, progressant de 5,6 % en termes réels par rapport à 1990, selon les données publiées, le 12 février, par l'Office fédéral des statistiques. L'année 1991 avait battu le premier record depuis 1970 avec 8,2 % de progression, souligné l'office, qui a fourni que les variations. En décembre 1991, le chiffre d'affaires du commerce de détail a essuyé un léger recul (-0,5 %) par rapport à décembre 1990, à nombre de jours de travail égal (vingt-quatre jours).

JAPON

Excédent commercial : + 321 milliards de yens en janvier. — L'excédent commercial du Japon a atteint un bond de 321 milliards de yens par rapport à janvier 1991. Ce chiffre est toutefois inférieur à l'ancien record de 10 milliards de dollars en décembre dernier, a annoncé, jeudi 13 février, le ministère des finances. Les exportations nippones ont crû de 9,7 % à 20,1 milliards de dollars, tandis que les importations reculaient de 3,8 % à 20,1 milliards de dollars. L'excédent avec les États-Unis s'est élevé à 2,4 milliards de dollars. Les exportations du Japon vers ce pays ont grimpé à 17,6 milliards de dollars, tandis que les importations nippones étaient de 0,3 % à 4,3 milliards de dollars.

Le budget communautaire vise à renforcer la compétitivité européenne

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a présenté mercredi 12 février le projet de plan de financement de la CEE pour les années 1993-1997 devant le Parlement européen. La majorité de l'hémicycle a accueilli favorablement les propositions de l'exécutif communautaire. Afin de procéder à une analyse plus précise, l'Assemblée a créé une commission ad hoc qui produira des conclusions avant le Conseil européen de juin prochain à Lisbonne.

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

En tablant sur une croissance moyenne de 2,5 % par an dans la Communauté sur la période quinquennale considérée, Bruxelles prévoit d'augmenter de 11 milliards d'euros (1) le budget de l'année pour atteindre un volume de dépenses de 87 milliards d'euros 1997 (le Monde du

11 février). Pour M. Jacques Delors, il s'agit de poursuivre « la réforme dans la continuité » à ce titre, l'une des priorités est le renforcement de la compétitivité de l'économie européenne. Cet objectif d'autant plus nécessaire dans l'esprit du président de la Commission que « la Communauté n'est pas encore un pôle de croissance ».

C'est pour cette raison que, dans l'augmentation globale envisagée, il est prévu de consacrer 3,5 milliards d'euros à un objectif. Selon M. Delors, 30 % des fonds réservés au développement des infrastructures de transport et des télécommunications, 70 % également pour la formation de personnels très qualifiés et 40 % à la recherche industrielle. Le budget 1992 de la CEE est de 3,6 milliards d'euros et le secteur de la recherche représente 25 % du coût des projets présentés par plusieurs groupes industriels européens. L'ancien ministre français des finances a tenu à préciser qu'il n'était pas question de changer de méthode dans les cinq prochaines années. Dans son entourage, on fait tout de même valoir qu'on

songe beaucoup à l'industrie mobile. L'accent qui est mis sur l'ampleur de l'effort à accomplir au maître de recherche tient à la dégradation du solde commercial des produits manufacturés en 1985 (+ 116 milliards d'euros) et 1990 (+ 50,5 milliards d'euros) qui, dans le document de la Commission, « révèle la fragilité de la compétitivité de l'industrie européenne par rapport aux États-Unis et au Japon ».

Aider les régions les plus pauvres

Ainsi, poursuit le texte, les biens de très haute technologie représentent 31 % des exportations japonaises, 27 % à celles des Japonais et seulement 17 % à celles des Douze à l'extérieur. Il y a eu aussi une baisse du financement de la recherche dans la CEE atteint juste 2,1 % du PIB (produit national brut) contre 2,8 % aux États-Unis et 3,5 % au Japon.

L'accroissement le plus spectaculaire des dépenses sera néanmoins à l'actif des régions les plus

pauvres de la CEE — dont devraient faire partie à compter de l'année prochaine les régions Lander allemands — et de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de l'Irlande pour lesquels il a été créé un « fonds de cohésion » destiné à aider quatre pays à accrocher le train de l'union économique et monétaire. Ainsi, les fonds consacrés aux « fonds structurels » (Fonds régional, Fonds social, Fonds d'orientation agricole) — qui atteignent 11 milliards d'euros — et les « fonds de cohésion » augmentent, à la Douze suivante la Commission, de 11 milliards d'euros dans le budget de 1997.

M. Delors a en outre précisé que le « renforcement de l'action extérieure » nécessitera une progression de l'effort financier chiffré à 3,5 milliards d'euros par an, la période considérée. C'est-à-dire que l'aide financière aujourd'hui la Communauté aux pays méditerranéens et d'Europe centrale et orientale devrait doubler d'ici cinq ans. Le président de la Commission a indiqué aussi qu'une

réserve substantielle serait constituée pour ne plus laisser surprendre des situations imprévisibles.

Le document de la Commission évalue d'ailleurs la question de la contribution britannique dont le système de « compensation » sera mis en fin de l'année. Il est évident qu'à l'occasion des négociations de finances futures de la Communauté, la Grande-Bretagne va demander à la fois la reconduction du mécanisme actuel.

Interrogé à ce sujet, M. Delors a indiqué que c'était sciemment que son projet ne se prononçait pas sur cette question qu'il était maintenant la réaction des gouvernements membres. Conscient des difficultés du dossier, il n'a pas exclu qu'un Conseil européen « extraordinaire » pourrait se tenir après les élections législatives en Grande-Bretagne, qui devraient se dérouler en avril prochain.

MARCEL SCOTTO

(1) Un euro = 7 F.

Dans une conjoncture morose

La Grande-Bretagne se mobilise contre les « eurocrates »

L'annonce par M. Jacques Delors d'une augmentation du budget de la Communauté européenne a provoqué une levée de boucliers en Grande-Bretagne. La réaction du gouvernement conservateur est d'autant plus vive que, dans une situation économique et politique plus en plus incertaine, la « résistance » face à Bruxelles peut constituer un thème porteur pour la campagne électorale.

LONDRES

de notre correspondant

« I want my money back » (rendez-moi mon argent), avait lancé M. Margaret Thatcher, obtenant satisfaction sous la forme d'un large rabais à la contribution britannique au budget de la Communauté. « Pas un penny de plus pour l'Europe », a-t-il écrit, mercredi 12 février, le journal *Evening Standard*, paraphrasant la réaction du premier ministre, M. John Major, à l'annonce d'une augmentation de la quote-part que devrait acquitter la Grande-Bretagne.

L'intransigeance manifestée par la « Dame de fer » ayant fait échouer le plan électoral, le gouvernement qui doit affronter des élections parlementaires incertaines, peut-il se tourner vers l'« résistance » face aux sombres desseins de la Commission de Bruxelles ?

Conséquence directe des traités signés à Maastricht, selon M. Jacques Delors, l'augmentation d'un tiers — 14 milliards de livres — du budget européen est destinée à accroître l'effort des

pays « riches » en faveur des États les plus pauvres de la Communauté. Pratiquement, cela signifie que la Grande-Bretagne devrait supporter une « rallonge » de 2 milliards de livres. Ses partisans, au premier rang desquels l'Allemagne, ne seraient pas fâchés de profiter de l'occasion pour imposer une réévaluation de la contribution britannique. Ces perspectives ont provoqué un véritable tollé à Londres, le premier ministre donnant la tonne : « Pas question ! ».

Plusieurs responsables du gouvernement lui ont fait écho, le président du parti conservateur, M. Chris Patten, qui les Britanniques « se battent » pour défendre leurs intérêts.

Ces réactions exacerbées s'expliquent par des raisons « domestiques » : le parti de M. Major cherche désespérément à reprendre l'initiative, le plan politique qu'il élabore, les conservateurs et les travaillistes restent extrêmement proches dans les sondages (environ 40 % des intentions de vote chacun), ce qui signifie que la perspective d'une Chambre des lords ou d'un des deux grands partis n'aurait la majorité absolue devient de plus en plus vraisemblable.

La reprise tant attendue...

Faute de pouvoir différencier nettement par l'idéologie le programme, les partis Tory et Labour bataillent ferme depuis quelques mois à propos de l'état de l'économie. M. Major a longuement tergiversé pour éviter de choisir la date du scrutin parlementaire (celle-ci) à avril apparaît aujourd'hui vraisemblable, dans

l'espoir que la reprise de l'économie se manifesterait et, partant, constituerait un « bonus » électoral dont les conservateurs ont besoin pour l'emporter. Un tel espoir est aujourd'hui évanoui. Les multiples déclarations officielles selon lesquelles la reprise est en route ont essuyé un cruel démenti.

La Banque d'Angleterre, dans son dernier rapport, a dit sans ambages : « La reprise attendue n'est pas en route ». La plupart des indices confirment l'économie britannique n'est pas sortie de la récession économique la plus grave traversée par la Grande-Bretagne depuis la fin de la seconde mondiale.

La mise en garde de la Banque d'Angleterre

La croissance n'augmentera plus de 1 % cette année (après un déclin de 2,5 % en 1991), soit moins de la moitié de l'indice avancé en novembre dernier par le chancelier de l'Echiquier. Le chômage se creuse davantage chaque mois, les derniers chiffres faisant apparaître un total de près de 2,6 millions de chômeurs. Après les 100 suppressions d'emploi annoncées par Ford, British Aerospace a confirmé 2 350 licenciements.

Préoccupé par le menace d'un dérapage budgétaire, la Banque d'Angleterre a mis en garde le gouvernement britannique, qui doit maintenant se battre pour la reprise de l'économie par une relance artificielle de la consommation.

Le chancelier de l'Echiquier, qui doit présenter le budget le 10 mars, est en effet soumis à de fortes pressions de plus en plus fortes de la part des parlementaires conservateurs inquiets des perspectives électorales.

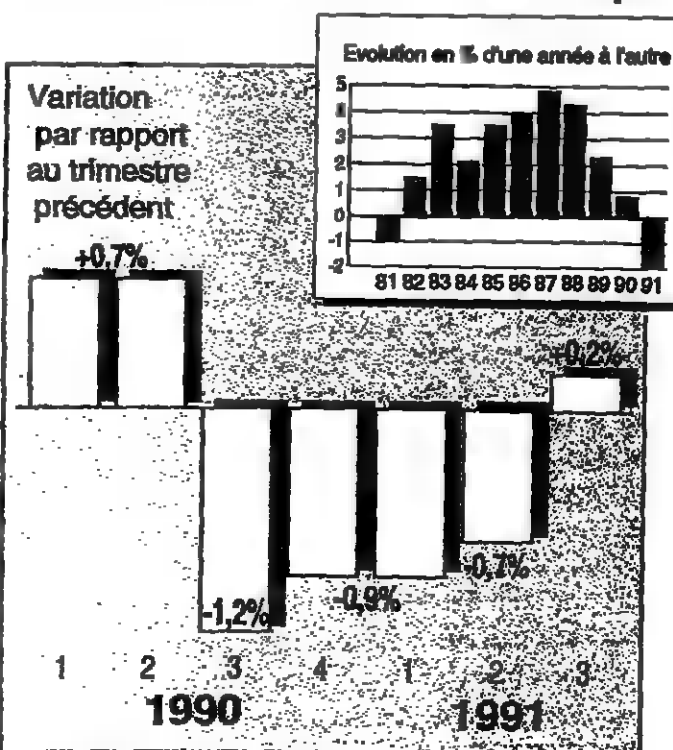
Outre un allègement des impôts, ceux-ci demandent une baisse des taux d'intérêt, supposée freiner l'épargne et relancer l'emprunt et la consommation. Le gouvernement a déjà consenti à une baisse importante — 9,5 milliards en 1990 après 100,4 milliards en 1989. Pour 1991, le déficit pourrait s'établir à 120 et 130 milliards de francs (le Monde daté 9-10 février) du fait d'une exceptionnelle diminution de recettes fiscales, à 11 et 75 milliards de francs, « Cette baisse est le résultat du ralentissement de l'économie qui a provoqué des pertes de recettes fiscales supérieures à celles prévues lors de la présentation du collectif (loi de finances rectificative) de fin 1991 », souligne le ministère de l'Economie et des Finances.

Devant la tempête provoquée en Grande-Bretagne par l'annonce de l'inflation du budget communautaire, M. Delors a souligné qu'il ne souhaitait pas « embarrasser » le gouvernement britannique, le paiement de la « facture » communautaire pouvant intervenir après les élections parlementaires.

Dans la situation à bien des égards morose que traverse M. Major, une nouvelle mobilisation populaire contre les « eurocrates » pourrait révéler payante sur le plan politique : dans ces conditions, le « geste » du président de la Commission européenne ne rend pas forcément service à M. Major!

LAURENT ZECCHINI

Produit intérieur brut britannique



Le déficit budgétaire a atteint en 1991 123,5 milliards de francs

Le déficit du budget de l'État a atteint 123,5 milliards de francs en 1991, soit 21,7 milliards de francs de plus qu'en 1990 (101,8 milliards de francs), a indiqué le ministère de l'Economie et des Finances dans un communiqué publié mercredi 12 février. Ce déficit, estimé en gestion n'inclut pas les opérations (dépenses et recettes) de la période complémentaire qui s'étend jusqu'au 8 mars, souligne le ministère de l'Economie et des Finances.

Les chiffres de déficit habituellement retenus sont exprimés en excédent ou déficit de la période complémentaire. Sur cette base, l'excédent de 1990 après 93,2 milliards en 1989, le déficit pourrait s'établir à 120 et 130 milliards de francs (le Monde daté 9-10 février) du fait d'une exceptionnelle diminution de recettes fiscales, à 11 et 75 milliards de francs, « Cette baisse est le résultat du ralentissement de l'économie qui a provoqué des pertes de recettes fiscales supérieures à celles prévues lors de la présentation du collectif (loi de finances rectificative) de fin 1991 », souligne le ministère de l'Economie et des Finances.

Conseiller M. Bérégovoy

M. François Monier nommé à la direction de la prévision

M. François Monier, l'un des principaux conseillers du ministre de l'Economie et des Finances, a été nommé, mercredi 12 février, par le conseil des ministres, directeur de la prévision au sein de l'Economie, en remplacement de M. Vial.

Né le 11 juin 1945, ancien élève de l'école polytechnique et de l'école nationale de statistique et de l'administration économique (ENSAE), M. Monier a exercé de nombreuses responsabilités à l'INSEE, il était un spécialiste de la conjoncture. Après avoir été directeur général des télécommunications, M. Monier a été nommé au cabinet de M. Pierre Mauroy à Matignon, où il fut chargé de mission de 1981 à 1984. Créateur technique du M. Bérégovoy en 1984 et puis chef du service économique au Commissariat général du Plan pendant la période de la cohabitation, il a été nommé aux côtés du ministre des finances après la réélection de M. François Mitterrand. M. Monier a été promu directeur de mission de 1989, pour le Plan, la conjoncture et la macro-économie.

MM. Claude Thomas et Guy Matteudi quittent la direction de l'AFPA. — Un communiqué, publié à l'issue de la réunion du bureau, l'Association pour la formation professionnelle (AFPA), annonce que MM. Claude Thomas et Guy Matteudi, respectivement président et directeur, ne vont quitter leurs fonctions. Une nouvelle direction sera nommée le 4 mars par l'Assemblée générale. M. Thomas avait été nommé en janvier 1991 et M. Matteudi dirigeait l'AFPA depuis six ans et demi.

COMM

Medias russes

VIE DES ENTREPRISES

Les difficultés de l'automobile haut de gamme en Europe

Mercedes Benz envisage de supprimer plusieurs milliers d'emplois

Mercedes Benz, le constructeur automobile allemand filiale du conglomérat industriel Daimler-Benz, s'apprête à annoncer d'importantes réductions d'effectifs. Une indiscretion recueillie par l'agence Reuters a couru mercredi 12 février les milieux industriels outre-Rhin : elle faisait état d'un plan de suppression d'emplois étalé jusqu'en 1995. Ce chiffre, qui représente un peu moins de 10 % des effectifs mondiaux du constructeur de berlines haut de gamme (Mercedes Benz emploie, total, 238 000 salariés), n'a été confirmé par la firme. Un porte-parole du groupe reconnaît toutefois que « Mercedes envisageait une réduction de plusieurs milliers d'emplois ». Le groupe automobile, qui s'est fixé pour objectif de réaliser 4 milliards de deutschemarks (soit 13,6 milliards de francs) d'économies par

an d'ici à 1995, est, semble-t-il, déterminé à diminuer ses frais de personnel. Intervenant peu après l'annonce par BMW de 1 000 suppressions de postes, le plan attribué à Mercedes relativise quelque peu l'impression d'inévitabilité et de moindre sensibilité à la conjoncture que donnent les constructeurs automobiles allemands à véhicules haut de gamme. Programmes d'économies, efforts soutenus de productivité, réductions d'effectifs : Mercedes comme BMW sentent leur tour le quotidien des constructeurs européens « généralistes ».

Ajoutons-y les difficultés très sérieuses de Jaguar, l'on comprendra que le haut de gamme, Europe, traverse une passe délicate. La compétition s'y accroît. Les groupes automobiles généralistes tentent en effet de renforcer sur ce segment le marché. Certains y

parviennent bien. C'est le cas, par exemple, de Renault, qui sa R25, Timides jusqu'à présent en Europe, Toyota, Nissan et Honda - qui ont fait une percée très nette sur le créneau aux États-Unis, à des prix ultracompetitifs - ne manquent pas de profiter de l'ouverture progressive du marché automobile dans le CEE pour y commercialiser leurs Lexus et Infiniti. Les Mercedes, qui chez eux ont une situation plus délicate.

Vache ! fait Daimler-Benz. Mercedes ne peut vraiment compter sur le soutien financier des autres activités du conglomérat, prole, pour certaines d'entre elles (l'électroménager avec AEG par exemple), à une situation plus délicate.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PROCÈS

Apple va réclamer plus de 1 milliard de dollars pour violation de copyright. Le constructeur informatique californien Apple compte réclamer 4,36 milliards de dollars (33 milliards de francs environ) l'éditeur de logiciels Microsoft dans le cadre d'un procès pour violation de copyright. La demande de dommages n'a pas été déposée, précise-on chez Apple. Toutefois, Microsoft annonçait mercredi 12 février être informé des intentions de la firme de Cupertino. Le procès judiciaire a été entamé par Apple en 1988, une plainte déposée contre Microsoft et Hewlett-Packard pour violation de copyright sur l'ordinateur Apple Macintosh. Le procès, qui a débuté en 1991, en vertu d'un accord Apple et Microsoft.

Le 11 février, pour l'OPA d'Exor sur Perrier. Les sociétés Exor, Société générale et Saint Louis, sauront, après l'audience du 21 février à la cour d'appel de Paris, si elles disposent d'un sursis pour déposer une offre publique d'achat (OPA) sur Perrier. Le 15 janvier, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a demandé à ces trois sociétés qui détiennent 49,1 % de Perrier de déposer une OPA sur le leader mondial des minérales, convoité par ailleurs depuis le 20 janvier par Nestlé et Indosuez. Exor et ses alliés avaient alors fait appel. Leurs avocats devaient demander un sursis à exécution en attendant le jugement du dossier. Le 26 mars se déroulera l'audience au fond de la cour d'appel. D'un côté, le groupe Agnelli, qui a lancé une OPA - via sa holding luxembourgeoise IFINT - Exor, a demandé devant le tribunal l'annulation de la décision du CBV de prolonger l'OPA sur Exor. La cour se réunira le 14 mars pour entendre les plaidoiries.

ALLIANCES

Joint venture entre ATT et la compagnie russe d'équipements de télé-

phone. American Telephone and Telegraph Co. (ATT), premier groupe américain de télécommunications, a annoncé mercredi 12 février la création d'une société conjointe avec la seule compagnie russe d'équipements téléphoniques, qui lui permettra de vendre des équipements de téléphone en Russie. ATT Net Work Systems International, une filiale d'ATT, détient 50 % de la nouvelle société baptisée ATT of Saint Petersburg et les autres 50 % par Dainya Sviaz, la compagnie russe de téléphone, qui emploie 100 000 salariés. Cette société conjointe vendra en Russie des équipements numériques de transmission téléphonique fabriqués aux Pays-Bas et qui seront adaptés aux normes russes. En annonçant cet accord, ATT a lancé un nouvel appel au gouvernement russe en faveur d'un assouplissement des restrictions existantes sur les exportations d'équipements téléphoniques et la grande capacité de République de l'ancienne Union soviétique.

SAS prend le contrôle de la compagnie intérieure suédoise. La SAS, sérieuse scandinave, contrôlera 51 % du capital de la compagnie intérieure suédoise Linjeflyg, qui elle rachètera pour 50 % à Bispedion AB et pour 1 % à ABA, la maison-mère du groupe contrôlé par des capitaux publics danois, suédois et suédois. Pour expliquer ce rapprochement, qui s'inscrit dans le cadre de la libéralisation du transport aérien en Europe, M. Jan Carlzon, PDG de SAS, a déclaré que « nous venons de nos concurrents européens (nous faisons) face à la concurrence des compagnies intérieures sur notre propre marché ».

RÉSULTATS

Cetelium a haussé de 11 % son bénéfice. Le Cetelium, filiale de la Compagnie bancaire (groupe Paribas) spécialisée dans le financement particulier, a enregistré en 1991 un bénéfice net consolidé de 664 millions de francs, en hausse de 23 % par rapport à l'année précédente. Ce profit se décompose entre un résultat

d'exploitation de 627 millions de francs, en progression de 24 %, 37 millions de francs de plus-values déduites des cessions de titres. Le groupe a distribué 32,5 milliards de francs de dividendes en 1991, 5 % de plus qu'en 1990. L'encours total géré par le Cetelium et ses filiales a progressé de 10 % à 51,5 milliards de francs au 31 décembre 1991. Dans un environnement économique plus difficile, la proportion d'encours impayés est passée de 3,8 % en 1990 à 4,7 % en 1991. Le Cetelium attribue à ses seuls gains de productivité la croissance de sa rentabilité. D'autant que les provisions ont augmenté de 30 % à 1 milliard de francs. Le résultat par action est de 12,4 francs, en hausse de 6 % par rapport à 1990 compte tenu de l'augmentation du capital effectuée en juin 1991. Le dividende sera maintenu à 11 francs par action, plus 1 franc d'avoir fiscal.

Faillite du groupe de presse. Le Parti social-démocrate suédois, A-Pressen, a annoncé sa mise en faillite lundi 10 février. M. Torsson, secrétaire du Parti social-démocrate - dans l'opposition depuis l'an dernier - et membre de direction du groupe, a offert sa démission. A-Pressen publie quinze quotidiens régionaux, dont le tirage est d'environ 400 000 exemplaires. L'éditeur du principal titre, Arbetet (Malmö), a estimé que la faillite était due à une série d'investissements irresponsables. Le parti devrait réinjecter environ 95 millions de francs dans six journaux et créer un nouveau groupe de presse. Mais il ne pourra redresser la totalité, à trois quinze titres devraient disparaître, dont Arbetet, ce qui entraînera le licenciement de 800 salariés.

La première entrée en Bourse de 1992

LYON
bureau régional
L'entreprise toulousaine de matériel électrique SEAE a été introduite en Bourse à Paris jeudi 13 février. Elle a obtenu un prix de 152 millions de francs, avec deux millions de parts, soit un montant de 10 % de son capital, 116 000 actions, au prix minimum de 90 francs, représentant un montant de 10,44 millions de francs, soit sept millions de francs de plus que les estimations initiales pour 1992. L'action a été introduite à

le marché libre à la Bourse de Stuttgart à la fin mars et à la Bourse de Madrid, avant la fin juin.
L'entrée en Bourse de la SEAE sera la première de l'année 1992. Elle a été présentée comme un exemple de « délocalisation », puisqu'elle a été organisée par le Crédit agricole à Toulouse et du Crédit toulousain, la Société bordelaise d'industrie, la société FIP Bourse, présente à Lyon et Paris, et le cabinet d'ingénierie lyonnais Europe finance et industrie (EFI).

G. B.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

FLORA DANICA 43-59-20-41
142, Champs-Élysées T.L.J.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts. T.L.J.

Jusqu'à 22 h. VUE AGRÉABLE JARDIN. Spéc. FROMAGES et CANTONNAY. SAUMON mariné à l'aneth. CANARD sauté. MIGNONS DE RENNE au vinaigre et pin.

Au cœur du QUARTIER LATIN, 12 h à 2 h du mat., un cadre découvert. Déj. Diner. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 40. Pour groupes, nous consulter.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 12 février

Petite baisse

La Bourse de Paris a toujours un caractère particulièrement réduit. Les transactions, en recul de 0,11 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a baissé de 0,25 % à 0,50 % de clôture.

Compte tenu de la situation, la Bourse a été marquée par une certaine prudence. Les investisseurs ont été particulièrement sensibles à la conjoncture de l'économie, à la situation de la Banque de France vis-à-vis de la monnaie et à la situation de la Bourse. Le coup, les investisseurs ont été particulièrement sensibles à la conjoncture de l'économie, à la situation de la Banque de France vis-à-vis de la monnaie et à la situation de la Bourse.

Du côté des valeurs, l'annonce par la Chargeurs de la vente d'une filiale spécialisée dans le textile a été bien accueillie. Le marché a gagné 5,1 % à la clôture. L'indice CAC 40 a baissé de 0,25 % à 0,50 % de clôture.

NEW-YORK, 12 février

Nouveau record

Wall Street a clôturé un nouveau record historique le 12 février. L'indice Dow Jones a atteint 28 788,33 points, soit une progression de 0,78 %. Des 230 millions de titres échangés, 1 084 étaient en hausse, 623 en baisse et 485 sont restés inchangés.

Selon les analystes, cette vive progression est due à la poursuite de la hausse du Trésor à dix ans, qui a atteint 7,29 % mercredi. Le dollar s'est élevé à 7,29 %.

1991. Le refinancement du gouvernement américain au trimestre de l'émission de bons du Trésor à treize ans.

Les détenteurs de portefeuilles ont aussi été encouragés par la perspective d'un assouplissement supplémentaire de la politique de crédit de la Fed.

LONDRES, 12 février

Nouveau recul

Les valeurs ont baissé à la Bourse d'Exchange, déprimées par les signes concrets de reprise économique en Grande-Bretagne. La clôture, l'indice FTSE 100 a baissé de 0,5 % à 2 523,7. Le volume d'échanges s'est élevé à 435,9 millions de titres.

Un sondage placant les intentions de vote, le bulletin unipartite - pessimiste - du Banque d'Angleterre publié mardi 11 février a entraîné une baisse sur l'économie régionale ont

TOKYO, 12 février

Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a clôturé un jeudi 12 février, pour la troisième séance consécutive dans les transactions irrégulières. L'indice Nikkei a baissé de 0,70 % à 21 391,02. Le volume d'échanges s'est élevé à 800 millions de titres.

Ignorant la reprise de Wall Street mercredi, l'indice a baissé de 45,1 points. Après un plus bas à 21 349,33 points, la Bourse s'est un peu reprise sur les déclarations de M. Shin Kanemaru, vice-président du Parti libéral-démocrate, réclamant une réduction de l'impôt.

LONDRES, 12 février

Nouveau recul

Les valeurs ont baissé à la Bourse d'Exchange, déprimées par les signes concrets de reprise économique en Grande-Bretagne. La clôture, l'indice FTSE 100 a baissé de 0,5 % à 2 523,7. Le volume d'échanges s'est élevé à 435,9 millions de titres.

TOKYO, 12 février

Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a clôturé un jeudi 12 février, pour la troisième séance consécutive dans les transactions irrégulières. L'indice Nikkei a baissé de 0,70 % à 21 391,02. Le volume d'échanges s'est élevé à 800 millions de titres.

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3850	3895	Locti Invest.	110 50	107 80 d
Arnault Assoc.	282		Locam	80 20	
B.A.C.	95		Meca Com.	117 80	113
Banq. Vaux	795		Mor.	167	
Borin Lyf	387	387	Publi-Fin.	363 50	363 80
Boussat Lyon	260		Rail	440	
C.A.I.-de-Fr. (C.A.I.)	758	763	Rhone-Alp. Ind. E.	284	
Carson	376		S.H.M.	148	142 10
Cedif	783	785	Soltec Invest. E.	95 80	
C.E.G.E.P.	182		Serbo	320	
C.F.P.I.	280 10		S.M.T. Goupil	130	
Conforama	950		Sopra	270 40	
Crédit	1035		T.P.I.	365 50	365
Dauphin	180 80		Thermador H. E.	314	
Dalmat	1110		Unilog	216	
Danachy Worme Co.	340		Val et Co.	94 50	
Develuy	848	854	Y. St-Laurent Group.	818	818
Devote	213				
Dobson	138 10				
Edison Beland	180				
Europ. Populac.	255	258			
Fraser	118				
Griff. Group. Ind.	108 80	109			
Grand Uva	387				
Groupeph	200				
Gustaf	780				
Héroux	85				
Immob. Hôtelière	820				
Immob. Comput.	189				
LPJ.M.	86				

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ

LA MONDIE

MATIF

10 M. - Cotation au pourcentage du 12

Nombre de transactions estimées : 81 534

COURS	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	108,14	109,76	109,76
Précédent	108,16	109,54	109,72

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Juin 92	Mars 92	Juin 92
109	0,06	1,19	0,99	0,73

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 873,50	1 885	1 901
Précédent	1 887,50	1 893,50	1 917

CHANGES

Dollar : 5,45 F =

Jeudi 13 février, le dollar s'échangeait dans une marge étroite, les opérateurs se montrant prudents dans l'attente de la publication des chiffres de janvier des ventes au détail aux États-Unis. A Paris, le dollar a baissé de 5,45 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCOFORT 12 fév. 11 fév.
Dollar (en DM) 1,8021 1,8017
TOKYO 12 fév. 13 fév.
Dollar (en yen) 127,01 127,33

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (13 février) 9 15/16 - 10 1/16 %

New-York (12 février) 5 1/8 %

BOURSES

PARIS (MSE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises - 107,40
Valeurs étrangères - 79,07
(BSE, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 40 302,80
(BSE, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 1864,00

NEW-YORK (indice Dow Jones)

11 fév. 12 fév.

Industriel 278,33 278,33

LONDRES (indice Financial Times)

12 fév. 12 fév.

100 valeurs 2 311,18 2 322,33

30 valeurs 1 344,33 1 355,55

Bourse d'Osaka 144,30 144,30

Fonds d'Etat 88,37 88,37

FRANCOFORT 11 fév. 12 fév.

1 683,45 1 678,92

TOKYO 11 fév. 12 fév.

Nikkei Dow Jones 21 342,02 21 391,02

Indice général 1 595,00 1 586,00

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
U	5,4320	5,4340	5,5130	5,5120
(100)	4,2770	4,2805	4,2262	4,3325
Deutsche mark	6,9574	6,9627	6,9514	6,9617
Franc suisse	3,4065	3,4080	3,4088	1,4136
Lire italienne (1000)	3,8842	3,8864	3,8222	3,8396
Lire sterling	4,5274	4,5307	4,5222	4,5314
Peseta (100)	9,7116	9,7831	9,7722	9,7895
	5,4107	5,4155	5,3751	5,3855

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 7/8	4 1/2	3 1/8	5 1/8	3 15/16	4 1/16
Yen (100)	5 3/8	5 1/2	5 1/8	5 3/4	5 1/8	5 1/8
Scd	5 3/8	5 1/2	5 1/8	5 3/4	5 1/8	5 1/8
Deutsche mark	10 3/16	10 5/16	10 3/16	10 5/8	10 1/8	10 1/4
Franc suisse	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8	9 7/16	9 9/16
Lire italienne (1000)	11 15/16	12 3/16	11 7/8	12 1/2	11 3/4	12 1/8
Lire sterling	10 5/16	10 7/16	10 1/4	10 3/8	10 1/8	10 1/4
Peseta (100)	12 7/16	12 1/16	12 1/4	12 3/8	12 3/16	12 5/8
Franc français	9 15/16	10 1/16	10 1/4	10 1/8	10 1/8	10 1/16

Ces indicateurs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la BNP.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeudi 13 février :

Marc Bruzeau

PDG d'Eurocom Direct

Vendredi 14 février :

Patricio Lalonde,

PDG de la société de parapluie

PLC.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 FÉVRIER

Cours relevés ■ 10 h

Règlement mensuel															Règlement mensuel														
Chap.	VALEURS	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	%	Chap.	VALEURS	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	%	Chap.	VALEURS	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	%	Chap.	VALEURS	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	%	Chap.	VALEURS	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	%
4280	CAL 3%	4326	4300	4300	- 0.56	Compos.	VALEURS	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	%	Compos.	VALEURS	Cours précédent	Précéd. cours	Dernier cours	%	20	Genex	1770	1770	1770							
676	BALP T.P.	676	676	676														42	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10						+ 1.29	
820	D'Lyen T.P.	832	832	832	+ 0.12													181	Gen Motors	197	197	197	10					+ 0.72	
1470	Boupe Pout T.P.	1276	1276	1276	+ 0.63													22	GE Messager	60.35	60.35	60.35	50					+ 1.95	
1470	Sale Robins T.P.	1095	1095	1095		87	Comcast S.A.	100	245.50	246		700	London	700	699	699	- 0.14	860	St. Rosemond	608	670	670	+ 0.23	350	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
1470	Thomson T.P.	951	951	951		935	CPR (Paris Reun.)	246	824	824		4280	L.V. M.M.	4410	4410	4403	- 0.16	480	Sigma	480	480	480		50	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
1470	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.41	220	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
286	Air Liquide	901	901	901	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87	4280	Lyons Eaux/Gaz	477	476	476	- 0.02	480	Sigma	480	480	480	- 0.16	52	Gen. Belgex	419.10	419.10	419.10	
325	ALCANTARA	981	981	981	+ 0.14	240	ALCANTARA	677	733	733	+ 0.87</																		

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Emp. Etat 8,947%	123 70	6 98	C.I.M.	1221	1221	Poles Nouveaux	1110	
Emp. Etat 9,467%	■	7 78	C.I.T.R.A.M. (B)	1570		Palat Marnoni	680	
10,20% 79/94	107 55	6 78	Cogit	358	359	Parifrance	182	
Emp. Etat 13,4983	■	8 87	Comphes	585		Pans France	244	
Emp. Etat 12,24 94	101 26	4 26	Cie Industrielle	6070		Pans Océans	310	
Emp. Etat 10% 85	100 02	10 78	Cie Lyon Alumin.	381		Paribas Invest.	230	
10,20% sans Bd.	■	10 78	Concord	670	680	Polat Chénas	680	
DAT 10% 5/2000	■	8 15	Cordis Ind. Prov.	100		Poper Heilbronn	1386	
DAT 8,94 12/1997	■	7 47	Cot Universal (Can)	539		Popolat	1412	
■	0 67	10 87	Darkey	■	■	Popolat (E)	705	714
■	0 97	10 87	Dugemont	1480		Reductiforme	107	
PTT 11,2% 85	■	2 20	Duhamel Vajoux	1430		Rosario	167	167
CFP 10,30% 86	■	0 20	Dit. Bol. Rom.	1240		Rougey	320	
■	107 80	8 88	Ducha P. R. Pionde	■		S.A.C.E.R.	390 50	
CNA 10 15 1979	101 70	8 26	Esat Basain Vichy	2550		S.A.F.A.A.	247	
ChB Reques 5000F.	■	1 08	Esax Visual	190		S.A.F.A.A. Alcan.	240	
ChB Pionde 5000F.	■	1 08	Eco	■	257 90	Saga	262	
ChB S.A.C.E.R.	■	1 08	Electro-Sonages	335		Saint Dominique P.L.	112 60	111
ChB 11,5% 85	100 05	7 21	Em. Imp. Paris	4290		Salins de Mid.	800	805
ChB 11,5% 85	■	1 05	Enx (ex Basse)	1681	1686	Servomats Int.	180	
ChB 11,5% 85	■	1 05	Euromat	282		S.C.A.C.	765	765
CHP 12 500F.	■	1 80	F.I.P.P.	85		Sirelle	756	760
CHP 12 500F. 85	107 80	6 20	F.I.A.C.	799		S.Emat Paris (B)	140	
■ 3% 100	■	■	Fondex	580		Sirelle	547	
DICA	■	■	Fondex Eur.	369		Sirelle	140	
Alcan 6 % jan. 85	551	■	Fonc Lyonnais	431		S.L.P.H.	170 10	
Ly. Eau ex 8,5%	■	■	Francia	765		S.M.C.J.	100	
Thomson cv 10% 85	855	■	Francia L.A.R.D.	700		Solel	595	
			France SA (L)	1900		Sofia	300 90	
			Frans. Post-Naval	■	■	Sofical	1230	
						Sofical (ex Sirelle)	69 50	

SICAV (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
Etrangères											
A.E.G.	790		Action	215 03	■ ■ ■ ■	Franco Pape	■ ■ ■ ■	102 67	Priv'Assurances	2803 84	2803 84
Alcan Ne Sico	115		Apparatus	793 55	■ ■ ■ ■	Franco-Regies	1232	1195 12	Profibus	992	968 27*
Alcatel Alsthom	418		Arma-gas	8205 53	■ ■ ■ ■	Franco-Assurances	34 36	34 36	Quartz	134 48	131 20*
American Brands	248 90		Amplex	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	Franco-Cap	40 89	40 38	Rentis	823 54	■ ■ ■ ■
Arloval	575		Amplidex	■ ■ ■ ■	654 35	Franco-Cor	328 24	232 75	Rentisac	160 09	157 72
Assurances Mies	129		Ardenas Court T	7002 21	7002 21	Franceair act. old.	■ ■ ■ ■	1477 23	Reunives Termes	■ ■ ■ ■	3261 96*
Asahi Paper	389 95		Asiatic	1067 67	1067 67	Geslon	14448 12	1483 20	Reunives	1138 29	1121 47
Assurances Mies	129		Astra Paper	389 95	■ ■ ■ ■	Gen. Assurances	172 09	168 30	St Honoré B&A	953 73	948 67
Asahi Paper	389 95		Avesta	1247 36	1211 03	Horizon	1224 18	1188 50	St Honoré B&A Tr	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■
Asahi Paper	389 95		Avon Alcan	1784 72	1730 21	H.M. Montev	13820 13	13520 13	St Honoré B&A Tr	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■
B.R. International Inc.	18800		Avo Capital	167 67	160 45	Indust. Fin. Court T	1426 91	1426 91	St Honoré G&P	238 28	225 83
Can Pacifique	82		Avo Court Termes	7689 15	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	101425 02	107 225	St Honoré Invest.	770 02	738 10
Chrysler Corp.	80		Avo Europe	130 75	125 12	■ ■ ■ ■	133778 78	■ ■ ■ ■	St Honoré Packag.	■ ■ ■ ■	560 76
C.I.R.	8 10		Avo Investments	115 03	113 30	Interpacific Fin.	517 94	507 78	St Honoré P&E	■ ■ ■ ■	500 15
Comcast	860		Avo MFL	127 54	122 05	Japoco	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	St Honoré P&E	■ ■ ■ ■	14488 27
Dow Chemical	365		Avo Promet	116 62	115 27	Journequin	■ ■ ■ ■	278	St Honoré Services	468 71	438 18
FSB	22		Avo Sélections	149 78	142 35	■ ■ ■ ■	2182 43	2189 15	St Honoré Services	1695 77	1695 77
G&L (Bos Lamb.)	520		Avo Valleys P&L	125 54	120 13	Leum T. C.	12215 20	12215 20	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Gazet	986		Calence 1	1020 01	1028 01	Leum T. L.	6825 25	6825 46	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Globe Holdings Ltd.	87		Calence 2	1017 52	1017 52	Lox Association	11049 91	11049 91	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Goodway Inc.	325		Calence 3	1027 77	1027 77	Lox Association	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Gray and Co (WR)	219		Compassion	6128 66	6130 98	Loxapex	■ ■ ■ ■	338 05	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Harvard Inc.	327		Capotec	6304 37	6180 79	Lox Teler	2247 87	2229 91	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Hofberg	149	360 4	Capotec	1284 70	1285 71	Lox 50 000	■ ■ ■ ■	25653 38	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Konigshof P&H Ltd.	149	62 50*	Cocon	1289	1281 46*	Lox 50 000	■ ■ ■ ■	561 72	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Kulam	25 50	23 8	Compassion	3410 82	3405 71	Lox 50 000	■ ■ ■ ■	727 05	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Midway Bank	22		Compassion	353 77	■ ■ ■ ■	Lox 50 000	■ ■ ■ ■	10070 75	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Noranda Mines	76 05		Compassion	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	Lox 50 000	■ ■ ■ ■	10070 75	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Olivier pin	8 90		Compassion	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	Lox 50 000	■ ■ ■ ■	10070 75	St Honoré Services	14685 88	14221 43
P&H Inc.	400		Compassion	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	Lox 50 000	■ ■ ■ ■	10070 75	St Honoré Services	14685 88	14221 43
Reco	23 80		Compassion	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	Lox 50 000	■ ■ ■ ■	10070 75	St Honoré Services	14685 88	14221 43

Actions

Agave (see Ag.)	870	875	Immortal	320
Appleskins Hyd.	1550		Immaculate	895
Arbut.	425	430	In Memoriam	5270
Barns C. Alconia	1108		Interact	425
B. Hought. Europ.	276		Invest. S. L. C.	3301
B. M. P. Internac.	430		Lambert Films	297 50
B. N. S. P. C. (I)	470	482	Los Bonitos	1540
Wendover	3031		Louis	725
Wendover Internac.	4688		Love Victim	2610
Wings Quest	1391		Luck	1100
W. T. P.	63	67 60	Madison Ball	26 10
Caracole	810	870	Mag. Uppis	38
Casino Lorraine	488		Magnus	750
Cas. Pardon	9 30	9 25	Mel. Delaplay	11
C. E. G. F. Frigor.	503		Mok	70
Casinos Blancy	308		Monogram Film	205
Casino	122		Moss	220
Casino N.Y.	102		Orbit (S)	
C. C. L. N.	220	220	Orpheus-Divorce	

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS ■	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/
			achat	vente			
Etats-Unis (1 \$ can.)	5 655	.....	.....	.....	Or fin solo en bars	82600	.....
Extr.	6 133	.....	.....	.....	Or fin (en lingot)	82850	.....
Allemagne (100 dm.)	340 850	.....	.....	.....	Napoléon (20f.)	355	.....
Belgique (100 f.)	16 545	.....	.....	.....	Pièce Fr (10 f.)	415	.....
Pays-Bas (100 fl.)	302 550	.....	.....	.....	Pièce Suisse (20 f.)	355	.....
Danish (1000 liras)	4 230	.....	.....	.....	Pièce Lirine (20 f.)	360	.....
Denmark (100 kr.)	87 580	.....	.....	.....	Souverain	450	.....
Costa Rica (100 c.)	3 000	.....	.....	.....	Pièce 20 dollars	2085	.....
Grèce (100 drachmes)	2 347	.....	.....	.....	Pièce 20 dollars	102 50	.....
Suisse (100 f.)	380 110	.....	.....	.....	Pièce 5 dollars	625	.....
Suède (100 kr.)	5 000	.....	.....	.....	Pièce 50 pesos	2330	.....
Norvège (100 k.)	55 845	.....	.....	.....	Pièce 10 florins	364	.....
Autriche (100 sch.)	48	.....	.....	.....
Espagne (100 pes.)	5	.....	.....	.....
Portugal (100 esc.)	3	.....	.....	.....
Canada (1 \$ can.)	4 415	.....	.....	.....

Hors-cote

Agar-Hyatt Assoc.	315	Epstein-Sachs	4519 21	North Sud Develop	1546 77	1543 68	Thimble	150 11
Calypso	92 10	Epstein-Associat.	26427 51	26204 77 6	Old-Associates	88 83	Thron Plac	119 95
C G G Coporator.	10	Epstein Capital	111 11				Thron Plac	119 95
CGI Inc.	680	Epstein Crosscap	1760 69	1713 56	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Orical Associates	395	Epstein Indiana	98 57	94 00	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Organ Action	79 65	Epstein Int'l	1275 26		Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Organ Southern Ind	20	Epstein Maine	325 26		Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Gasco E&C	60	Epstein Michig	205 42		Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Gay Dagman	80	Epstein Pennsylv	14140 89	14044 56 6	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Lectures de Monde	133	Epstein Quater	1102 82		Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Miclos	1250	Epstein-Ume	1102 82		Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Palmerco Ind.	1410	Epstein Values	8101 51	8101 51 6	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Parson Power	1150	Epstein Values	8101 51	8101 51 6	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Quarone	215	Epstein Values	8101 51	8101 51 6	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Romero M/V	210 60	Epstein Values	8101 51	8101 51 6	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
SE-Gear-Entalage	1800	Epstein Values	8101 51	8101 51 6	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
SE-PR	920	Epstein Values	8101 51	8101 51 6	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
SE-PR ac. II	284 50	Epstein Values	8101 51	8101 51 6	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95
Winnem	903	Epstein Values	8101 51	8101 51 6	Obac Regions	1189 64	Thron Plac	119 95

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché coté

FROM ESSENTIALS

EURO.COM-BESSOURCE'S

Rencontre avec **un** polémiste : **une** gentillesse chaleureuse, la modestie tranquille de **ses** jugements

Il parle paisiblement, sans la moindre coquetterie, de la mort qu'il attend désormais comme délivrance: son seul souci étant la peine de Jacqueline, son épouse depuis soixante-trois ans, dont il chante le charme et la fraîcheur. Lui considère qu'il a accompli son devoir. Il y a encore



Ses corps lui pèse ; ses difficultés pulmonaires l'insupportent ; son **TRAVAIL** le déprime ; son **MÉMOIRE**, pourtant, le rassure en lui montrant que cette machine qui répond plus parfaitement à ses exigences : « Ça suffit maintenant, il est temps de partir... » Et Guillemin recite, par cœur, la notice nécrologique qu'il a préparée avec son fils aîné. **Pas de titres universitaires, pas de men-**

La religion, le catholicisme, c'est le pilier central de la maison Guillemain. C'est là sa foi intransigeante qu'il affirme être redevable de ses combats pour la justice et pour la vérité : « Cela que nous appelons Dieu, je crois le sentir au fond de moi-même comme l'identité la plus profonde de ma personne ; cette identité se heurte à cet obstacle terrible qu'est le mal. Je suis incapable de dire pourquoi le fais confiance dans le noir, tout

A vingt ans, il est aux côtés de Marc Sangnier et des catholiques de gauche du *Sillon*; à cinquante ans, dans un livre fameux, il fustige les alliances du sabre et du goupillon qui façonnent l'ordre

Et puis Guillemain sait faire la différence entre la valeur humaine des écrivains ■ la valeur littéraire de leurs œuvres. S'il a consacré l'essentiel ■ ses recherches à mesurer la sincérité des hommes de lettres lorsqu'ils ■ aux prises avec la réalité politique et sociale de leur époque, s'il accorde une importance particulière - et bien légitime - ■ la pertinence des discours ■ des actes, s'il fulmine contre les hypocrites, les arrivistes ■ les lâches parce qu'ils ■ le pouvoir

Reste que le Panthéon personnel d'Henri Guillemin est peuplé d'hommes qui lui ressemblent : des hommes de feu et de cœur plutôt que de fins politiques et des adeptes des compromis habiles ; des obstinés plutôt que des subtils ; des batailleurs et des révoltés plutôt que des sages ; des travailleurs austères ■ solitaires plutôt que des sybarites et des mondains. Ce que dit Guillemin ■ propos de son appartenance ■ l'Eglise catholique malgré ■ désaccords avec Rome ■ « Je suis anti-Jean-Paul II » — peut s'appuyer ■ sa méthode de lecture des écrivains, à ses passions positives ■ négatives, à sa quête de vérité, à la fidélité de ses engagements personnels : « Je ■ lâcherai jamais... »

Page 30

À l'évidence, ces questions s'adressent à des publics divers, même si le langage est érudite et privilégié. Le livre, en effet, résulte d'articles récents ou de communications spécialisées en sémiotique, en réception, sur pragmatique ; mais aussi de conférences pour la Francfort, et, naturellement, pour un symposium d'immuno-sémiotique.

Tout ce livre, **entièrement positif** **adret critique**, met **avant la** **nécessité de distinguer** **et interprétation** d'un texte. Avec une jubilation contagieuse, **partie polémique** analyse quelques productions délirantes. L'hermétisme, **gnose** **l'aichi-** **constituent** seulement

Dwale Slakta
Live in suite **27**

(1) Quelques coquilles subsistent, hélas. Celle-ci est troublante : dans la bibliographie, *Oswald Ducrot* devient *Charles Ducrot*. Il s'agit, probablement, d'une influence occulte de *Charles S. Peirce*.

roman



Nobel Prize Collection

Einstein

**PIS
RSANS 50
E MAIS
ISON DE L'IRA**

LA PROPENSION DES CHOSES
Pour une histoire de l'efficacité en Chine

de François Jullien.
Seuil, coll. « Des travaux », 290 p., 170 F.

ÉLOGE DE LA FADUR
A partir de la pensée et de l'esthétique de la Chine

de François Jullien.
Philippe Picquier, 142 p., 85 F.

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

Paradoxes de Chine

C'EST entendu : il n'y a pas de philosophie en Chine. On n'y trouve pas ce que les Grecs et l'Europe à leur suite, ont élaboré : spéculations métaphysiques, constructions de concepts, échafaudages de systèmes théoriques. Même les évidences qui sont les nôtres (telles les oppositions du statique au dynamique, de la fin au moyen, de la cause à l'effet) s'estompent ou s'absorbent. Or c'est une civilisation lettrée, hautement polie, intelligemment déliée. Elle abonde en réflexions diverses sur la stratégie, le pouvoir politique, l'esthétique, la sagesse, le cours de l'Histoire ou le fonctionnement de la réalité. Comment de telles pensées s'agencent-elles, hors du cadre de nos repères ? Si l'on parvenait à en restituer les intuitions centrales et la cohérence interne, ne serait-il pas possible de « relire notre philosophie du dehors », d'apercevoir par contraste les « partis pris » de la pensée occidentale ? Nous cesserions alors d'être étonnés pour devenir étrangers à nos propres yeux...

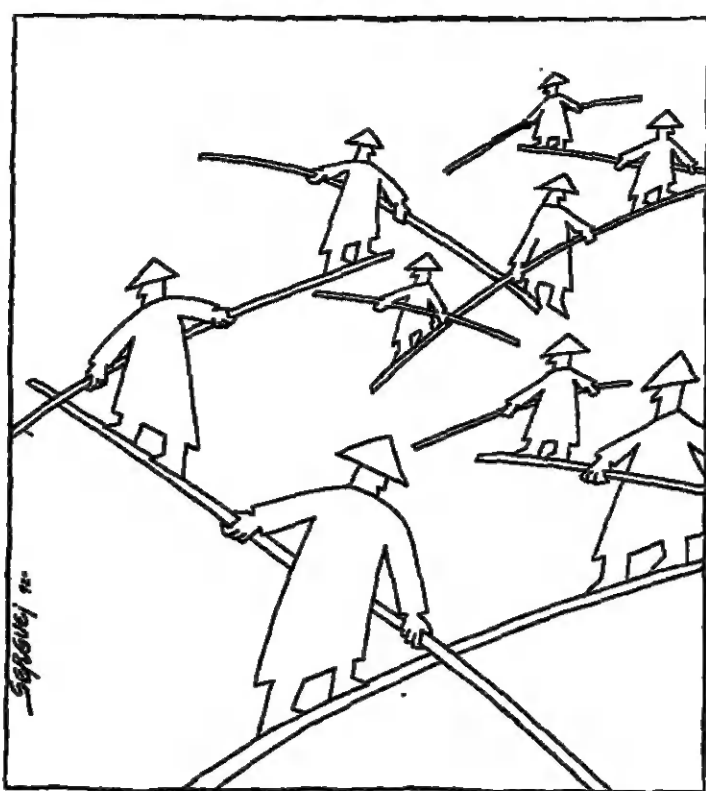
François Jullien se consacre à cette tâche éminemment philosophique, dont les enjeux dépassent la sinologie érudite. Ce normalien, agrégé de lettres classiques après des études à Pékin et à Shanghai, des séjours à Hongkong et à Tokyo, enseigne aujourd'hui la langue et la littérature de la Chine classique à l'université de Paris-VII. En s'attachant à comprendre la mentalité chinoise pour mieux interroger la nôtre, il a un œil ailleurs. L'autre sur nous. La merveille est que ce strabisme culturel donne plus à voir, et plus nettement, que bien des ruminations de nos traditions. On avait commencé à s'en rendre compte avec le précédent ouvrage de François Jullien (1). Avec *La Propension des choses*, la démonstration devient éclatante.

Son point de départ est fort ténu. François Jullien ne s'attache pas à un grand auteur, ni à une notion que les Chinois eux-mêmes tiendraient pour centrale. Il suit un terme assez courant,

presque banal : *che*, embarrassant par la diversité de ses sens. Ce mot peut, en effet, se traduire suivant les contextes par « position », ou par « circonstance », par « pouvoir » ou par « potentiel ». La cohérence de cette notion polymorphe est en soi une énigme. En s'emparant de la résolution, François Jullien part de cette difficulté microscopique pour broder, par touches successives, le tableau d'une intuition fondamentale qui soutient toute la pensée chinoise.

De proche en proche, en suivant les sens et usages du *che* dans les traités de stratégie, les théories du despotisme, de la peinture, de la poésie, etc., François Jullien montre qu'ils tournent autour d'une conception centrale : un mouvement interne anime sans cesse les situations. En chacun des processus naturels et humains, une tendance opère spontanément. La réalité évolue donc d'elle-même, automatiquement, par le jeu du dispositif mobile qui la constitue, sans laisser de place à un choix libre ou à une action autonome.

Du coup, la conception de l'efficacité en tout domaine est au plus loin de la nôtre. Nous jugeons efficace l'action qui atteint le but qu'elle s'était fixée, qui produit le résultat escompté en s'imposant à la réalité par des moyens adéquats. Être efficace, en Chine, ne consiste pas à imposer sa volonté aux choses mais à épouser leur propension. À se glisser dans leur cours continu, oscillant et fluide. L'essentiel n'est plus le projet et sa mise en œuvre, mais le discernement du moment propice, l'utilisation « pas-



sive» des processus inéluctables dont le déroulement fait le monde.

Soit la stratégie. S'il est un domaine où l'efficacité opère, c'est bien celui-là. Mais elle n'a rien à voir, en Chine, avec la rencontre directe, frontale, brève, éclatante, décisive d'un seul coup, dont les Grecs avaient fait leur idéal tragique et guerrier. Le stratège chinois s'applique à éviter l'engagement armé. Il y préfère la destruction indirecte, précoce, ou son intervention, à la limite, n'apparaît pas.

Ni effort ni prouesse : plus tôt et plus exactement le stratège aura discerné le *che*, le « potentiel » de la disposition des choses, mieux il sera en mesure, avec le moins possible d'actions, d'obtenir le

plus possible de résultats. S'effacent l'individu et ses vertus héroïques : ce ne sont pas le courage et l'ardeur qui décident du sort des batailles. La dynamique interne et changeante des circonstances agit seule et produit même les vertus. La victoire revient à celui qui saisit avant tous de telles fluctuations d'abord infimes, et passe souplement, comme sans volonté, d'une tactique à son contraire.

Il faudrait pouvoir reprendre chacun des registres, suivre le *che* dans l'analyse du pouvoir politique où il désigne la position hiérarchique, à la fois place et puissance, qui engendre et maintient l'ordre social. Il faudrait détailler au cœur de l'esthétique, dans la calligraphie ou le poème, la finesse du jeu, des tensions internes, des oscillations par alternance qui, en forme la trame. Il faudrait aussi pouvoir suivre les subtilités du *che* parmi les théoriciens de l'Histoire.

Car « la Propension des choses » peut, alors jouer le rôle d'une tendance souterraine de longue durée, d'une forme de rationalité masquée par la surface des événements. Cette conception, qui pourrait rappeler celle de Hegel, en est cependant très éloignée. Car la Chine ne pense ni le progrès ni l'achèvement de l'Histoire : la somme de civilisation et de barbarie est constante. Crises et transformations se succèdent, mais aucune révolution ne peut venir casser en deux l'Histoire du monde.

Ce que François Jullien fait découvrir en Chine, c'est finalement une pensée où la réalité se suffit à elle-même. On ne s'y inquiète ni des débuts ni du dénoue-

ment. Il n'est nul besoin de forger des mythes à leur propos. L'esprit chinois demeure étranger à l'opposition de la théorie et de la pratique, à la distinction entre le monde des idées et le monde sensible, à l'antagonisme du statique et du dynamique, à l'interrogation sans fin sur les causes, à la fascination de l'éternel et des au-delà immobiles.

Ce qui fait la trame de notre histoire philosophique n'est pas son souci. Concevant la réalité comme un perpétuel devenir, une transformation continue, une incessante transition, il la voit sans drame. Car le mouvement des choses possède son ordre interne. Inutile d'aller le chercher ailleurs, de le construire par abstraction. L'ordre se donne, naturellement, au sein de processus autorégulés dans une immanence totale et sans reste. Tout ce qui est en puissance passe inéluctablement à l'acte, sans manque ni désir.

C'est pourquoi le sage en Chine n'a pas à être « maître de soi », mais à devenir feuille au gré du vent ou paille au fil de l'eau. Il appartient intégralement au cours des choses. Sa morale n'est autre que le réel. Son détachement n'est pas refus ni amoindrissement, mais le comble de l'efficacité, l'ouverture inépuisable à toute disposition spontanée. Le même mot (*dun*) dit à la fois le détachement et la fadur, souligne François Jullien dans un bel et bref essai. Au centre de ce qui devient sans cesse, la Chine place ce qui ne peut éprouver ni engendrer la lassitude : l'insipide, le neutre sans saveur, où se conjuguent paradoxalement l'ici même et l'au-delà. Décidément, nous voilà loin de chez nous.

Ce voyage mériterait bien d'autres explications. Qu'il suffise de souligner ce qu'on aura compris : la *Propension des choses* est un grand livre – du petit nombre de ceux dont une première lecture persuade qu'ils feront date. Il faudra du temps pour explorer toutes les perspectives qu'il ouvre. Les amateurs de philosophie auraient tort de s'en détourner sous prétexte que ce sont des bizarreries d'Asie. Les curieux d'Orient ne devraient pas s'offusquer qu'il y soit question de Hegel ou d'Aristote. Ils manqueraient l'un des travaux les plus intelligents de ces derniers temps.

(1) *Projet ou création. Une introduction à la pensée des lettrés chinois*. Seuil, collection « Des travaux », 1989.

Jouvence de Michel Serres

De plus en plus lu, le philosophe n'est pas forcément de mieux en mieux compris. Dans un livre d'entretiens, il s'explique sur la singularité de sa méthode

ÉCLAIRCISSEMENTS

de Michel Serres.
Entretiens avec Bruno Latour.
François Bourin, 300 p., 119 F.

Mal-aimé, Michel Serres ? Voilà qui peut surprendre. Installé désormais à l'Académie française et à la tête des succès de librairie, sollicité par les médias aux États-Unis comme en France, en passe de devenir grand gourou d'un nouvel âge, il semble sorti du désert et des navigations en solitaire. Apparences peut-être trompeuses. Car bien peu ont lu comme il

convient la vingtaine d'ouvrages qu'il a publiés. La cohérence et la portée de l'ensemble souvent échappent. Les malentendus et les difficultés d'approche se sont accumulés. On a cru Michel Serres historien des sciences, ou théoricien de la littérature, ou poète prophétique et obscur, sans bien voir de quelle façon il est philosophe en un sens vrai et simple, à la fois très ancien et soudainement neuf. Bref, on ne l'a pas compris. Comment, dès lors, pourrait-on l'aimer vraiment ?

Sa manière abrupte et ondoyante n'a guère facilité les choses. Qui ne s'enferme ni dans les écoles ni dans les disciplines

balisées, mêle les genres, préfère l'invention à la glose, répugne à fournir les notices explicatives de ses déplacements, risque fort d'être mal vu, au propre comme au figuré. En frayant mille pistes, des sciences à la philosophie et retour, en multipliant les passages des savoirs aux poèmes et inversement, Michel Serres a si bien déjoué ses lecteurs que bon nombre ne s'y retrouvent plus. D'où ces *Éclaircissements*.

Au fil de cinq entretiens avec Bruno Latour (1) le philosophe a accepté de s'expliquer sur le sens de ses trajets, les singularités de sa méthode, la continuité de son projet. Ce résultat de deux ans de discussions n'a rien à voir avec les parolottes trépassées qu'on tente parfois de nous faire prendre pour des livres. Il y a là un vrai dialogue philosophique – vif, enjoué, serré, tonique, provocant. Il intéresse, progresse, émeut même s'il ne convainc pas toujours.

La multiplicité des problèmes abordés ne se résumera pas en trois phrases. On saisit toutefois l'intention première : surmonter les clivages, somme toute récents, entre pensée scientifique et analyse philosophique, s'acheminer vers une pensée du global, conforme à la réalité de la puissance et des risques de nos nouveaux savoirs. On en voit les moyens d'accomplissement : des études locales, construisant en chaque lieu une méthode sur mesure, parcourant tous les registres de l'encyclopédie, mobilisant la conception d'un temps « chiffonné », plié, où Lucrèce peut voisiner avec la physique des fluides et Verne avec la théorie de l'information. Le style est dans la langue vivante, il en appelle à toutes ses ressources plutôt qu'aux jargons savants, pour créer un nouveau mode

d'abstraction à la fois rapide, rigoureux et charnu.

Michel Serres préfère décidément les liens aux ruptures, les relations aux discontinuités. Il ne cesse de ruser en tous domaines avec ce qui divise, désagrége et conduit à l'affrontement. Plutôt la paix que la guerre, la naissance que le déclin. Eros contre Thanatos. Ce n'est pas un hasard si la question de la violence ouvre et ferme le livre, qui annonce un temps de jouvence et de création, comme une sérénité confiante en de nouveaux périples. Cette violence marque les années d'enfance et de formation hantées par Guernica, Auschwitz et Hiroshima. Sans doute Michel Serres s'est-il efforcé à tout vouloir comprendre, arpenter, relier pour que se fasse enfin une trêve, qu'une nouvelle fécondité se tisse, qu'un jour l'humanité, peut-être, ne distingue plus entre les deux sens de son nom : l'ensemble des humains, et la compassion...

Il y a tant d'ardeur, de vitalité, d'espoirs surtout dans ces dialogues qu'on aimerait y croire et se trouver enthousiasmé de ces grands desseins. Et puis l'on se dit, malgré le plaisir de tant d'intelligence et de savoir mêlés, que les pensées nourries d'espérance ne sont peut-être pas celles qui fortifient le mieux.

R.-P. D.

(1) Professeur à l'Ecole des mines et à l'université de Californie, Bruno Latour a récemment publié *Nous n'avons jamais été modernes* (La Découverte, 210 p., 95 F.). Latour publie, chez le même éditeur, *Amis ou l'avenir des techniques* (en librairie le 3 mars, 242 p., 160 F.).

Signalons également la réédition en format de poche, dans la collection « Champs-Flammarion », du *Contrat naturel*, de Michel Serres, paru en 1990, chez Flammarion.

Sceptique Eco

Suite de la page 23

Pour être charmantes, les aberrations ont besoin de le rester. Umberto Eco définit alors quelques conditions pour des interprétations acceptables, en se référant à la sémantique des mondes possibles, à la pragmatique de la métaphore ou au concept de présupposition, un peu délaissé ces temps derniers. La référence majeure reste cependant la théorie de Peirce (1839-1914), le fondateur de la sémiotique américaine ; et l'inventeur aussi de l'abduction (ou hypothèse spécifique). Voici l'exemple du maître : « Si on trouve des fossiles à l'intérieur des terres, on peut supposer que jadis la mer recouvrait ces terres. »

Sumulé, le disciple Eco fait alors paraître d'autres maîtres de

l'abduction, tels Sherlock Holmes et Zénon. D'autres surprises attendent le lecteur. Mais, au bout du compte, trois propositions, d'importance inégale, retiennent l'attention. Les deux premières sont d'allure modeste : s'il est difficile de savoir si une interprétation donnée est la bonne, il est plus facile de reconnaître les mauvaises. Les limites de l'interprétation coïncident avec les droits du texte, qui se fondent aussi sur sa grammaire. La troisième surprendra davantage, peut-être : parler, c'est mettre en scène des histoires. Alors qu'on ne s'y trompe pas. Ce livre est sérieux ; avec esprit. Sans pédantisme. Dans un autre monde, plus ancien, on aurait ajouté : voilà comment on peut pleurer et instruire.

Denis Slakta

350 pages pleines de récits, de portraits, d'anecdotes, de témoignages où on vous retrouve tel que vous êtes. C'est-à-dire avec votre appétit de vivre, votre formidable ardeur, avec vos réussites, vos erreurs, vos courages, vos lâchetés, et puis je dirais aussi vos femmes, vos chats, vos chiens, vos livres.

Bernard Pivot - A2
Bouillon de Culture

J. Lanzmann

LE VOLEUR DE HASARDS
Souvenirs

JACQUES LANZMANN

Le voleur de hasards
Souvenirs

337 p.
110 F

La mort de Georges Lambrichs Le goût des écrits qui commencent

Ancien directeur de la NRF, Georges Lambrichs est mort dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 février (le Monde du 11 février). Nous publions ici le témoignage de Jean Grosjean, qui a travaillé auprès de lui chez Gallimard durant presque quarante ans.

Quel serait le trait dominant de Georges Lambrichs ? Quand il s'assoit chez Lipp, on le prendrait pour un juge. L'œil vif, l'oreille attentive, la parole rare, il semble la rigueur même. Qui, la qualité de l'écriture lui importe.

Il aura été un des chevaliers de la langue française. Mais sa façon d'en défendre le passé est d'en cultiver les nouvelles germinations. Intraitable sur les vertus des chefs-d'œuvre, il n'en a que davantage le goût profond des écrits qui commencent. Il se veut leur « chemin ». Tel était le nom de sa revue, tel est aussi celui de la collection qu'il a dirigée jusqu'à maintenant chez Gallimard.

Ce qu'il dit et même ce qu'il écrit est incisif, mais avec quelque chose de réticent comme pour laisser de la place aux autres. Ce qu'il a de tranchant reste au service des originalités à venir. Il n'a cessé de recevoir des jeunes gens pour les deviner et les encourager. Il ne les aiguillait qu'avec prudence, mais il les faisait se rencontrer.

Par là on passe de son profil de droite à son profil de gauche, celui du cœur. Bien sûr, il est ami fidèle, il est dévoué aux écrivains dont il s'émoussait autant qu'à ceux qu'il tient à épauler. Mais il est plus tangiblement qu'on ne l'est d'ordinaire dans la République des lettres. Il a tout de suite l'élan spontané au secours d'une malchance et il paie de sa personne aussi longtemps que dure le malheur. Sa bonté est vivace.

Il avait l'art de voiler sa vitalité par de l'élégance. Mais si urbain qu'il soit, j'ai bien vu qu'en Champagne poulieuse, il ne se sentait pas plus déplacé



qu'à Paris. C'est là un signe foncier. Son ambition même avait quelque chose de pur et de paradoxalement fraternel qui n'était pas sans charme.

J'ai aimé travailler avec lui, épisodiquement depuis 1950, puis continuellement quand il a dirigé la Nouvelle Revue Française de 1977 à 1987. Nous n'avions pas toujours les mêmes verdicts, mais jamais les divergences n'ont laissé planer d'ombre tant un accord tacite portait sur les perspectives, sans doute, et surtout sur les personnes.

C'est aussi que sa force native n'allait pas sans failles.

Jean Grosjean

Bernard Barrault jette l'éponge

Créées en 1983, les éditions Bernard Barrault cesseront leurs activités à partir du 15 février. Bernard Barrault et Betty Milet avaient axé l'essentiel de leur production sur la publication de jeunes auteurs « qui, par l'originalité de leur ton ou la virulence de leurs propos, n'avaient pas accès à la production des grandes maisons ». Parmi ceux que les éditions Barrault ont fait découvrir : Jacques A. Bertrand, Jean-Daniel Baltassat, Sylvie Caster, Jean-Claude Charles, Philippe Djan, Armand Farrachi, Michel Field, Max Genève.

Ce sont évidemment les aspects financiers, mais aussi psychologiques, du départ de Philippe Djan — puis de celui de Sylvie Caster, attirés par leur agent littéraire vers d'autres maisons d'édition et des contrats hors de proportion avec les possibilités d'un petit éditeur (1), qui ont déterminé Bernard Barrault à cesser ses activités : « La modification rapide de l'édition observée ces derniers mois, l'intrusion des agents littéraires visant à imposer les lois du marché américain, et la dégradation des règles déontologiques jusqu'à en vigueur » posent en effet, au-delà même du cas Barrault, des questions qui intéressent l'ensemble de l'édition française.

L'équilibre de la plupart des entreprises d'édition est assuré par les gains des auteurs « qui marchent » et qui permettent de publier de jeunes écrivains de talent à la recherche d'un public. Si cet équilibre est rompu, si, comme ce fut le cas pour Philippe Djan, les auteurs découverts et soutenus pendant des années par l'éditeur le quittent dès que leur réputation peut être largement monnayée ailleurs, ce vivier qui représentait les éditeurs « pauvres » risque d'être rapidement tari. L'introduction des agents littéraires sur le marché français risque d'accroître encore le glissement des relations entre éditeurs et auteurs des questions littéraires aux seules revendications financières.

P. L.

(1) Philippe Djan a rejoint Gallimard et Sylvie Caster, Grasset. Pour le « transfert » de Djan on avance la somme de 3 millions de francs.

EN POCHE Revisiter 1991

L'événement de 1991 qui a provoqué le plus de tintamarre n'est pas celui qui laissera le plus de traces. Rondement menée, l'opération « Tempête du désert » a été éclipsée par le coup d'Etat avorté de Moscou, suivi, à quelques mois d'intervalle, de la disparition de l'Union soviétique. Lénine n'a plus de descendant mais le régime de M. Saddam Hussein en a réchappé.

Sorti tout chaud de chez l'imprimeur, le « Folio » qui regroupe les chronologies mensuelles publiées en 1991 dans le Monde est riche de tels paradoxes. Il incite à revisiter l'année écoulée, c'est-à-dire à réévaluer ce qu'une actualité torrentielle empêche parfois de discerner.

1991, ce n'est pas loin mais les événements qui l'ont ponctuée appartiennent déjà à l'Histoire. Une Histoire que la rigueur de l'historien d'Edouard Masurat préserve d'un travers très répandu, le francocentrisme. Que vaut, au regard du cyclone qui a fait 140 000 morts au Bangladesh, le remplacement de M. Rocard par M. Cresson ?

Ce retour en arrière invite le lecteur non seulement à mettre de l'ordre dans ses souvenirs, mais à prendre du recul par rapport au temps qui va. Il est aussi un précieux instrument de travail, un outil de référence, riche d'un double index (plus de 1 200 entrées) qui contribue à faire de ce petit livre le plus dense des sphériques de l'année.

B. L. G.

► L'année 1991 dans le Monde. Les principaux événements en France et à l'étranger, d'Edouard Masurat, préface d'André Fontaine. « Folio Actuel », 258 p., 28,50 F.

► Donner à lire, en édition de poche, l'ouvrage majeur de Paul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, paru en 1985 et traduit en français par Marie-Françoise de Palomé et André Charpentier chez Fayard en 1988, devant être salué. Mais la collection « Folio Histoire » qui réédite cet ouvrage de mille pages en deux volumes (n° 38 et 39) a sans doute battu un record : celui du plus petit caractère et de l'édition du livre le plus difficilement lisible.

► Dans le domaine des essais, « Folio » sort également : le célèbre texte de Freud, *Le Délire et les Rêves dans la Gradiva de W. Jensen*, dans la traduction de P. Arpex et R. M. Zeitlin, précédée de la nouvelle de Jensen (n° 181) ; *Les Jeux et les Hommes*, de Roger Caillois (n° 184) ; les écrits de Georges Rouault, *Sur l'art et sur la vie* (n° 187).

► Dans la collection « Points » : l'essai-épopée de John Dover Wilson, *Pour comprendre Hamlet*, paru en 1935, propose une lecture à la fois historique et scénographique du drame de Shakespeare ; comme l'écrit Patrice Chéreau dans sa préface, « Dover Wilson « construit un spectacle imaginaire jusque dans ses moindres détails » (Points Essais, n° 237).

► Dans la même collection, paraît la reprise en volume de la série que Jean-Noël Jeanneney avait publiée, dans le Monde en 1967, « Concordances des temps » ; l'Actualité du passé

(n° 1152). Signalons également, la *Revanche de Dieu, chrétiens, Juifs et musulmans à la reconquête du monde*, de Gilles Kepel (n° A117).

► L'historien allemand Ernst Nolte a été, en raison de ses thèses révisionnistes sur le nazisme et sur l'élimination des Juifs, au centre d'une « querelle des historiens » au début des années 80. Alain Renaut rappelle les enjeux de cette polémique dans sa préface à un ouvrage antérieur (1966 et 1969 pour la traduction française) de Nolte, *Les Mouvements fascistes, l'Europe de 1919 à 1945*, livre dans lequel l'auteur relativisait déjà la spécificité du nazisme (Hachette Pluriel, n° 6576).

► Dans le domaine littéraire, « Folio » reprend, au moment où son dernier livre paraît chez Grasset (le Monde des livres) du 7 février, le roman d'Hector Bianciotti, paru en 1988, *Sauces les terres seront bœufées* (n° 2315). Citons aussi le court récit de J. B. Pontalis, *Loin*, paru en 1980 (« Folio », n° 2332).

► Le Portrait de Dorian Gray, d'Oscar Wilde, fait l'objet de deux éditions : la première due à Jean Gattegno, qui a traduit le roman (« Folio », n° 2380) — ainsi que le *De Profundis* et les *Lettres de prison* de Wilde (« Folio », n° 180) — ; la seconde, préparée par Daniel Mortier, qui a également revu la traduction de Michel Etienne (« Lire et voir les classiques », Presses Pocket, n° 6066).

SCIENCE-FICTION

Les vampires et la fille de Dieu

MINUIT 4

de Stephen King.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par William Olivier Desmondes.
Albin Michel, 442 p., 140 F.

TERRITOIRES DE L'INQUIÉTUDE 4

Anthologie due
à Alain Doremiex.
Denoël, 320 p., 60 F.

LA MAISON D'A COTÉ

J'Anne Reverse Siddons.
Traduit de l'anglais
par Philippe Rouard.
Presses de la Cité, 284 p., 120 F.

NOTRE MÈRE QUI ÉTES AUX CIEUX

de James Morrow.
Traduit de l'anglais
par Philippe Rouard.
J'ai lu, n° 3131, 31 F.

AVEC *Minuit 4*, les éditions Albin Michel viennent de compléter la traduction française de *Four Past Midnight*, le volume de quatre nouvelles dans lequel Stephen King a réédité l'exploit de *Différentes saisons*.

Derrière l'unité de façade — l'importance accordée une fois de plus à l'enfance et à l'adolescence, — *Minuit 4* comporte les deux extrêmes du recueil américain, à savoir la meilleure — la *Police des bibliothèques* — et la moins bonne de ses longues nouvelles. Non pas d'ailleurs que le *Molosse surgi du soleil* soit un mauvais texte, au contraire. Délésté de l'épisode superfétatoire des « chapeliers fous », réduit à son intrigante ouverture, à son développement linéaire et crescendo, et à sa très habile chute, il aurait formé une excellente nouvelle, illustrant avec éclat le thème de l'objet maudit, mais sans atteindre au format voulu par l'auteur.

La *Police des bibliothèques*, elle, tient parfaitement la distance, sans baisse de régime. C'est que sa construction est infiniment plus retorse. Stephen King y entremêle les peurs de l'enfance — celle, justement, de ce policier dont on menaçait les enfants coupables de ne pas avoir rendu leurs livres à la date prévue, — le thème de la résurgence du monstre, ou plutôt de la monstruosité, et la description réaliste, mais justement picaresque, de quelques laissés-pour-compte de l'American Way of Life. Sans compter l'histoire d'une passion proprement ravageuse. Le tout, tressé avec une adresse confondante et un sens assuré de la divulgation, laisse filtrer un joli portrait de femme : cette Naomi chaleureuse et un peu décalée, pour qui le lecteur finit par avoir les yeux de Sam Peabody.

Stephen King est aussi au sommaire du quatrième volume des *Territoires de l'inquiétude*, l'anthologie thématique concoctée par Alain Doremiex, et qui traite de vampirisme. « Que sont donc maintenant les vampires devenus ? », s'est demandé l'anthologiste. Ils se sont fondus dans la masse, répondent nos modernes écrivains d'horreur : de Dan Simmons à Alan Ryan, en passant par King, ils les débutsent dans les galeries marchandes, les boutiques de coiffeurs et les bars de nos rutilantes cités. Ils ont trouvé leur niche écologique, affirme Charles Sheffield en leur assignant un singulier gibier. Ils sont prêtés à de curieux exercices de style, comme le prouvent Richard Christian Matheson ou Jean-Pierre Andreu. Ils ne se repaissent plus de sang mais d'énergie vitale, ainsi que le montrent les deux meilleures nouvelles du recueil, signées de David J. Schow et Harlan Ellison. Bref, ils n'ont pas cessé d'être des sources fécondes d'inspiration pour les scribes de l'effroi.

Vampirisme encore dans la *Maison d'à côté*, roman atypique d'un auteur sudiste, Anne Reverse Siddons, auquel Stephen King aurait consacré un chapitre de son étude sur le roman d'horreur. *Danse macabre*. Mais vampirisme d'un genre très particulier puisqu'il y est question d'une maison maudite, acharnée à détruire — mais pas au sens physique du terme — l'existence de ses habitants, secrétant une sorte de gangrène morale qui parvient à corrompre la vie sociale de tout un quartier où régnait, avant son édicte, la plus pure convivialité géorgienne.

Si le roman commence sur le mode de la chronique « mondaine » — il se déroule dans le milieu de la bourgeoisie très aisée, et les protagonistes passent leur temps en réceptions les uns chez les autres, — le récit ne tarde pas à basculer, d'abord insidieusement, dans le malaise, puis dans l'angoisse, dès que dans l'influence délétère de la maison se fait jour dans l'esprit de la narratrice, sans que rien de véritablement concret la manifeste, sinon cette dégradation, chaque jour plus évidente, des rapports interpersonnels. Ecrite en 1978, la *Maison d'à côté* est un exemple particulièrement bien venu d'acclimatation du fantastique à l'époque contemporaine.

L'ouvrage le plus étonnant de ces dernières semaines est un curieux mélange de science-fiction et de merveilleux chrétien, une parodie jubilatoire et iconoclaste écrite par James Morrow, déjà remarqué pour l'excellent *Arbre des rêves*, *Dans Notre Mère qui êtes aux cieux*, il conte la singulière histoire d'une petite fille, Julie Katz, née d'une parthénogénèse dans un utérus artificiel — un miracle biologique — qui se révèle être la fille de Dieu et s'applique, sur les conseils de son père, à cacher des dons qui pourraient lui valoir le même genre d'ennuis

qu'à son frère Jésus.

Devenue adulte, elle ne se résigne pas à la misère du monde, tente d'y remédier de façon malhabile. Elle attire la colère d'une secte « révélationniste » et finit par passer pour l'Antéchrist. Après un long séjour aux Enfers à l'invitation du diable, elle revient sur terre pour y vivre sa Passion — Crucifixion et Résurrection comprises — dans une dictature religieuse très inclement pour les impies de ces prophètes sanguinaires, le diable dit que, avec de pareils ennemis, il n'a pas besoin d'amis. L'ouvrage se termine par une révélation qui, à elle seule, justifie sa lecture : celle de la vraie nature de Dieu.

Jacques Baudou

► A propos de Stephen King, il convient de signaler aussi le numéro 29 de *Phénix*, malheureusement pas tout à fait à la hauteur de son sujet (éditions Phénix, 46, rue de la Cible, 1030 Bruxelles) et la réédition, chez « J'ai lu Epouvante », d'un excellent roman de Garry Devon, *L'Enfant du mal*.

EN BREF

► Nouvelles en kiosque. — *Taille réelle*, revue qui se consacrait depuis sept ans à la nouvelle, est devenue journal mensuel vendu en kiosque. Le rédacteur en chef est Christian Congiu. Outre des nouvelles, on trouvera dans cette publication vendue 10 francs, des informations, des chroniques... (*Taille réelle*, BP 281, 78053 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.)

► Pennac à la Maison des écrivains. — A l'occasion de la sortie du livre de Daniel Pennac, *Comme un roman*, la Maison des écrivains reçoit l'auteur vendredi 14 février à 18 h 30 (hôtel d'Avejan, 53, rue de Verneuil, Paris-7°).

Célébration du livre à Calcutta

Où verrait-on ailleurs qu'à Calcutta des manifestants débambuler dans les rues pour clamer leur amour des livres et de la lecture ? Le spectacle s'est répété à plusieurs reprises à l'occasion de la septième foire qui s'est tenue, du 29 janvier au 9 février, dans la ville la plus peuplée de l'Inde. Derrière une pancarte proclamant « Marche pour le livre », toute une foule brandissait des portraits d'écrivains et scandait des slogans inscrits sur des calicots : « Aime les livres, lis des livres », ou encore « Un livre est un ami ».

Avec près de deux millions de visiteurs, la Foire du livre de Calcutta se targue d'être la plus grande du monde pour la fréquentation et les ventes au détail. C'est avant tout une fête embaumant le café et les épices. On y vient en famille pour feuilleter et acheter des livres : des bandes dessinées aux diction-

naires scientifiques, en passant par les romans, les essais, les albums d'art et les brochures des diverses écoles philosophiques.

Au nombre des livres à succès cette année, *L'homme qui connaît l'infini*, de Robert Kanigel, biographie consacrée au mathématicien indien prodige Ramanujan ; un recueil de nouvelles du cinéaste Satyajit Ray, *Bravo professeur Shankou*, mais aussi *Se libérer de la peur* de la Birmane Aung San Suu Kyi. Parmi les trois cents stands, la France occupait une place modeste aux côtés de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Allemagne. Dans cet ultime lieu des marxistes indiens que demeure le Bengale-Occidental, l'ombre de l'ancienne Union soviétique planait toujours chez le distributeur Vostok, qui bradait bravement ses fonds de tiroir.

Jean-Claude Buhner

Le décès de l'écrivain belge Alexis Curvers

L'écrivain belge Alexis Curvers est mort, vendredi 7 février, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Né à Liège le 24 février 1906, Alexis Curvers a publié son premier roman, *Bourg-le-Rond*, chez Gallimard en 1937. En 1939 a paru, toujours chez Gallimard, *Printemps chez des ombres* (réédité en 1988 aux éditions Labor de Bruxelles). « Mais, pour beaucoup, Alexis Curvers restera l'auteur du roman *Tempo di Roma*, refusé par les éditions Gallimard, publié en 1957 par Robert Laffont — adapté au cinéma par Denys de La Patellière — et récemment réédité par Actes Sud dans la collection « Babel », nous a précisé M. Louis Hélot, président

de l'Association des amis de Marie Delcourt et Alexis Curvers (1).

En 1964, Curvers a publié *Pie XII, le pape outragé* (Laffont), un essai polémique qui justifiait l'attitude du pape pendant la seconde guerre mondiale. Ensuite, il n'a plus écrit de livres, mais, comme le rappelle dans son édition du 12 février le quotidien d'extrême droite *Présent*, proche du Front national, il a collaboré à la revue catholique intégriste *Itinéraires*. *Présent* indique par ailleurs qu'Alexis Curvers était « un grand ami » et qu'un hommage lui sera rendu par ce journal.

(1) 111, rue Charles-de-Gaulle, 91330 Hyères.

Augustin Cochin et la « machine sociale »

Les paradoxes d'un historien contre-révolutionnaire qui admirait Durkheim et qui fut rejeté par sa famille politique

AUGUSTIN COCHIN ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

de Fred E. Schrader.
Traduit de l'allemand
par Marie-Claire Auger.
Seuil, coll. « L'univers
historique », 319 p., 160 F.

Curieux destin que celui d'Augustin Cochin. Né en 1876 dans une famille d'ancienne bourgeoisie, éduqué par un père catholique par tradition et ordinaire par raison, Augustin choisit d'être historien. Elève de l'Ecole des chartes, il reçoit le titre d'archiviste-paléographe en 1902 après la soutenance d'une thèse sur « Le conseil et les réformes de 1652 à 1658 ». Suffisamment fortuné pour n'être pas obligé d'accepter une position professionnelle, il consacre tout son temps à des travaux historiques. En ses premiers pas, cette activité savante est entièrement et directement soumise à ses préférences politiques. Détestant les protestants comme les francs-maçons, Cochin leur impute tous les maux dont a souffert, et souffre encore, la France : la Révolution, la démocratie, la République.

Dans une étude rédigée avec Charles Charpentier, ancien secrétaire de son oncle, il s'attache à montrer comment en Bourgogne le « parti révolutionnaire » a manipulé les élections aux états généraux et a fait passer pour une volonté populaire unanime ses propres vues, destructrices de l'ordre ancien. Rien de bien neuf, donc, dans cette variation sur le thème du complot, publiée en novembre 1904 en deux articles de l'*Action française* de Maurras. Rien, en tout cas, qui aurait pu justifier l'attention qu'après d'autres, un historien allemand, Fred E. Schrader, vient de porter à Augustin Cochin.

Si son œuvre, brutalement interrompue par sa mort en juillet 1916 sur le front de la Somme, alors que son père est membre du gouvernement d'union sacrée, compte encore, c'est parce qu'elle repose sur une intuition puissante, paradoxale pour un historien contre-révolutionnaire. Cochin la formule dans le seul livre qu'il publie de son vivant, *La Crise de l'histoire révolutionnaire* : Taine et M. Aulard, paru en 1909 : expliquer la Révolution et mener la critique de la démocratie exigent de reconstruire, indépendamment des intentions, les situations et les mécanismes (la « machine sociale », écrit Cochin) qui commandent, sans qu'ils le veuillent ou qu'ils le sachent, les conduites des acteurs historiques.

« Mon petit antéchrist »

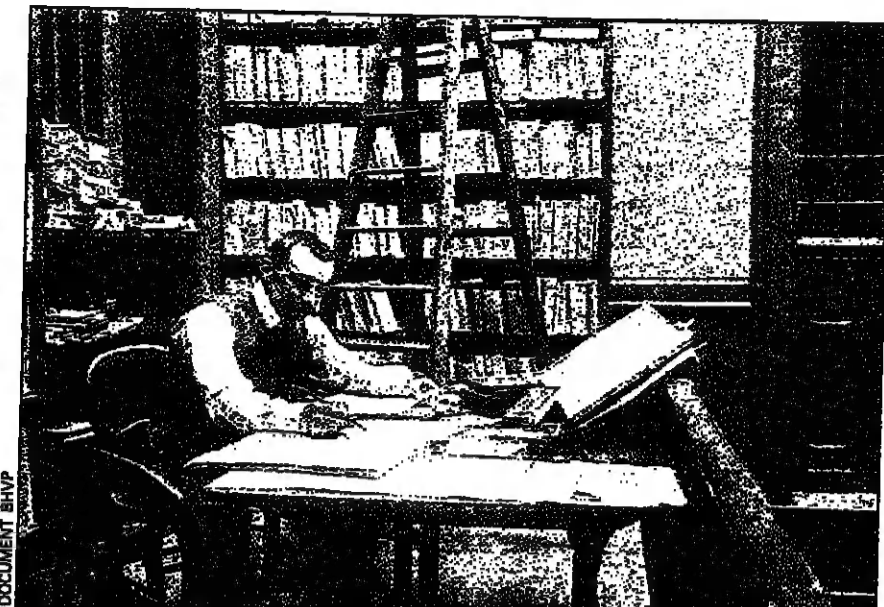
C'est ainsi que la logique terroriste est nécessairement inscrite, bien avant 1789 ou 1793, dans les lois qui régissent les pratiques des sociétés de pensée, quels que soient leur idéologie proclamée ou leur recrutement social. Au lieu de s'épuiser à ressasser de vieilles idées à la Barruel, la critique monarchiste de la Révolution suppose donc une conversion radicale à la méthode sociologique telle que la définit Durkheim. Il s'agit de comprendre comment dans la démocratie, expérimentée par les sociétés de pensée du XVIII^e siècle et triomphante avec le gouvernement révolutionnaire, « la mécanique sociale prend le pas sur l'action personnelle et morale ». Donc de traiter la République de la même façon que la sociologie « républicaine » traite la religion : comme un fait social dont la signification n'est aucunement réductible aux énoncés explicites qu'il produit et qui, en fait, masque son véritable fonctionnement.

Dans des pages très originales, nourries par une méticuleuse lecture des archives Cochin, Fred E. Schrader montre les conséquences, parfois inattendues, de l'intérêt porté par Cochin à l'« entreprise de M. Durkheim, si originale et hardie ». Il produit, d'abord, des alliances surprenantes. C'est ainsi qu'entre 1909 et 1914, Cochin entretient avec Mathiez une alliance de fait contre leur commun ennemi : Aulard. Parfaite incarnation à leurs yeux, de l'historiographie officielle, le professeur à

la Sorbonne se trouve soumis aux feux croisés des deux jeunes iconoclastes lorsque, en 1913, il est accusé d'avoir détérioré, ou laissé détériorer par son secrétaire, des centaines de documents des Archives nationales.

Entre Cochin et Mathiez, qu'il désigne comme « mon petit antéchrist-le syndicaliste intellectuel », les différences semblent insurmontables (1). Tout les sépare : la naissance (fil de député contre fils de paysan), la formation (les Chartes contre la rue d'Ulm), les opinions (le royaliste catholique contre le républicain anticlérical), le milieu, etc. Pourtant, leur connivence est réelle, nourrie par l'admiration qu'ils portent à Durkheim (qui constitue la référence fondamentale de la thèse complémenaire soutenue par Mathiez en 1904 sur les « Origines des cultes révolutionnaires 1789-1802 »), par leur volonté de construire une « histoire sociologique de la Révolution » (selon la formule de Mathiez dans un compte rendu favorable de l'ouvrage de Cochin de 1909), et par leur commun souci du document original et de la critique des sources.

Cette proximité surprenante (qui trouve sa fin lorsque, après la guerre, Mathiez rejette « la sociologie selon saint Durkheim » et critique vertement les publications posthumes de Cochin), indique que les divergences ne sont pas forcément ceux que l'on attend et que l'histoire universitaire n'a pas toujours été sourde aux interrogations critiques des historiens demeurés hors l'institution.



Augustin Cochin à la bibliothèque de Rennes en 1905

Séduisante pour un Mathiez, l'œuvre de Cochin est moins facilement compréhensible pour sa famille d'origine. Du côté monarchiste, la tentation est forte, en effet, de la ramener à une dimension philosophique et catholique, militante et dénonciatrice, et d'effacer ou dénaturer son intention proprement sociologique.

Une réhabilitation tardive

L'édition des ouvrages inachevés laissés par Cochin est un premier terrain d'affrontement entre Char-

pentier, qui considère que la hâte et le désordre « ont ruiné l'œuvre d'Augustin », et la famille Cochin, aidée par l'abbé Ackermann, qui pousse à des publications rapides et fortement remaniées – toujours aux dépens des interprétations socio-historiques les plus abstraites. De là, le sage diagnostic de Fred E. Schrader : « Il faut lire l'œuvre posthume de Cochin (en particulier la Révolution et la Libre Pensée, et les Sociétés de pensée et la Révolution en Bretagne (1788-1789) parus en 1924 et 1925 avec circonspection. »

Après la guerre, et durablement,

l'œuvre de Cochin sombre dans le discrédit et l'oubli. Pour l'historiographie républicaine et jacobine, elle ne constitue qu'une modalité, particulièrement abstraite (Mathiez parle de « chimie politico-philosophique » à propos de la Révolution et la Libre Pensée), des thèses, contre-révolutionnaires. Pour les intellectuels de droite, son sociologisme, même édulcoré par les éditeurs, demeure déroutant. Philippe Ariès en porte témoignage, expliquant la piètre estime dans laquelle il avait tenu les livres d'Augustin Cochin par l'« aveuglement antisociologique des jeunes

intellectuels d'extrême droite des années 30. Les meilleurs méprisaient la sociologie comme une science fautive, les autres, comme une science juive (à cause de Durkheim) » (2).

La réhabilitation est venue tardivement, avec une double relecture : celle de François Furet dans *Penser la Révolution française* (3), celle d'Eberhard Schmitt dans ses travaux sur la sociabilité intellectuelle des Lumières. Dans le dernier chapitre de son livre, Fred E. Schrader marque bien les deux directions de recherche et de réflexion ouvertes par l'exhumation de Cochin.

La première s'attache à montrer comment les fonctionnements égalitaires et universalistes des sociétés de pensée de l'âge des Lumières (académies, clubs, sociétés littéraires et, surtout, loges maçonniques) constituent la matrice des formes les plus extrêmes de la « démocratie pure », incarnées par le gouvernement révolutionnaire. La seconde (qui a visiblement la préférence de l'auteur) est plus sensible à la diversité de la sociabilité « éclairée » dont les modalités multiples ne peuvent être globalement qualifiées de « jacobines » avant la lettre.

Pour Fred E. Schrader, s'il vaut la peine de relire Cochin malgré les doutes que fait naître sa description – les loges, par exemple, ont-elles un fonctionnement aussi démocratique qu'il le prétend et pourquoi n'est-ce qu'en France qu'elles engendrent une pratique terroriste ? (4) – c'est avant tout parce que son œuvre « insiste, iconoclaste et même réfractaire, sur l'importance du rapport fonctionnel entre certaines formes de la production intellectuelle et celles du comportement social pour la constitution de la démocratie moderne ». Donc sur la nécessité de comprendre les déterminations sociales des pensées et des pratiques politiques.

Roger Chartier

(1) Sur la rencontre Cochin-Mathiez, voir les documents publiés par l'auteur dans « Réalisme catholique et sociologie de la Révolution : le projet historiographique d'Augustin Cochin (1909-1916) », *Mil neuf cent. Cahiers Georges-Sorrel. Revue d'histoire intellectuelle*, 7, 1989, p. 163-206.

(2) Philippe Ariès, *Un historien du dimanche*, avec la collaboration de Michel Winock, Seuil, 1980, p. 55-56.

(3) François Furet, « Augustin Cochin : la théorie du jacobinisme » dans *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1978, p. 212-259. Voir aussi la mise au point de Giovanni Carlini : « Augustin Cochin, l'albero della Rivoluzione. Le interpretazioni della Rivoluzione francese », sous la direction de Bruno Bongiovanni et Luciano Guerchi, Turin, Giulio Einaudi editore, 1989, p. 131-138.

(4) Pour une critique de la validité des thèses de Cochin, cf. le dernier livre de Margaret C. Jacobs, *Living the Enlightenment. Freemasonry and Politics in Eighteenth century Europe*, Oxford University Press, 1991.

La femme des « Annales »

LUCIE VARGA Les Autorités invisibles
de Peter Schöttler.
Le Cerf, 254 p., 145 F.

Peter Schöttler est un historien allemand qui, après avoir enseigné outre-Rhin poursuit aujourd'hui des recherches au CNRS et prépare un ouvrage sur les relations entre les *Annales* de Lucien Febvre et Marc Bloch et l'historiographie allemande. Sur son chemin, ce passeur de frontières a découvert une belle figure, presque inconnue, celle de Lucie Varga.

Son livre est d'abord une esquisse de biographie, celle d'une jeune historienne autrichienne d'origine juive, Lucie Stern, mariée d'abord à un médecin hongrois, Josef Varga, dont elle gardera le nom, puis à un intellectuel marxiste, exclu du Parti communiste allemand après sa stalinisation en 1929.

Franz Borkenau, dont elle se séparera quelques années plus tard, Lucie Varga, élève de l'historien allemand Alphonse Dopsch, émigre à Paris en 1934 et réussit à entrer en contact avec Lucien Febvre qui l'engage d'abord comme secrétaire, puis, peu à peu, lui confie des tâches de plus en plus importantes dans la préparation de son travail et l'animation des *Annales*.

Lucie Varga devient une collaboratrice régulière de la publication – qui ne laissait pourtant guère de place aux femmes, – y publie des textes importants d'anthropologie historique sur le national-socialisme et sur la pratique de la sorcellerie dans le Haut-Adige qui marquent un élargissement du champ de la revue vers l'histoire des mentalités. Mais sa liaison avec Lucien Febvre vient à être connue de l'épouse de l'historien. Lucie Varga doit rompre avec les *Annales* et avec le cercle des relations scientifiques qu'elle y avait

nouées. Elle quitte Paris avec sa fille, vit misérablement dans la région de Toulouse où elle meurt, en 1941, à trente-sept ans, d'un coma diabétique.

Mais l'ouvrage de Schöttler ne se contente pas de mettre en lumière le travail pionnier d'une intellectuelle dont il montre, textes à l'appui, l'intelligence du regard, le va-et-vient dynamique entre l'enquête sur le terrain et l'élaboration théorique, l'originalité de l'approche historiographique d'un phénomène dramatique contemporain comme l'était la montée du nazisme.

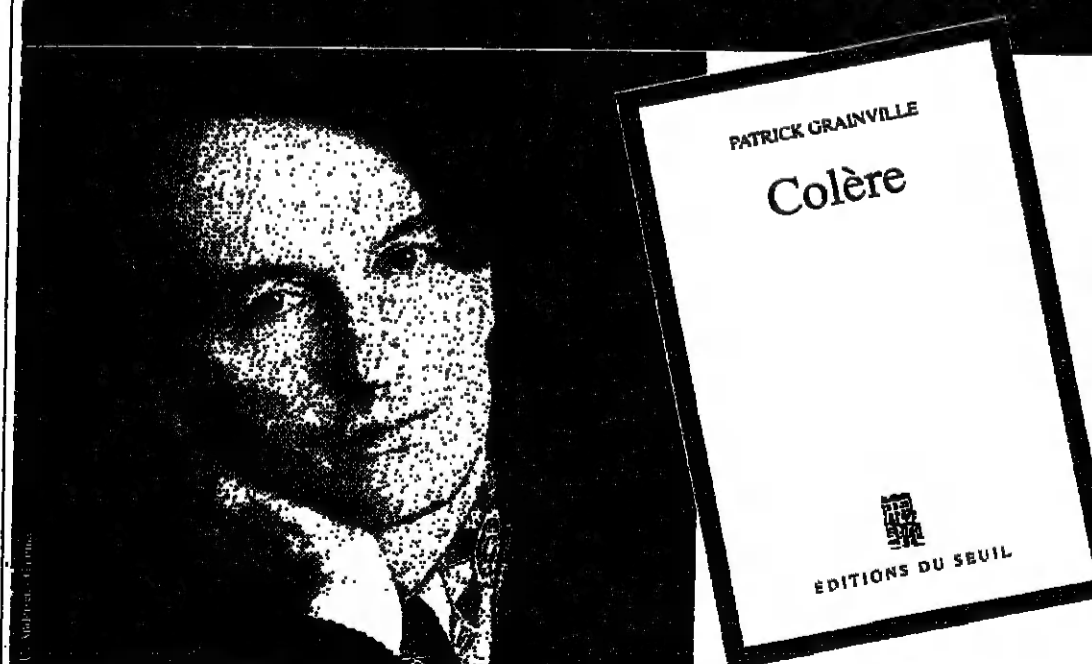
Le plus important, pour l'histoire de l'histoire, est sans doute la leçon qu'il projette sur le fonctionnement intellectuel et affectif des *Annales*, sur les effets de l'irruption d'une femme, étrangère qui plus est, dans l'économie myso-gine de la recherche universitaire, fût-elle scientifiquement révolutionnaire ; sur le fragile équilibre du couple

Febvre-Bloch que soude, malgré tout, l'aventure intellectuelle ; sur le mélange d'admiration, de méfiance et de rejet que les fondateurs de la nouvelle « école » historique éprouvaient envers les recherches qui se menaient en Allemagne dans les domaines qui les intéressaient : pouvait-on donner une publicité favorable, par exemple, à des travaux menés par des professeurs dont on savait – ou devinait – les liens avec le parti nazi ?

Pour réaliser ce beau travail, Peter Schöttler a consulté la correspondance Febvre-Bloch déposée aux archives nationales de Paris. Même si cette correspondance est lacunaire, même si, concernant Lucie Varga par exemple, de nombreuses lettres ont été détruites, on attend avec impatience l'édition intégrale que doit en présenter un universitaire de Lausanne, Bernard Möller.

P. L.

PATRICK GRAINVILLE



La puissance sulfureuse et enchantée d'une femme et d'une ville.

Jean-Noël Pancrazi / Le Monde

La rencontre évidente entre Grainville et le Brésil. Radicalement sincère.

Claire Devarieux / Libération

Cet écrivain-là n'en fera donc jamais qu'à sa tête. Et c'est heureux.

Jean-Louis Ezine / Le Nouvel Observateur

La furie de Rio, l'étonnement, le merveilleux désordre des sens du héros.

Françoise Ducoat / Elle

Editions du Seuil

LE MARQUE-PAGE

de Sigismund Krzyzanowski.
Traduit du russe par Catherine Perrel
et Elena Rolland-Maiski.
Introduction d'Helène Châtelain.
Verdier, 162 p., 89 F.

JOURNAL CONFISQUÉ
(1922-1925)

de Mikhaïl Boulgakov.
Traduit du russe par Paul Lequesne.
Solin, 106 p., 79 F.

ÉCRITS SUR DES MANCHETTES

de Mikhaïl Boulgakov.
Traduit du russe par Marianne Gour.
Solin, 106 p., 79 F.

UN ROMAN SANS MENSONGE

d'Anatoli Mariengof.
Traduit du russe par Fabienne Mariengof
et Jean-Jacques Marié.
Préface de Michel Aucouturier.
Seuil, 192 p., 89 F.

NÉCROPOLE

de Vladimir Khodassievitch.
Traduit du russe par Sophie Kajdan
et Anne-Marie Susini.
Préface de Nina Berberova.
Actes Sud, 250 p., 148 F.

CHAMPAGNE AU FIEL

de Friedrich Gorenstein.
Traduit du russe par Lily Denis.
Gallimard, 250 p., 160 F.

L'UNION SOVIÉTIQUE n'est plus, dit-on. Mais les auteurs enterrés, empêchés, impubliés, impubliés, exclus de tout et pas seulement de la vie littéraire surgissent, comme des pierres tombales après le dégel. Des œuvres mineures ou majeures, d'auteurs déjà renommés ou bien restés totalement inconnus leur vie durant qui méritent un autre sort...

« Inassimilable par son temps, Krzyzanowski le fut jusqu'à sa mort », écrit Helène Châtelain, qui inaugure aux Éditions Verdier une collection de littérature russe, « Slovo », avec six nouvelles d'un écrivain inclassable, Sigismund Dominikovich Krzyzanowski (1887-1950), auteur de plus de trois mille pages de récits, notes et essais, totalement inconnu même des spécialistes. Enterré vivant, mais exhumé quarante ans après sa mort à l'instar du cadavre errant de la nouvelle intitulée *la Treizième Catégorie de la raison* qui a sauté du corbillard et qui rate ses funérailles...

Publié à Moscou pour la première fois en 1989 dans un fort volume intitulé *Souvenirs du futur*, Krzyzanowski n'avait pas eu une ligne publiée de son vivant et tout concourait à le maintenir dans l'oubli. S'il n'y avait eu, dans les années 60, la curiosité passionnée d'un spécialiste de littérature intrigué par l'énigme de ce « génie négligé », mal enterré, dont la mort fut à l'image de la vie. « En octobre, il eut un infarctus. On l'enterra au Nouvel In, écrit son « découvreur », Vadim Perelmoutier. Ce jour-là, il faisait un froid d'enfer. Peut-être est-ce pour cela que les rares survivants de ce cortège ne se souviennent plus de la route menant au

cimetière. La tombe de l'écrivain jusqu'à aujourd'hui est restée introuvable. »

Dans le *Marque-Page*, qui donne son titre au recueil, le narrateur arpente Moscou, accompagné d'un inconnu rencontré sur un banc du boulevard Bert, son double peut-être, l'« attrapeur de thèmes », qui tire de sa cervelle des histoires dont le bizarre n'exclut par l'ancrage à la réalité : un écrivain qui travaille sur un roman constate la disparition de l'un de ses personnages ; une veuve donne un repas funéraire dans un lieu sans lumière, sans chauffage avec pour toute pitance du pain sec arrosé de thé à la carotte ; la tour Eiffel décide de se dégoûter les pattes au bois de Boulogne, tandis qu'un poète près du socle défoncé et déserté « mordille son crayon d'un air pensif en se demandant ce qui conviendrait le mieux à la situation : l'alexandrin ou les métrés du vers libre ».

Car c'est une démarche essentiellement littéraire qui mène l'auteur qui se salt impubliable et qui veut « débarrasser de l'absurde le tas d'absurdités dont est faite la vie » en poussant toute situation à sa conséquence extrême : l'invention d'une pomme liquide pour faire grandir l'habitation du narrateur qui loge dans huit mètres carrés (*la Superficie*) ; les conséquences journalistiques, politiques et philosophiques nées de la déclaration d'un individu qui s'est donné pour but dans la vie de « se mordre le coude » (*la Métaphysique articulaire*) ; la lutte contre la pénurie de combustible en exploitant l'énergie fournie par la haine (*la Houille jaune*).

L'édition française regroupe six récits, écrits entre 1926 et 1939, d'une originalité qui ne peut que retenir l'attention : des situations imaginées dans un style fantastico-ironico-macabre, de la famille de Swift ou d'Edgar Poe. Un humour noir avec une invention stylistique et verbale tout à fait réjouissante qui trahit à chaque page la qualité d'un écrivain dont Verdier prépare la traduction d'autres volumes. Une vraie trouvaille !

SOUVENIRS ! Souvenirs !... « Souvenirs du futur » selon Krzyzanowski... Vérités travesties par les biographies officielles... Le passé trop longtemps étouffé fait remonter des renouveau pénétrants qui remplissent parfois de tristesse. « D'aucuns regretteront peut-être que les manuscrits ne brûlent pas », car l'homme qui surgit des pages du *Journal* est souvent fort différent de la pieuse légende née en quelque vingt années de « mythologie Boulgakov », prévient la traduc-

trois mois. Suffisamment, toutefois, pour donner à certains bourgeois de Budapest le goût de la lâcheté et de la compromission, puis, une fois la fête finie, le bonheur de pouvoir retrouver, plus que jamais, leur vraie nature et d'exprimer pleinement, jusqu'à sa caricature, toute la sève de ce qui fait leur race : l'esprit bourgeois.

Suffisamment, aussi, pour qu'un observateur, un rien cynique, à peine méchant, alimente son carcan de flèches et aigües ce don de la satire. Dezső Kosztolanyi s'en donne à cœur joie. Cet écrivain hongrois (1885-1936), né dans une ville de Voïvodine alors rattachée à l'empire austro-hongrois, a passé sa vie, mondaine et littéraire, à se faire haïr : tant s'avaient justes, mordantes et insupportables ses observations sur son entourage. Provocateur

Budapest : des bourgeois frappés en plein cœur, défaite, fin d'empire, fin de royaume, occupation roumaine... En 1918 et 1919, la Hongrie cumule les chutes, jusqu'à celle, on l'oublie peut-être, d'un communisme. Commencée et terminée en 1919, la dictature soviétique de Bela Kun aura duré à peine plus de

STAGE ÉCRITURE ET COMMUNICATION
Cours du soir
(19 mars 1992 - 14 mai 1992)
• Atelier d'écriture.
• Techniques du rewriting.
• Écriture journalistique.
• Pratique de la langue française.

Centre d'écriture et de communication :
43-35-59-74.

100.000 LIVRES EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
42 88 58 06
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Des nouvelles d'Union soviétique



« DES LIVRES ! Toutes les directions du Savoir »
Affiche d'Alexandre Rodchenko pour les Éditions d'État de Leningrad (1925).

trice Marianne Gour à propos de la publication du *Journal confisqué* (1922-1925) de l'auteur du *Matire* et *Marguerite*, autre chef-d'œuvre inconnu resuscité près de quarante ans après avoir été écrit, en 1966, et dont on annonce une édition vraiment complète.

Ce petit volume, publié à Moscou en 1990, contient en effet des pages que leur auteur ne destinait visiblement pas à la publication, probablement tronquées, d'un journal intime qui sera confisqué au cours d'une perquisition du printemps de 1926 en même temps que le manuscrit de *Cœur de chien* ; il sera restitué en 1929 sur les instances de Gorki à l'écrivain qui ignorait que la Guépéou en avait conservé des copies... Des pages dans lesquelles le bourgeois de Kiev laisse apparaître sans fard ses rancœurs à peine secrètes rendant les juifs responsables de tous les maux de l'intérieur comme à l'extérieur, notamment au moment de la reconnaissance de l'URSS par la France contre ce Herriot « qui a laissé ces bolcheviks s'installer dans Paris. Il ne fait aucun doute pour moi qu'il est juif. L. me l'a confirmé en me disant qu'elle avait parlé avec des gens qui le connaissent personnellement. Dans ce cas, tout s'éclaircit (1) ».

Arrivé de Kiev en 1921, au moment du passage à l'entreprise privée (« une nouvelle vie, oubliée depuis longtemps, celle de la concurrence sauvage, des rythmes accélérés, de l'initiative, etc. »), Boulgakov confie imprudemment des notes rapides à son *Journal*, sur la vie à Moscou au moment où il écrit *la Garde blanche*, notamment sur la faim omniprésente, l'inflation et la rumeur des milliards, l'éviction de Trotski, l'assassinat de la femme de Boudienny par son mari, la mort de Lénine. « La littérature est toute ma vie. Je ne retournerai jamais à

aucune médecine », note-t-il encore le 6 novembre 1923 pour le sixième anniversaire de la révolution, tandis qu'il achève ses *Écrits sur des manchettes*, un vrai-faux journal fou fou fou sur ses aventures au Caucase et comme fonctionnaire du Lito (la section littéraire du commissariat à l'Instruction publique) à Moscou.

Souvenirs encore de ceux d'Anatoli Mariengof, le « cynique » (1897-1962) dans *Un roman sans mensonge* paru d'abord à Berlin en 1926. Un roman qui n'en est pas un, insolent, farfelu, hippy avant la lettre qui évoque l'amitié de deux poètes de vingt ans : le « roman » d'Anatoli Mariengof et de Serge Essenine entre 1918

et 1925, sept ans à refaire le monde des mots plutôt que le monde réel, le délire d'une vie de bohème pleine de voyages, de disputes, de cris et de beuveries dans la Russie des Années folles avec une foule de rencontres dans le monde littéraire et théâtral en ébullition. L'histoire d'une autre génération perdue qui s'achève pour Essenine avec le délirium tremens et la mort à trente ans. Cherchez la femme, nous dit Mariengof, séparé de son ami par la fatalité, par cette Isidora « de plus de cinquante ans » pour laquelle « il se prenait pour Hérode ordonnant à Salomé de danser ».

Dans *Nécropole*, un recueil d'essais-souvenirs rédigés en exil en France entre 1924 et 1938, le grand poète symboliste Vladimir Khodassievitch (1886-1939) compose son petit cimetière secret d'exilé évoquant la mémoire de cette génération russe (née dans les années 1880-1899) qui fut presque exterminée par la Révolution : Brioussou, André Biely, Goumoulov, Blok, Soloubov, Gorki, Essenine aussi dont l'histoire, selon lui, est « l'histoire d'une série d'erreurs ». Une nécropole qui est une œuvre et en même temps, un document.

UNE autre littérature du souvenir venue de ce pays qu'on appelait l'Union soviétique, via Berlin, par un auteur d'une autre génération, qui n'eut jamais là-bas le droit de se dire écrivain mais qui s'est acquis, depuis la publication de *Psaume* (Gallimard 1984), une place éminente. Une place, quoi ! Pour reprendre l'image de ce grand roman intitulé *la Place, roman politique tiré de la vie d'un jeune homme* (L'Age d'homme, 1991) : Friedrich Gorenstein, né à Kiev en 1932, ingénieur des mines puis scénariste à succès, émigré à Berlin depuis dix ans. Jusque-là, on ne connaissait de lui que des œuvres écrites là-bas, en URSS, dont il avait emporté les

manuscrits. Avec *Champagne au fiel*, son sixième livre publié en France, il nous donne pour la première fois des récits écrits en exil à Berlin entre 1986 et 1988. Trois nouvelles assez longues qui, une fois de plus, mais autrement, expriment sa certitude douloureuse, déchirante, qu'il n'y aura plus de place désormais pour les juifs en Russie, car il ne sera même plus possible de participer au joug du pharaon : « Si nous les juifs parvenons à survivre encore cent ans en Russie au milieu de cette fureur bouillonnante comme une poix infernale, cette rage, ce mensonge et cette médisance, parmi cette haine, nous deviendrons tous des monstres physiques et moraux... Peut-être est-ce en cette qualité que nous sommes nécessaires ici. »

Ainsi, dans la nouvelle qui donne son titre au volume, il évoque le temps de la guerre de Kippour à travers un narrateur qui lui ressemble : l'homme de théâtre originaire d'une ancienne zone de résidence des juifs, a fait carrière en se conformant aux préceptes de l'art national russe, tout en sachant ménager ses protecteurs et ses ennemis. « Son art de savoir se rendre à temps, se livrer à son ennemi avec le charme du véritable judaïsme chrétien des premiers temps, l'avait sauvé plus d'une fois et lui avait permis de remporter le succès là où le désastre était inévitable. » Grâce à ses succès, il va en tournée à l'étranger où il rencontre, par hasard, Kachlev, son « ami » du KGB...

En bon scénariste, Gorenstein détaille avec une ironie décapante l'engrenage des petites compromissions auxquelles doit se soumettre l'homme de théâtre originaire d'une ancienne zone de résidence des juifs, a fait carrière en se conformant aux préceptes de l'art national russe, tout en sachant ménager ses protecteurs et ses ennemis. « Son art de savoir se rendre à temps, se livrer à son ennemi avec le charme du véritable judaïsme chrétien des premiers temps, l'avait sauvé plus d'une fois et lui avait permis de remporter le succès là où le désastre était inévitable. » Grâce à ses succès, il va en tournée à l'étranger où il rencontre, par hasard, Kachlev, son « ami » du KGB...

Finalement, Gorenstein, l'exilé qui ne peut se déprendre de son amour pour la terre russe, l'athée juif fasciné par l'Évangile et le Golgotha, n'est pas prêt à accepter de se souler au champagne, mêlé de fiel, ce vin que, selon le Nouveau Testament, on donnait aux condamnés à l'écartèlement afin de les rendre moins sensibles à la douleur. Avant de quitter le pays, le narrateur de *Dernier été sur la Volga*, fait, dans un dernier voyage, un superbe portrait de l'âme russe, multiple, répugnante, admirable, double (« L'âme de la médiane, ma Russie chérie et la Russie à deux têtes de porc qui se dévore elle-même et dévore les autres »), voulant croire que « tôt ou tard, le mystère de notre salut nous sera révélé (2) ».

(1) Attention aux coquilles troublantes, par exemple, le « Manifeste du parti communiste » (page 91) ! Bon point pour...

(2) Une adaptation de *Rocher de Gorenstein* qui devrait être montée au Théâtre du Rond-Point par Josiane Rousseau a été annulée par la nouvelle direction à quelques semaines de la première. On attend une autre date.

ERRATUM. - Dans notre dernière chronique, « La répression des juifs de Bessarabie » (« Le Monde des livres » du 7 février), nous avons attribué par erreur la mise en scène du film *la Cité de la joie* à Arthur Joffé. C'est Roland Joffé qu'il fallait lire.

presque rien. Gyula Krudy sait provoquer une sorte d'ivresse délicate. On retient étrangement, plus que les souvenirs racontés, un flou d'images, un silence plein d'odeurs de vieux meubles, plein de vieille Europe et du vent de la puszta.

Marion van Renterghem

- (1) Ed. Viviane Hamy, 1991.
(2) L'Harmattan, 1985.
(3) Actes Sud, 1988.

ÉGLISE AUX QUATRE VENTS
Cours du soir
FACILE EN OUBLIÉ
COURS DE LECTURE ET D'ÉCRITURE

EUROPE - ASIE
L'ÉVANGILE
AU FIL DES JOURS
par MARIE-THÉRÈSE DE MALEISSY

Témoignage
Histoire
Action sociale
et religieuse

160 pages 150 FF
BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

M. Boutros-G...
de dix mille « ca...
Une mesure provisoire

Après...
Général...
Le plan de...
L'ONU...
continuer à...
garantir la...
M. Boutros-G...
avoir reçu des...
santes de la...
serbe, M. Boutros-G...
de son...
M. Boutros-G...
de coopération...
serait des...
censé-leu...
3 janvier...
pécité et de...
tions au...
reprise des...
fait plusieurs...
Car il ne faut...
deux côtés...
militaires et...
taires plus...
qui ne réent...
il fallait donc...
notamment...
France - l'ass...
interventio...
calme dans les...

NELA dit...
régions les...
ta - qui ne...
mentre prov...
de « coopé...
dépendance...
la Croatie...
déplacés ma...
de l'ex-féde...
et en Brasi...
cohabitatio...
Musulmans...
communaut...
des demeur...
dans cette...
néa fédérat...
maître par...
de ses édu...
diplomates...
consé d'une...
d'une force...
menacée...
l'Obé à été...
Au mome...
ces blets...
dans le cas...
une repré...
certaines...
supérieures...
futures et...
des demur...